ROYAUME DU MAROC

Ministère de l'Economie et des Finances

NOTE DE CONJONCTURE

Mars 2014

Premiers résultats de l'année 2013

- Croissance économique
- Activités sectorielles
- Echanges extérieurs
- Finances publiques
- Dette publique
- Marché financier
- Prix

DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES

SOMMAIRE

INTRODUCTION P1

I. CONTEXTE INTERNATIONAL P4

1. ZOOM ETATS-UNIS : Confirmation de la solidité de la croissance économique P4
2. ZOOM ZONE EURO : Confirmation de la sortie de la récession P4
3. ZOOM JAPON : Ralentissement de l'activité économique P6
4. ZOOM PAYS EMERGENTS : Reprise de l'activité économique en Inde P6
5. Révision à la hausse des perspectives de la croissance économique mondiale P6
6. MATIERES PREMIERES : Evolution globalement baissière des prix des principaux produits de base P7
7. MARCHES FINANCIERS : Les places financières clôturent l'année sur une note positive P8

II. CONTEXTE NATIONAL P9

1. CROISSANCE ECONOMIQUE : P9
   - 1.1. Accélération de la croissance économique P9
   - 1.2. Faible contribution de l'investissement à la croissance P9
   - 1.3. Performance exceptionnelle de la récolte céréalière P9
   - 1.4. Evolution positive du secteur de la pêche côtière P10
   - 1.5. Ralentissement des activités hors-primaire P10
     - 1.5.1. Cycle baissier du marché mondial des phosphates P10
     - 1.5.2. Reprise modeste de l'activité industrielle P11
     - 1.5.3. Augmentation de la production d'électricité P11
     - 1.5.4. Bonne tenue des ventes de produits pétroliers P11
     - 1.5.5. Redressement progressif des ventes de ciment P11
     - 1.5.6. Comportement favorable du secteur touristique P12
     - 1.5.7. Evolution satisfaisante du marché des télécommunications P13
     - 1.5.8. Bon comportement du trafic portuaire P13
     - 1.5.9. Evolution positive du trafic aérien P13
2. ECHANGES EXTERIEURS : Réduction du déficit du compte courant de la balance des paiements P13
   - 2.1. Baisse de la facture énergétique et céréalière P14
   - 2.2. Comportement favorable des exportations des MMM P14
   - 2.3. Quasi-stagnation des transferts des MRE et des recettes du tourisme et hausse de celles des IDE P14
3. FINANCES PUBLIQUES : Maîtrise du déficit budgétaire à 5,4% du PIB P15
   - 3.1. Bon comportement des recettes non fiscales permettant de compenser la baisse de celles fiscales P15
   - 3.2. Réduction des charges de la compensation P15
4. DETTE DU TRESOR : Maintien d'un niveau acceptable avec une maîtrise des coûts P16
   - 4.1. Retour sur les maturités moyennes et longues P17
   - 4.2. Flux net positif au niveau des financements extérieurs P17
5. MONNAIE : Rythme modéré de la création monétaire P17
6. CREDITS BANCAIRES A L'ECONOMIE : Ralentissement durant l'année 2013 P18
7. DEPOTS BANCAIRES : Légère accélération en 2013 P19
8. MARCHE MONETAIRE : Accentuation du besoin de liquidités P19
9. BOURSE : Atténuation du cycle baissier en 2013 P19
10. PRIX : P20
    - 10.1. Maitrise du niveau d'inflation P20
    - 10.2. Baisse de l'indice des prix à la production manufacturière P20
    - 10.3. Ralentissement de l'indice des prix des actifs immobiliers P20
11. ACTIVITE ET EMPLOI : Légère hausse du taux de chômage P21

PREMIERS RESULTATS DE L'ANNEE 2013

	2012	2013*
▪ *Taux de croissance*	2,7 %	4,8 %
▪ *Taux de croissance hors agriculture*	4,5 %	3,1 %
▪ *Taux d'inflation*	1,3 %	1,9 %
▪ *Solde budgétaire / PIB*	-7,0 %	-5,4 %
▪ *Dette totale du Trésor / PIB*	59,6 %	62,5 %
▪ *Compte courant de la BP/ PIB*	-9,7 %	-7,7 %
▪ *Chiffre d'affaires de l'OCP*	48,4 MM.DH	37,1 MM.DH
▪ *Facture énergétique et céréalière*	125,6 MM.DH	115,5 MM.DH
▪ *Avoirs extérieurs en mois d'importations*	4 MOIS et 2 JOURS	4 MOIS et 9 JOURS
▪ *Crédits bancaires à l'économie*	+31,9 MM.DH	+25,0 MM.DH
▪ *Taux de chômage*	9,0 %	9,2 %

** Chiffres provisoires*

INTRODUCTION

En dépit d'un contexte marqué par le renforcement de la consolidation budgétaire dans les pays avancés et la détérioration des conditions de financement dans les pays émergents, l'économie mondiale a poursuivi en 2013 sa reprise qui s'est notamment raffermie à partir du second semestre en raison de l'accélération de la croissance dans les pays avancés.

Ainsi, la croissance américaine s'est sensiblement accélérée d'un trimestre à l'autre au moment où la zone euro est sortie de la récession à partir du T2-13. Dans les pays émergents, la croissance économique a marqué un léger ralentissement pâtissant d'un resserrement des conditions de financement en liaison avec le reflux des capitaux étrangers.

Dans ce contexte, le Fonds Monétaire International (FMI) a procédé, dans sa mise à jour du mois de janvier 2014, à une première révision à la hausse depuis avril 2012 de ses perspectives de croissance mondiale. C'est ainsi que le taux de croissance de l'économie mondiale au titre de l'année 2013 a été porté à 3,0% contre 2,9% prévu en octobre. Cette croissance, qui s'est située quasiment au même niveau de l'année précédente, confirme la reprise progressive de l'économie mondiale. Ceci étant, cette dernière demeure modérée et soumise à de nouveaux risques liés notamment au retrait de la politique accommodante de la FED et son impact sur les pays émergents, particulièrement, et à la déflation dans les pays de la zone euro.

S'agissant des politiques monétaires, et en plus du maintien des taux directeurs à leurs plus bas niveaux, les banques centrales des pays avancés ont poursuivi en 2013 des politiques monétaires non conventionnelles, tout en accentuant leurs modes de communication à travers l'adoption de la « Forward guidance »[1]. Ces mesures ont permis de restaurer un climat de confiance sur les marchés financiers.

Par ailleurs, les prix des matières premières se sont globalement inscrits en baisse par rapport à leurs niveaux enregistrés en 2012 sous l'effet de la conjonction de plusieurs facteurs, notamment l'offre excédentaire pour certains produits alimentaires et la faiblesse de la demande chinoise.

Au niveau national, l'année 2013 a été caractérisée par une inflexion de tendance dans la mesure où les équilibres fondamentaux se sont inscrits dans une trajectoire de rétablissement progressif et ce, en dépit de la persistance des difficultés économiques dans la zone euro.

Cette situation s'est reflétée au niveau de l'activité économique, avec une accélération du taux de croissance qui devrait s'élever à 4,8% contre 2,7% en 2012. Cette évolution est attribuable à la performance exceptionnelle du secteur agricole dont la valeur ajoutée aurait marqué une croissance de 20% sous l'effet de la réalisation de la deuxième meilleure récolte céréalière depuis le lancement du Plan Maroc Vert, conjuguée au bon comportement des autres cultures.

En revanche, le rythme de croissance des secteurs non agricoles a sensiblement ralenti en 2013, revenant de 4,5% en 2012 à environ 3%. Cette décélération trouve son origine, d'une part, dans les baisses qu'ont connues certains secteurs vitaux de l'économie nationale tels que le BTP, les activités qui lui sont liées et l'énergie et, d'autre part, dans le recul de la demande étrangère adressée au Maroc notamment pour les phosphates et dérivés et le textile. Malgré ce ralentissement, la bonne performance tant des métiers mondiaux du Maroc ainsi que des services, en particulier le tourisme, les transports et les communications, ont permis de compenser, dans une certaine mesure, les baisses enregistrées en début d'année .

[1] *Un ensemble de mesures visant l'amélioration de la transparence des politiques monétaires et ce à travers l'orientation des anticipations des agents privés concernant la trajectoire future des taux directeurs.*

Parallèlement à ces évolutions, les crédits bancaires à l'économie ont affiché un ralentissement en dépit de l'amélioration significative qu'ils ont connu à partir du mois d'avril et ce, après la nette baisse enregistrée au T1-13. Cette amélioration, qui a concerné l'ensemble des catégories de crédit notamment l'immobilier, l'équipement, la consommation et les crédits de trésorerie, a induit un flux additionnel de 25 MM.DH au terme de l'année 2013.

En ce qui concerne l'inflation, elle a été maîtrisée à 1,9% contre 1,3% en 2012 et ce, malgré l'application à partir du mois de septembre du système d'indexation partielle des prix de certains produits énergétiques. Cette légère accélération trouve son origine essentiellement dans la hausse des prix des produits alimentaires (+2,4% contre +2,3% en 2012) et, dans une moindre mesure, dans celle des autres produits (+1,5% contre +0,5%).

En matière d'emploi, l'économie marocaine a créé 114.000 emplois en 2013, dont 77% en milieu rural. Les secteurs des « services » et de « l'agriculture, forêt et pêche » ont absorbé 101.000 et 58.000 emplois additionnels respectivement tandis que le secteur du BTP a perdu 50.000 postes. De son côté, le nombre de chômeurs a augmenté de 43.000 personnes, ce qui a induit une légère progression du taux de chômage de 0,2 point pour atteindre 9,2%. En milieu urbain, ce taux s'est stabilisé à 18,2% parmi les diplômés et a augmenté de 0,2 point parmi les jeunes âgés de «25 à 34 ans» pour s'établir à 19,8%.

Au niveau du secteur extérieur, le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est amélioré de 2 points du PIB par rapport à l'année 2012, pour se situer à près de 7,7% du PIB. Cette situation est attribuable à l'allégement du déficit commercial conjugué à l'évolution favorable des Investissements Directs Etrangers (IDE) ainsi qu'aux efforts visant à accélérer la mobilisation des financements extérieurs.

En effet, au niveau des opérations courantes de la balance des paiements, le déficit commercial a reculé de près de 6,5 MM.DH ou 3,2% sous l'effet essentiellement de la baisse de 7,9 MM.DH ou 2,0% des importations. Cette évolution est attribuable à la baisse des factures énergétique et céréalière de 4% et 33% respectivement, au moment où les achats de biens d'équipement et de demi-produits ont poursuivi leur progression, témoignant d'un maintien de la dynamique d'investissement notamment au niveau des secteurs de l'automobile, de l'électronique et des mines.

Pour ce qui est des exportations, elles ont accusé un recul moins important de l'ordre de 1,4 MM.DH ou 0,8% sous l'effet principalement de la forte baisse de 23,3% du chiffre d'affaires de l'Office Chérifien de Phosphates (OCP) en lien avec l'entrée du marché mondial des phosphates dans un cycle baissier au courant de l'année. Cette contre-performance a été toutefois atténuée par la bonne tenue des exportations des secteurs liés aux Métiers Mondiaux du Maroc, ce qui s'est traduit par une amélioration de 9,9 MM.DH ou 7,2% des exportations hors OCP.

Dans le même sillage et en dépit d'un contexte économique relativement difficile en Europe notamment, les recettes de voyages et les transferts des MRE ont quasiment stagné en 2013. Néanmoins, les recettes générées par ces deux postes ont permis de couvrir 59,2% du déficit commercial contre 57,7% un an auparavant.

Dans ce contexte, le Maroc a pu maintenir son attractivité vis-à-vis des investisseurs étrangers. En effet, les recettes des IDE ont poursuivi leur progression, pour la troisième année consécutive, pour atteindre un niveau record de plus de 40 MM.DH, soit une augmentation de plus de 25% par rapport à l'année précédente. De ce fait, le dernier rapport « Oxford Business Group » a classé le Maroc au premier rang des pays d'Afrique du Nord et deuxième sur le continent en termes d'attractivité des IDE. Parallèlement, des efforts intensifs ont été fournis pour mobiliser des dons, en provenance particulièrement des pays du Conseil de Coopération du Golf (CCG), et des prêts des différents partenaires bilatéraux et multilatéraux du Royaume, notamment la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.

Compte tenu de ces évolutions, les réserves internationales nettes ont affiché une reconstitution de 5,5 MM.DH, après des baisses successives depuis 2010, pour permettre la couverture d'environ 4 mois et 9 jours d'importations de biens et services.

En ce qui concerne les finances publiques, le déficit budgétaire au titre de l'année 2013 a été maîtrisé à 5,4% du PIB après 7,0% du PIB en 2012 et ce, malgré la baisse des principales recettes fiscales. Cette amélioration du déficit budgétaire est due principalement aux mesures prises pour la maîtrise des dépenses et l'amélioration des recettes.

Au niveau des recettes ordinaires, l'année 2013 a été caractérisée par la baisse des recettes fiscales de près de 2,8 MM.DH ou 1,6%, sous l'effet de la baisse des résultats fiscaux de certains gros contribuables (OCP, IAM, secteur bancaire…) et des recettes liées au commerce extérieur suite au recul des importations de produits énergétiques notamment. En revanche, les droits d'enregistrement et de timbre ont enregistré une hausse de près de 394 M.DH ou 3% sous l'effet des mesures prises dans la Loi de Finances de l'année 2012.

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont affiché un accroissement de près de 9,4 MM.DH ou 49,5%. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des recettes provenant des établissements et entreprises publics de 1,7 MM.DH ou 14,9%, ainsi que par la réalisation d'un montant de 5,2 MM.DH au titre des dons en provenance des pays du CCG.

Au niveau des dépenses, les salaires ont marqué une hausse d'environ 2 MM.DH ou 2% sous l'effet des mesures prises ainsi qu'à l'évolution normale de la masse salariale. Parallèlement, les dépenses au titre des « autres biens et services » ont progressé de 2,3 MM.DH ou 5,2% suite à l'augmentation des transferts au profit de certains établissements et entreprises publics. Par contre, la charge de la compensation a baissé de 13,3 MM.DH ou 24,2% sous l'effet de la baisse des cours du pétrole sur les marchés internationaux, la dépréciation du taux de change du dollar US/DH et la mise en œuvre du système d'indexation partielle des prix de certains produits énergétiques.

Par ailleurs, grâce aux opérations de gestion active de la dette et de la trésorerie publique, le ratio de la dette en pourcentage du PIB a pu être maîtrisé à un niveau ne dépassant pas 62,5%. Les dépenses au titre des intérêts de la dette du Trésor se sont établies à 11,5% des recettes ordinaires et la durée de vie moyenne de la dette a atteint 5 ans et 6 mois.

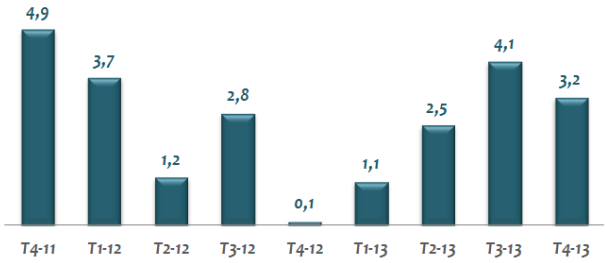
La résilience dont a fait preuve l'économie marocaine en 2013 a été actée par la communauté financière internationale. En effet, le Maroc continue de jouir de la confiance tant des institutions internationales que des investisseurs étrangers. Ainsi, le FMI a reconfirmé au début du mois de février l'éligibilité du Maroc à la Ligne de Précaution et de Liquidité (LPL). Cette reconduction reflète la confiance de cette institution dans les politiques économiques et les réformes structurelles menées par les pouvoirs publics en vue de reconstituer les marges de manœuvre aussi bien budgétaire qu'extérieure permettant de réaliser une croissance plus forte et inclusive.

De plus, la récente étude de la banque d'affaires « JP Morgan » a salué la résilience de l'économie marocaine et les réformes d'envergure entreprises par le Royaume durant ces dernières années, tout en le considérant comme un exemple dans la région MENA. Enfin, le Maroc a conservé sa notation souveraine au niveau d' « Investment Grade » au moment où beaucoup de pays, même développés, ont été rétrogradés.

1. ZOOM ETATS-UNIS : *Confirmation de la solidité de la croissance économique…*

L'activité économique aux États-Unis a poursuivi sa croissance à un rythme soutenu pour atteindre 3,2%, en rythme annualisé, au T4-13 après 4,1% au trimestre précédent.

Produit intérieur brut USA - rythme annualisé en % -

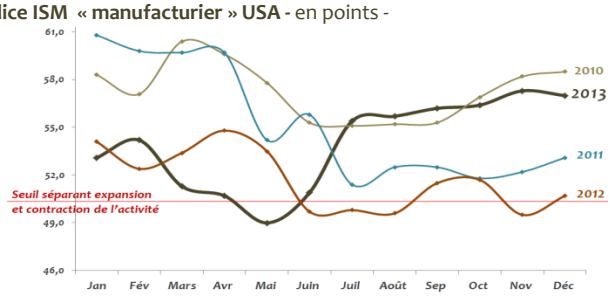


Source: *United States Department of Trade*

En dépit de ce léger ralentissement, la contribution de la consommation des ménages à la croissance a été portée à son plus haut niveau depuis le T4-10 en réalisant une progression de 3,3% contre 2,0% au trimestre précédent. De même, les exportations ont marqué une hausse de 15,1% contre 5,6% au T3-13. En revanche, l'investissement privé a marqué une décélération de son rythme de progression pour revenir de 17,2% au T3-13 à 3,4% au T4-13.

L'amélioration de l'activité économique a été corroborée par l'évolution des indicateurs à haute fréquence et plus particulièrement l'indice ISM « manufacturier » qui a conservé sa trajectoire ascendante entamée depuis le mois de mai 2013. Cet indice a ainsi atteint 53,9 points en moyenne au cours de l'année 2013 contre 51,7 points en 2012. En revanche, ce niveau demeure en retrait par rapport à ceux enregistrés en 2011 (55,3 points) et 2010 (57,3 points).

Indice ISM « manufacturier » USA - en points -

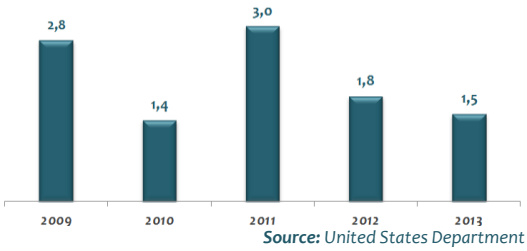


Source: *Institute for Supply Management*

De son côté, l'indice ISM « non manufacturier »[2], reflétant l'activité au sein du secteur des services, est resté pratiquement au même niveau depuis l'année 2010, soit 54,7 points.

S'agissant de l'inflation, et dans un contexte marqué par une légère détente des prix des matières premières conjuguée à une faible utilisation des capacités de production, les prix à la consommation ont poursuivi leur décélération entamée depuis l'année précédente avec une hausse limitée à 1,5% contre 1,8% en 2012.

Inflation USA - en % -

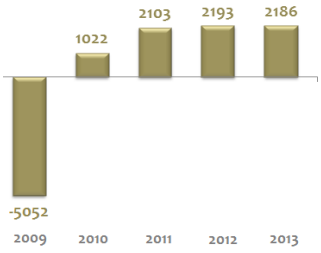


Source: *United States Department of Labor*

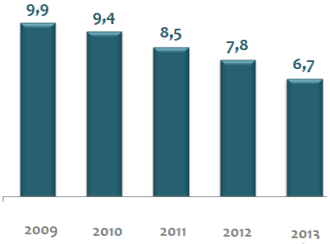
Pour sa part, le chômage s'est inscrit en baisse continue sur l'ensemble de l'année pour revenir de 7,9% en janvier à 6,7% en décembre, son plus bas niveau depuis 5 ans. Cette amélioration est intervenue malgré un léger ralentissement du rythme de la création de l'emploi non agricole qui s'est établit à 2.186.000 postes contre 2.193.000 postes en 2012.

Emploi et Chômage USA

Créations d'emploi non agricole cumulé à fin Décembre- en milliers -



Taux de chômage à fin Décembre –en %-



Source: *United States Department of Labor*

S'agissant de la politique monétaire américaine, la FED a poursuivi son troisième programme d'assouplissement quantitatif « QE3 », lancé en septembre 2012, consistant en l'injection de 85 MM.$ chaque mois pour acheter des bons du Trésor et des MBS[3] (titres adossés à des créances hypothécaires). Parallèlement, la FED a maintenu son taux directeur entre 0% et 0,25% tout au long de l'année.

2. ZOOM ZONE EURO : *Confirmation de la sortie de la récession…*

D'après Eurostat, l'activité économique dans la zone euro, et après sa sortie au T2-13 d'une récession qui a duré six trimestres, a confirmé sa reprise au T4-13 avec un taux de croissance de 0,3% en glissement trimestriel (T/T) après 0,1% T/T au T3-13.

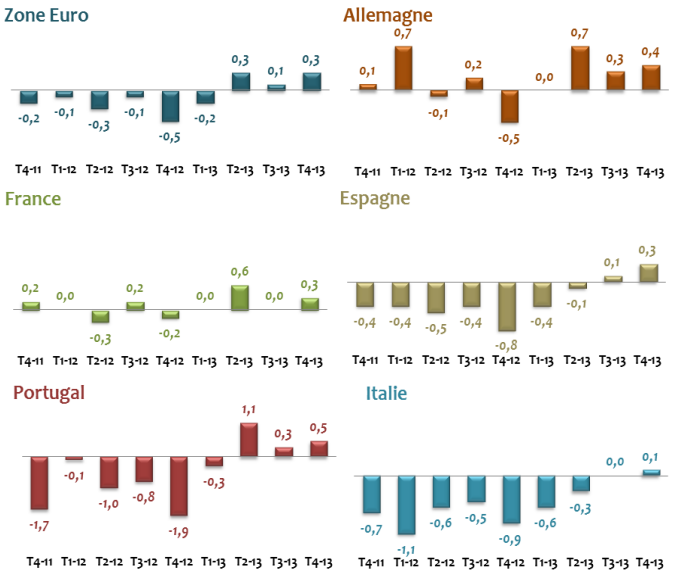
Ce redressement progressif de l'activité au sein de la zone euro est tiré notamment par l'Allemagne et la France qui ont réalisé des taux de croissance de 0,4% T/T et 0,3% T/T respectivement contre 0,3% et 0% au T3-13.

Dans le même sillage, la situation économique semble se rétablir dans les pays les plus touchés par la crise des dettes souveraines. L'Italie est finalement sortie de la récession au T4-13 et ce, après huit trimestres de baisses pour rejoindre l'Espagne et le Portugal. Ces derniers confirment la reprise de leurs économies respectivement pour le deuxième et troisième trimestre consécutif.

[2] Composition de l'indice composite ISM (60% ISM non manufacturier et 40% ISM manufacturier)

[3] MBS : mortgage-backed securities

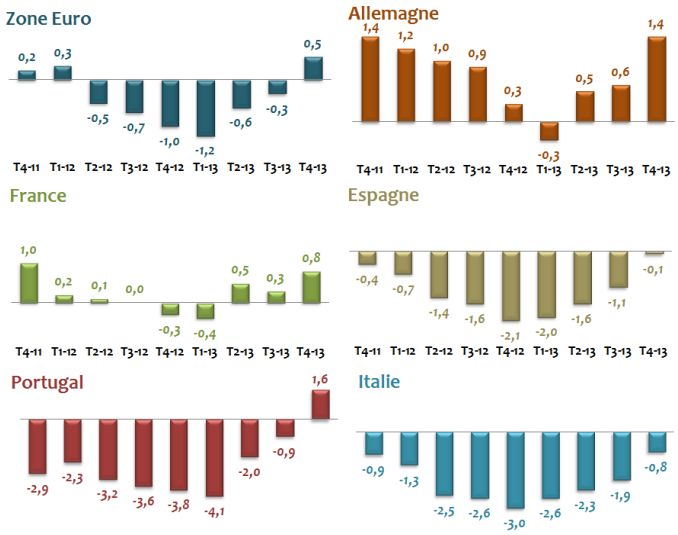
Produit intérieur brut Zone Euro T/T-1 - en % -



Source : *Eurostat*

En dépit de ces évolutions positives, l'activité au sein de la zone euro demeure en baisse par rapport à l'année 2012. En effet, les variations observées entre les trimestres de l'année 2013 ne se sont soldées par des évolutions positives par rapport à l'année précédente qu'au dernier trimestre de l'année. C'est ainsi que pour l'ensemble de l'année, la récession a été atténuée pour s'établir à -0,4% contre -0,7% en 2012.

Produit intérieur brut Zone Euro T/T-4 - en % -

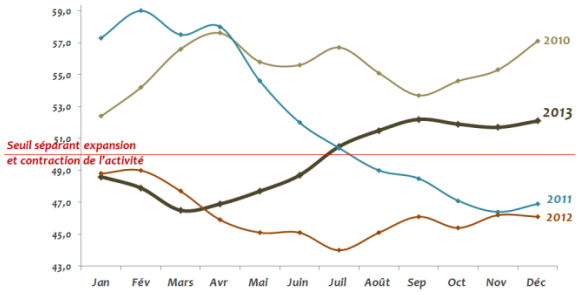


Source : *Eurostat*

Au niveau des indicateurs à haute fréquence, l'indice PMI composite d'activité globale a poursuivi sa trajectoire ascendante entamée depuis le mois de mars pour se situer en zone d'expansion à partir du mois de juin. En moyenne annuelle, cet indice a atteint 49,7 points et a marqué un accroissement de 2,5 points par rapport à l'année précédente.

Pour sa part, l'indice de confiance économique (ESI), issu des enquêtes menées auprès des chefs d'entreprises et des consommateurs, a affiché une évolution favorable au cours de l'année 2013 pour ressortir à 93,8 points en moyenne contre 90,8 points en 2012. Cette bonne orientation s'explique par l'amélioration significative de la confiance des consommateurs et des dirigeants d'entreprises dans les secteurs des services et du commerce de détail.

Indice PMI « manufacturier » Zone Euro - en points -

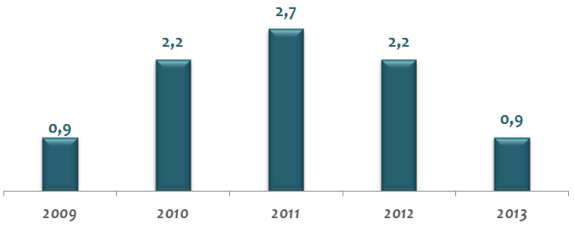


Source: *PMI Markit Survey Ticker*

S'agissant des prix à la consommation, et dans un contexte marqué par la baisse des prix des matières premières et l'appréciation de l'Euro par rapport au Dollar US et au Yen japonais, le taux d'inflation a marqué une détente significative au cours de l'année 2013 pour ressortir à 0,9% contre 2,2% en 2012, ravivant même des craintes de déflation.

Par pays, la baisse des taux d'inflation a particulièrement concerné l'Espagne (+0,3% en 2013 contre +3,0% en 2012), l'Italie (+0,7% contre +2,6%), l'Allemagne (+1,2% contre +2,0%), la France (+0,8 contre +1,5%) et le Portugal (+0,2% contre +2,1%).

Inflation Zone Euro - en % -

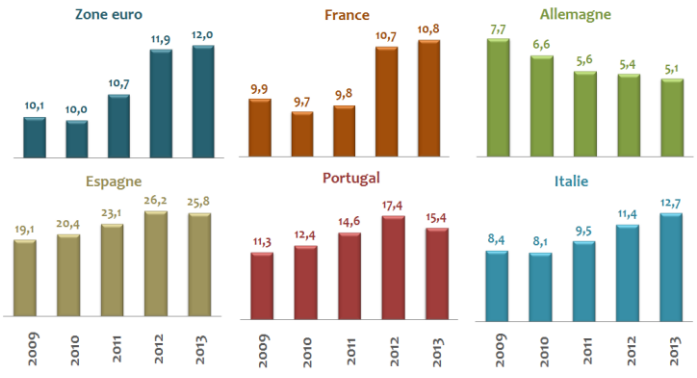


Source : *Eurostat*

Du côté du marché du travail et selon les données révisées fournies par Eurostat, le nombre de chômeurs au sein de la zone euro s'est accru de 130.000 personnes en une année, portant ainsi le taux de chômage à 12,0% en 2013 contre 11,9% un an auparavant.

Par pays, les taux de chômage les plus élevés ont été enregistrés particulièrement en Espagne (25,8%) et en Croatie (18,6%), et les plus faibles en Autriche (4,9%), en Allemagne (5,1%) et au Luxembourg (6,2%).

Taux de chômage Zone euro - en % -



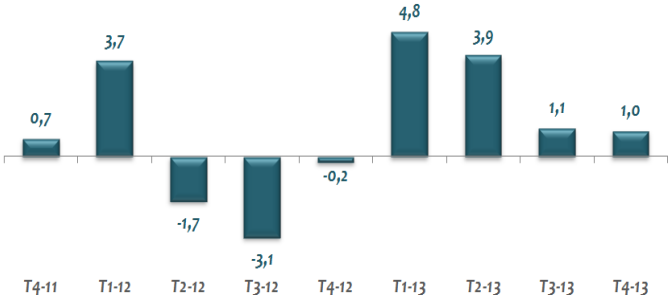
Source : *Eurostat*

Pour ce qui est de la politique monétaire, la banque centrale européenne (BCE) a annoncé un assouplissement monétaire au début du mois de mai et a procédé à deux reprises à une réduction de 25 pbs de son taux de refinancement en mai et novembre pour le ramener à 0,25%.

3. ZOOM JAPON : *Ralentissement de l'activité économique…*

Après le regain notable de l'activité économique japonaise au premier semestre de l'année 2013, celle-ci a accusé un net ralentissement au cours de la deuxième moitié de l'année sous l'effet notamment de l'atténuation des effets de la politique de relance mise en œuvre par le gouvernement au terme de l'année 2012. En effet, l'économie nippone a vu son taux de croissance revenir à près de 1%, en rythme annualisé au S2-13 après 4,4% en moyenne durant la première moitié de l'année.

Produit intérieur brut Japon - rythme annualisé- en % -

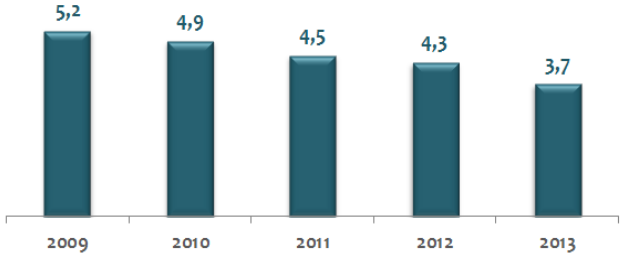


Source: *Department of National Accounts*

Notons que cette décélération provient notamment de la contribution négative de 2,1 points du solde des échanges extérieurs à la croissance économique compte tenu de l'accroissement du volume importé des hydrocarbures, en vue de répondre au besoin énergétique engendré par l'arrêt des réacteurs nucléaires après l'accident de Fukushima. Les exportations ont, quant à elles, marqué une décélération suite à la délocalisation de certaines usines et à la faiblesse du dynamisme de la demande dans les pays émergents.

Pour ce qui est du marché de l'emploi, le taux de chômage s'est amélioré pour ressortir à 3,7% contre 4,3% en 2012, son plus bas niveau depuis l'année 2007.

Taux de chômage Japon - en % -



Source : *Department of National Accounts*

Quant aux mesures monétaires, la banque centrale du Japon (BOJ) a adopté une politique très expansionniste à partir du mois d'avril, consistant en l'augmentation du montant annuel de ses achats d'actifs à risque et en l'élévation du niveau de la base monétaire en circulation et ce, dans l'objectif d'une sortie de la déflation d'ici 2015.

4. ZOOM PAYS EMERGENTS : *Reprise de l'activité économique en Inde…*

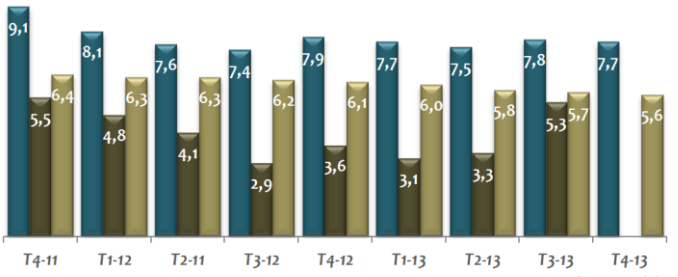
Après un léger ralentissement en début d'année, l'activité économique au niveau des pays émergents s'est inscrite sur une tendance d'amélioration à partir du S2-13.

C'est ainsi que l'économie chinoise a maintenu son taux de croissance autour de 7,8% au titre de la deuxième moitié de l'année 2013. Cette évolution s'explique notamment par l'atténuation des effets du « mini » plan de relance adopté par le gouvernement en juillet, consistant notamment en des exonérations fiscales et des facilités administratives ayant affecté positivement la production industrielle et les ventes de détail.

Pour sa part, l'activité économique en Inde s'est accélérée au cours du T3-13 pour atteindre 5,3% après 3,3% au T2-13. Cette progression provient de la bonne performance affichée par les secteurs agricole et de la construction.

L'économie indonésienne a, quant à elle, affiché un taux de croissance de 5,6% au T4-13 après 5,7% au T3-13, son plus bas niveau depuis trois ans.

Produit intérieur brut Chine& Inde & Indonésie - GA en % -



Source : *OCDE*

De leur côté, les pressions inflationnistes se sont accentuées notamment en Inde (10,9% en 2013 contre 9,3% en 2012) et en Indonésie (7,0% contre 4,3%) alors que le taux d'inflation s'est maintenu en Chine à 2,6%.

Pour sa part, les banques centrales de nombreux pays émergents, comme le Brésil, l'Indonésie et la Turquie ont été contraintes de resserrer leur politique monétaire en raison des pressions extérieures.

5. *Révision à la hausse des perspectives de la croissance économique mondiale…*

Au titre de sa dernière mise à jour du mois de janvier 2014, le FMI a procédé pour la première fois depuis avril 2012 à une révision à la hausse de ses prévisions de croissance de l'économie mondiale sous l'effet principalement de la reprise constatée dans les économies avancées. En effet, le FMI a relevé ses perspectives de la croissance mondiale de 0,1 point pour les années 2013 et 2014 par rapport à l'édition du mois d'octobre, pour les porter à 3,0% et 3,7% respectivement contre 3,1% en 2012.

Au niveau des pays avancés, les prévisions de croissance ont été augmentés de 0,1 point pour l'année 2013 et de 0,2 point pour 2014, pour s'établir à 1,3% et 2,2% respectivement contre

1,4% en 2012, tirant profit notamment du maintien d'une politique globalement accommodante combinée à une poursuite du rééquilibrage des finances publiques. Aux États-Unis, la croissance économique devrait se situer à 1,9% en 2013 et 2,8% en 2014, en hausse de 0,3 et 0,2 point par rapport à l'édition précédente. Cette amélioration devrait être portée par la demande intérieure finale, soutenue en partie par l'accord budgétaire au Congrès ayant permis de limiter la réduction des dépenses de l'Etat.

Au niveau de la zone euro, le taux de croissance au titre de l'année 2013 a été maintenu à son niveau prévu en octobre, soit -0,4%. Pour l'année 2014, l'activité économique devrait se rétablir et enregistrer un taux de croissance positif de 1%. Toutefois, cette reprise demeurerait inégale par pays dans la mesure où elle serait toujours tirée par l'Allemagne (+0,5% en 2013 et +1,6% en 2014) tandis qu'elle resterait plus modeste en France (+0,2% en 2013 et +0,5% en 2014) et dans les pays en difficultés notamment l'Espagne (-1,2% en 2013 et +0,6% en 2014) et l'Italie (-1,8% en 2013 et +0,6% en 2014).

Au Japon, et en raison de l'atténuation des mesures temporaires de relance budgétaire adoptées par le gouvernement, la croissance au titre de l'année 2013 a été revue à la baisse de 0,3 point pour ressortir à 1,7%. En revanche, les prévisions ont été relevées de 0,4 point pour l'année 2014 pour s'établir à 1,7%.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance devrait s'améliorer de 0,2 point par rapport à l'édition précédente pour se situer à 4,7% en 2013 et ce, sous l'effet particulièrement de l'augmentation de la demande extérieure dans les économies avancées. En 2014, la croissance devrait s'élever à 5,1%, soit le même taux prévu dans l'édition du mois d'octobre.

6. MATIERES PREMIERES : *Evolution globalement baissière des prix des principaux produits de base…*

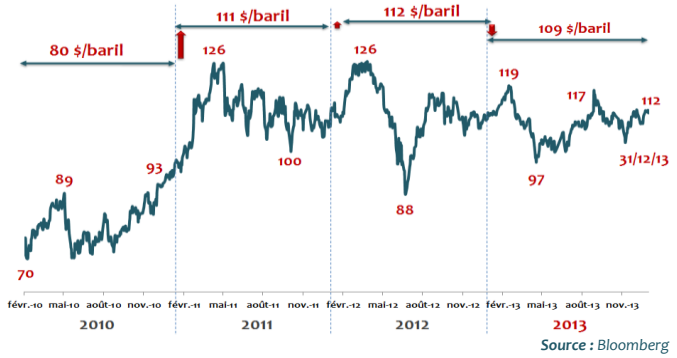
Au cours de l'année 2013, les cours des matières premières se sont globalement inscrits en baisse par rapport à leurs niveaux enregistrés l'année précédente.

Au niveau des produits énergétiques, l'indice composite élaboré par la Banque Mondiale a marqué une quasi-stagnation par rapport à son niveau de l'année 2012 pour s'établir à 127,4 points. De son côté, l'indice des prix des produits hors énergie est revenu de 109,5 points en 2012 à 101,7 points en 2013, soit une baisse de 7,2%.

En effet, les prix du Brent ont terminé l'année à un niveau quasi-similaire à celui enregistré à fin 2012, soit 112 $/bbl. Par ailleurs, l'évolution en cours d'année a été marquée par plusieurs phases. Ainsi, et après avoir enregistré une progression jusqu'à mi-février, ces prix ont fortement baissé pour revenir à leur plus bas niveau de l'année, soit 97,3 $/bbl vers mi-avril et ce, en raison principalement du ralentissement de l'économie chinoise. Cette baisse a par la suite été rattrapée et les prix ont atteint leur plus haut niveau de 118$/bbl vers la fin du mois d'août sous l'effet notamment de la dynamique de l'économie américaine. En relation avec l'abondance de l'offre sur le marché pétrolier résultant notamment de la reprise de la production en Libye et la levée des sanctions économiques sur l'Iran, les prix du baril ont de nouveau marqué une détente sur les mois restant de l'année.

En moyenne annuelle, les prix du pétrole ont marqué un recul de 2,9% revenant de 112 $/bbl en 2012 à 109 $/bbl en 2013.

Prix du Pétrole - en $ / baril -

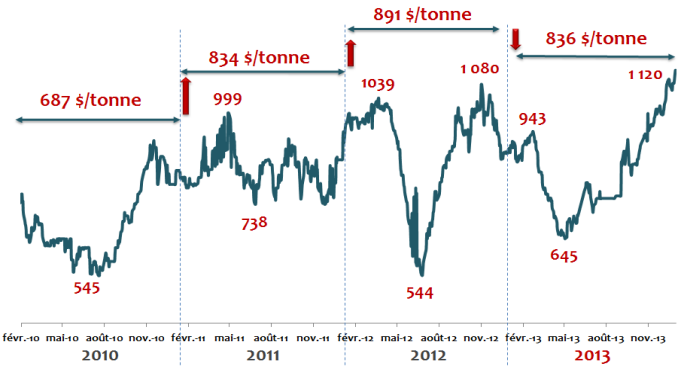


Source : Bloomberg

De son côté, les prix du gaz butane ont, dans une première phase allant du mois de janvier à celui d'avril, marqué une sensible contraction de près de 27% par rapport à la fin de l'année 2012 avant de progresser de façon continue jusqu'à la fin de l'année.

Globalement, ces cours sont ressortis à 836 $/tonne en moyenne durant l'année 2013 contre 891 $/tonne un an auparavant, soit un recul de 5,8%.

Prix du Gaz Butane - en $ / tonne -



Source : Bloomberg

Pour sa part, l'indice des prix des produits agricoles a accusé une baisse annuelle de 7,2% en 2013 pour ressortir à 106,3 points. En effet, les denrées alimentaires ont démarré l'année avec une détente globale des cours liée notamment à l'amélioration des perspectives de récoltes et la faiblesse de la demande notamment de la part de la Chine et des États-Unis. Ainsi, et en comparaison avec l'année 2012, les cours moyens ont baissé de 15,9% pour l'orge (202,2 $/tonne), de 15,2% pour le sucre (413,3 $/tonne), de 13,1% pour le maïs (259,4 $/tonne), de 13% pour le riz (473 $/tonne) et de 6,3% pour le blé tendre américain (276,7 $/tonne).

D'un autre côté, l'indice des prix des métaux s'est contracté de 5,5% par rapport à l'année 2012 pour se situer à 90,8 points en 2013. C'est ainsi que les cours des métaux de base, et après avoir atteint leur plus haut niveau en février 2013, se sont par la suite orientés globalement à la baisse. Cette évolution a

résulté de la faiblesse de la demande des pays émergents notamment la Chine, entrainant la réduction des programmes d'investissement des producteurs dans l'ensemble de l'industrie des métaux.

Ainsi, et en comparaison avec l'année 2012, les prix des principaux métaux de base ont enregistré des baisses de 23,4% pour l'argent, de 15,4% pour l'or et de 8,7% pour l'aluminium. Par contre, les prix du plomb se sont appréciés de 3,6% en moyenne par rapport à l'année 2012.

De son côté, l'indice des prix des engrais a enregistré une sensible baisse dépassant les 17% par rapport à l'année 2012, pour ressortir à 113,7 points. Parallèlement, les cours de phosphates ont poursuivi leur évolution baissière tout au long de l'année 2013, pour revenir en décembre à leur plus bas niveau depuis janvier 2010, soit 101 $/tonne contre 202,5 $/tonne il y a deux ans. Ainsi, ces cours ont enregistré une contre-performance annuelle de 20,3% par rapport à 2012. De même, les prix des engrais ont poursuivi la même tendance pour ressortir en décembre à 369,9 $/tonne pour le DAP et 298,8 $/tonne pour le TSP, en baisses moyennes de 17,6% et 17,3% respectivement par rapport à l'année précédente.

7. *MARCHES FINANCIERS : Les places financières clôturent l'année sur une note positive…*

Profitant du maintien par la FED de sa politique d'assouplissement quantitatif, du redressement progressif de l'économie américaine et de la sortie de la zone euro de la récession, la globalité des indices boursiers notamment ceux des pays avancés ont clôturé l'année 2013 avec des résultats positifs.

Aux États-Unis, les indices NASDAQ et S&P500 ont réalisé des performances annuelles exceptionnelles atteignant 38,3% et 29,6% respectivement contre 15,9% et 13,4% en 2012.

Quant aux places financières européennes, elles ont affiché des évolutions en dents de scie au cours du S1-13 avant de s'inscrire en hausse à partir du mois de juillet. Ainsi, le GDAXI^{Francfort}, le CAC40^{Paris}, l'IBEX35^{Madrid} et FTSE/MIB^{Milan} ont enregistré des performances positives de 25,5%, 18%, 21,4% et 16,6% respectivement en 2013 contre +29,1%, +15,2%, -4,7% et +7,8% l'année précédente.

Par ailleurs, l'indice boursier émergent MSCI-EM a entamé l'année avec des résultats négatifs qui se sont étalés jusqu'au mois de juin avant de se stabiliser en juillet et août puis de renouer avec la hausse à partir du mois de septembre. Compte tenu de ces évolutions, le MSCI-EM a enregistré une contre-performance annuelle de 5% contre +15,1% en 2012.

1- CROISSANCE ECONOMIQUE :

1.1- Accélération de la croissance économique …

L'évolution des comptes nationaux au cours des trois premiers trimestres de l'année 2013 a fait ressortir une accélération de la croissance économique qui s'est située à 4,3% en moyenne contre 2,8% durant la même période de l'année précédente. Cette amélioration de l'activité économique résulte exclusivement de la bonne performance du secteur agricole qui a enregistré un taux de croissance supérieur à 20% contre une baisse de 8,8% sur les trois premiers trimestres de l'année 2012.

Par ailleurs, les activités non agricoles, et malgré la légère amélioration constatée au T2-13, ont connu une nette décélération au cours des trois premiers trimestres de l'année 2013 en enregistrant une croissance limitée à 2,0% contre 4,6% durant la même période de l'année 2012. Cette situation trouve son origine dans le recul enregistré au niveau de l'activité de certains secteurs orientés vers le marché domestique et dans la faiblesse de la demande étrangère adressée à certains secteurs, en l'occurrence, les mines et les textiles.

C'est ainsi que le secteur secondaire a vu sa valeur ajoutée baisser de 1,0% au lieu d'une hausse de 2,1% en moyenne sur les trois premiers trimestres de l'année précédente, en liaison avec le recul d'activité au niveau du « bâtiment et travaux publics » (-3,6% au lieu de +2,7%), de « l'électricité et eau » (-1,1% au lieu de +10,0%) et de « l'industrie d'extraction » (-2,2% au lieu de -1,8%). Quant à la croissance des industries de transformation, elle est revenue en une année de 1,9% à 0,4%.

Quant au secteur tertiaire, sa valeur ajoutée a maintenu un taux de croissance globalement satisfaisant de l'ordre de 3,5%. Cette évolution recouvre une accélération de la croissance au niveau des activités liées au « commerce » (+3,0% au lieu de +2,6%) et aux « hôtels et restaurants » (+4,4% au lieu de +0,6%) et un ralentissement au niveau de celle des « services rendus aux ménages et aux entreprises » (+2,9% au lieu de +4,7%), des « services rendus par l'administration publique générale et sécurité sociale » (+4,9% au lieu de +6,9%) et des « postes et télécommunications » (+11,7% au lieu de +24,4%).

1.2- Faible contribution de l'investissement à la croissance…

La demande intérieure demeure le principal moteur de la croissance économique avec une contribution de l'ordre de 3,0 points sur les trois premiers trimestres de 2013 au lieu de 4,0 points un an auparavant. Cette demande a été tirée essentiellement par la consommation finale (+2,9 points en 2013 et 2012) notamment celle des ménages. En revanche, la contribution de l'investissement brut à la croissance a été quasi-nulle (+0,1 point contre +1,1 point en 2012).

De leur côté, les échanges extérieurs de biens et services ont contribué positivement à la croissance économique (+1,4 point contre -0,2 point en 2012). Ce résultat provient de la hausse, en volume, de 3,4% des exportations de biens et services au moment où les importations ont diminué de 1,0%.

1.3- Performance exceptionnelle du secteur agricole…

La campagne 2012/13 a été une campagne particulièrement précoce avec un cumul pluviométrique des mois de septembre, octobre et novembre représentant 50% des précipitations totales contre 33% en année normale.

C'est ainsi que la **production céréalière** a augmenté de 90% par rapport à celle de la campagne précédente, pour s'établir à 97 M.qx, soit le deuxième record historique depuis le lancement du Plan Maroc Vert. Cette bonne performance a tiré profit de la récolte exceptionnelle de blé tendre qui s'est élevée à 52 M.qx.

Dans le but de créer les bonnes conditions de la commercialisation de cette récolte, une série de mesures a été mise en place, en particulier la fixation de la période de collecte de juin à fin octobre 2013, la mise en place d'une prime de magasinage et la hausse des droits de douane liés l'importation du blé tendre. La collecte de la production du blé tendre au 31 octobre 2013, au titre de la campagne de commercialisation 2013/14, a atteint 20,2 M.qx, en hausse de 18% par rapport à la campagne précédente. Les importations sont, quant à elles, revenues à 12,1 M.Qx, en régression de 42% par rapport au cumul des importations à fin octobre 2012[4].

De son côté, la production des **légumineuses** a été estimée à 2,3 M.qx et a marqué une légère baisse de 2% par rapport à la campagne 2011/12 suite à l'apparition d'une maladie (L'anthracnose) au niveau de certaines espèces notamment le pois chiche. Par ailleurs, la production de lentilles a affiché une augmentation importante par rapport à la campagne précédente.

Parallèlement, les **cultures sucrières** se sont inscrites en hausse après l'augmentation des prix à la production et le soutien apporté à l'utilisation des semences. Ainsi, la production de la betterave à sucre au titre de la campagne 2012/13 a été estimée à 2,2 millions de tonnes, soit 38% de plus que la campagne précédente. La production de la canne à sucre s'est située à près de 559 000 tonnes contre 541 000 tonnes un an auparavant, soit une augmentation de 3%.

Concernant la production de **primeurs,** elle s'est stabilisée dans les niveaux de 2011/12 malgré un démarrage difficile avec les vagues de chaleur de l'été notamment dans le Souss Massa. Les volumes exportés ont atteint près de 779.000 tonnes, en hausse de 5% par rapport à la campagne 2011/12. Dans cet ensemble, les légumes divers ont réalisé une croissance de 13%. Le marché des PECO a absorbé 10% des exportations de primeurs.

En revanche, la production **oléicole** a enregistré une baisse de 15% suite aux conditions climatiques défavorables de l'année 2012. Malgré ce recul, les exportations d'huile d'olive sont restées stable à 10.500 tonnes tandis que celles de conserve d'olive ont baissé de 5%.

[4] La campagne de commercialisation débute en avril et prend fin en octobre.

De même, la production **agrumicole** a connu une chute de 25% suite à un phénomène particulier de succession de froid et de chaleur qui a conduit à une chute des fruits. Cette situation s'est traduite par une baisse des exportations de 21% et une hausse des prix des agrumes sur le marché national.

En outre, le secteur de l'**élevage** a bénéficié de la bonne production céréalière et d'un couvert végétal satisfaisant au niveau des principales zones de parcours. Parallèlement, la croissance de la production laitière a été estimée à près de 10%, pour atteindre 2,8 Milliards de litres.

Campagne agricole 2013/2014

Selon le ministère de l'agriculture et de la pêche maritime, la campagne agricole 2013/14 s'annonce favorable et ce, en dépit d'un démarrage difficile.

En effet, les dernières précipitations des mois de janvier et de février devraient compenser le déficit pluviométrique enregistré au début de cette année. De ce fait, le cumul pluviométrique national moyen au 14 février 2014 a atteint 194 mm ramenant ainsi le taux de remplissage des barrages à 71,2% à cette date, soit une réserve de 11,2 milliards de m^3, constituée à hauteur de 83% par des réserves à usage agricole.

Ces dernières précipitations auront des impacts positifs notamment sur le rythme de développement des cultures d'automne (notamment les céréales d'automne), l'arboriculture fruitière, le couvert végétal des parcours, les conditions d'installation des cultures de printemps (tournesol, pois chiche, maïs,…) et les nappes phréatiques.

Ainsi, l'hypothèse retenue dans la loi de finances 2014, basée sur la réalisation d'une campagne agricole moyenne avec une production céréalière de près de 70 M.qx, demeure réaliste et pourrait même être dépassée en cas de poursuite de l'amélioration des conditions climatiques durant les prochains mois.

1.4- Evolution positive du secteur de la pêche côtière…

Au terme de l'année 2013, le secteur de la pêche côtière et artisanale a confirmé son évolution positive affichée depuis le début de l'année avec une progression des débarquements de 4,6% en volume et de 6,0% en valeur. La hausse des volumes résulte de l'accroissement de 15,7% des captures de céphalopodes et, dans une moindre mesure, de celle de poisson pélagique (+5,1%).

Par destination, les captures acheminées à la congélation et la conserverie se sont accrues de 37,6% et 3,0% par rapport à 2012, pour représenter respectivement 37,3% et 13,0% du total des captures. En revanche, le volume destiné à la consommation et à l'industrie se sont contractées de 10,6% et 12,2% ramenant ainsi leur poids dans le total capturé à 33,3% et 15,5% respectivement.

1.5- Ralentissement des activités hors-primaire…

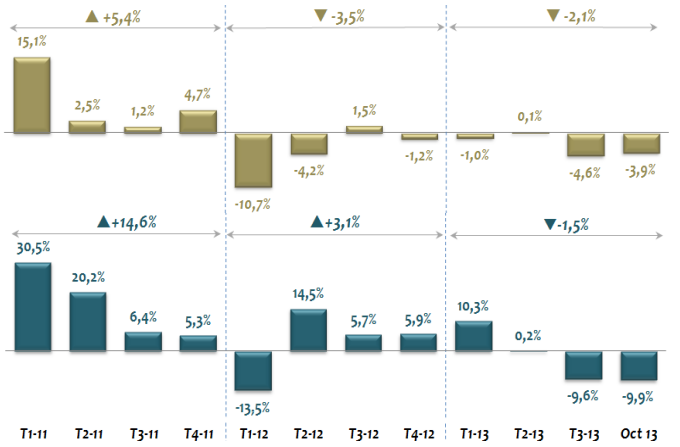
Après l'amélioration constatée au cours du T2-13, les activités non agricoles ont de nouveau affiché au T3-13 un ralentissement sous l'effet du recul d'activité de certains secteurs orientés vers le marché domestique, en l'occurrence, le BTP, les activités qui lui sont liés et l'énergie.

Toutefois, des évolutions globalement positives ont été relevées au niveau des principaux indicateurs de conjoncture au titre du T4-13, ce qui devrait conforter les prévisions du PIB non agricole pour l'ensemble de l'année.

1.5.1- Cycle baissier du marché mondial des phosphates…

Compte tenu de l'entrée du marché mondial dans un cycle baissier, la production de phosphates et de ses dérivés a affiché des baisses de 2,1% et 1,5% respectivement au terme des dix premiers mois de l'année 2013.

Production Phosphate / Dérivés de phosphate - en GT -

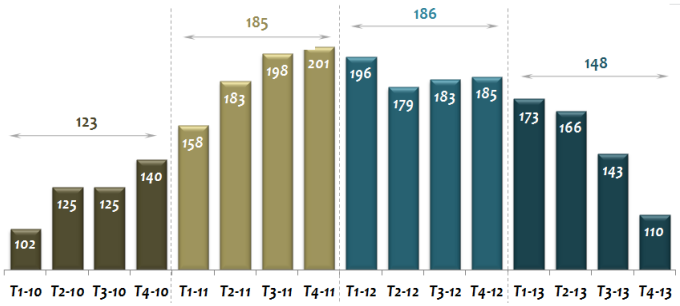


Source : *Office Chérifien de Phosphate*

Ce cycle baissier s'est traduit par un sensible recul des cours sur le marché mondial. C'est ainsi que les prix des phosphates sont revenus de 186 $/tonne en moyenne au cours de l'année 2012 à 148 $/tonne en 2013. Cette baisse a concerné également les prix des engrais TSP ainsi que ceux de DAP pour ressortir à 382 $/mt et 445 $/mt respectivement en 2013 contre 462 $/mt et 540$/mt un an auparavant.

En conséquence, le chiffre d'affaires à l'export de l'OCP a marqué une sensible contraction de 11,3 MM.DH ou 23,3% en 2013 pour revenir à 37,1 MM.DH.

Prix de Phosphates - $/tonne -



Source de données : *Banque mondiale*

Par ailleurs, les ventes d'engrais sur le marché local se sont améliorées pour atteindre 600 mille tonnes en 2013 contre 490 mille en 2012 et 450 mille tonnes en 2011.

Flexibilité de la politique industrielle de l'OCP

La stratégie de flexibilité de la politique industrielle du Groupe OCP devrait lui permettre d'atténuer les risques à travers la modulation de sa production selon les besoins des marchés de ses différents produits conjuguée à une plus grande réactivité de sa politique commerciale.

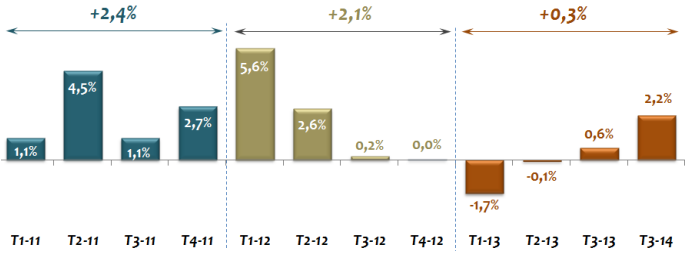
En effet et tout en consolidant le positionnement stratégique de l'OCP vis-à-vis des principales puissances agricoles et démographiques (Brésil, Inde, Pakistan…), la politique de diversification des débouchés entamée par le Groupe vise à élargir son portefeuille de marchés à travers, notamment, une plus grande ouverture sur le continent africain (les ventes des engrais sur le continent ont atteint 500.000 tonnes en 2012, contre 60.000 tonnes cinq ans auparavant). Aussi, la stratégie de l'OCP consiste-t-elle à améliorer son modèle de joint-venture vers davantage de partenariats complémentaires et de synergies (BUNGE FERTILIZANTE, YARA INTERNATIONAL, TOROS TARIM…).

Les résultats devraient être confortés en 2014 par l'entrée en service du pipe-line Khouribga-Jorf Lasfar qui permettra de réduire substantiellement les coûts du transport et partant la compétitivité du Groupe et ses résultats financiers.

1.5.2- Ralentissement de l'activité industrielle…

Après les résultats négatifs enregistrés au cours du T1-13 en particulier, les industries de transformation ont marqué une reprise progressive sur le reste de l'année. En effet, la croissance de l'indice de la production industrielle (IPI) s'est raffermie pour s'établir à 2,2%, en glissement annuel au cours du T4-13. En dépit de cette orientation favorable, l'IPI a marqué sur l'ensemble de l'année une décélération par rapport à son niveau de l'année 2012 avec une hausse limitée à 0,3% contre 2,1%.

Indice de la production industrielle - en % -



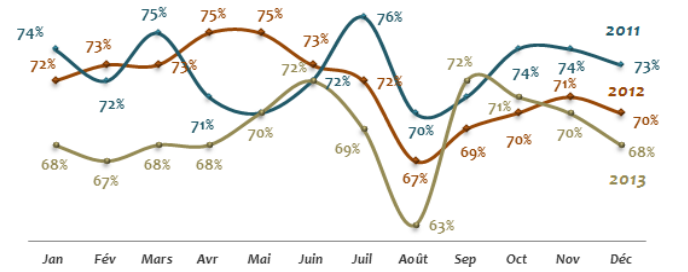
Source des données : *Haut-Commissariat au Plan*

Ce ralentissement de la production industrielle recouvre une accélération du rythme d'évolution des industries liées aux « produits du travail des métaux (+6,0% en 2013 contre +4,2% en 2012), « produits de l'industrie automobile » (+8,5% contre -2,6%), « produits chimiques » (+3,2% contre +2,0%) et aux « instruments médicaux, de précision, d'optique et horlogerie » (+14,2% contre +8,7%).

En revanche, des baisses d'activité ont été enregistrées au niveau des industries du « raffinage de pétrole » (-6,4% contre -0,8%), des « articles d'habillement et fourrures » (-3,9% contre +1,1%), des « machines et équipements » (-3,4% contre +1,1%) et des « produits métalliques » (-2,2% contre +2,7%).

Cette tendance à l'amélioration est confirmée à travers l'évolution du taux d'utilisation des capacités de production durant les derniers mois de l'année particulièrement. Toutefois, le taux a baissé de 2,9 points en moyenne sur l'année 2013 pour se situer à 68,8% contre 71,7% en 2012 et 72,7% en 2011.

Taux d'utilisation des capacités - en % -



Source des données : *Bank Al-Maghrib*

1.5.3- Augmentation de la production d'électricité…

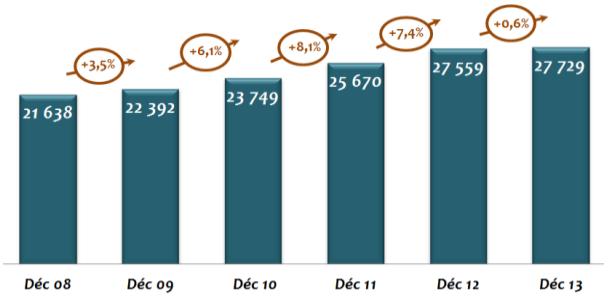
En 2013, la production nette totale d'électricité de l'Office National de l'Electricité et de l'Eau potable (ONEE) a marqué une progression de 2,8% contre 14,4% un an auparavant. Cette évolution est liée particulièrement à la hausse notable de la production hydraulique de 64,7% sous l'effet de l'amélioration du taux de remplissage des barrages et, dans une moindre mesure, à la progression de la production éolienne de 13,5%. En revanche, la production de l'énergie thermique, qui représente 73% de la production totale de l'ONEE, a reculé de 8,2%.

De son côté, la production concessionnelle a fléchi de 3,3% contre une progression de 4,3% en 2012. Parallèlement, les échanges avec l'Algérie et l'Espagne se sont renforcés avec une croissance de 11,5% au lieu de 5,1% un an auparavant.

Du côté de la consommation, et après la baisse de 0,6% sur les dix premiers mois de l'année, les ventes d'électricité se sont renforcées de 7,0% en moyenne au cours des mois de novembre et de décembre. Sur l'ensemble de l'année, la consommation d'électricité a affiché un léger accroissement de 0,6% contre 7,4% un an auparavant.

Cette décélération résulte notamment de la baisse de l'utilisation de l'énergie destinée au secteur industriel, comme en témoigne la contraction de 4,8% de la consommation hors régies contre une hausse de 9,4% en 2012, tandis que la consommation des ménages (basse tension) demeure en progression de 4,9% contre 9,5% il y a un an.

Consommation d'électricité – en KWH -



Source des données : *Office National de l'Electricité et de l'Eau potable*

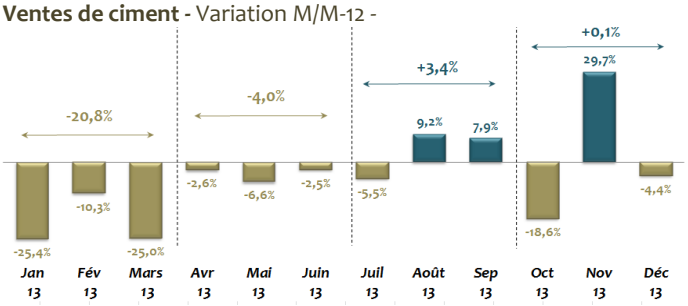
1.5.4- Bonne tenue des ventes de produits pétroliers…

Les ventes de produits pétroliers ont affiché un bon comportement durant l'année 2013. En effet, et après un repli de 1,6% au T1-13, leurs écoulements, tous types confondus, se sont améliorés de 9,3% au terme de l'année 2013 pour s'établir à 9 millions de tonnes. Les ventes de gasoil, principal produit consommé avec une part de 49,3%, ont affiché une augmentation de 3,4% à fin 2013.

1.5.5- Redressement progressif des ventes de ciment…

L'activité du secteur du BTP a connu un démarrage difficile en début d'année en raison des conditions climatiques défavorables et de certaines difficultés conjoncturelles qui ont induit un recul des ventes de ciment de plus de 20% au T1-13. Ce mouvement baissier s'est estompé progressivement à partir du mois d'avril (-4,0% au T2-13) avant de renouer avec la hausse au T3-13 (+3,4%) et au T4-13 (+0,1%). Sur l'ensemble de l'année, la baisse des ventes de ciment s'est limitée à 6,3% après celle de 1,6% en 2012.

Ventes de ciment - Variation M/M-12 -



Source des données : *Association Professionnelle des Cimentiers*

La ventilation des ventes de ciment par région montre que toutes les régions du Royaume ont accusé des baisses notamment celles du Tadla-Azilal (-19,4%), du Grand Casablanca (-8,9%), de Tanger-Tétouan (-8,8%) et de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer (-8,1%).

Du côté du financement, les crédits immobiliers ont marqué une légère décélération avec un additionnel de 10,4 MM.DH au cours de l'année 2013 contre 12,7 MM.DH un an auparavant. Cette évolution est imputable au ralentissement du rythme de progression des crédits à l'habitat (+9,4 MM.DH contre +13,4 MM.DH) alors que ceux destinés à la promotion immobilière se sont légèrement améliorés (+462 M.DH contre -172 M.DH).

Par ailleurs, dans le cadre du fonds DAMANE ASSAKANE, les garanties accordées par le FOGARIM et le FOGALOGE ont porté sur 13.378 et 4.449 ménages respectivement contre 12.440 et 4.063 durant l'année 2012, pour des montants de 2,2 MM.DH et 1,3 MM.DH contre 2,0 MM.DH et 1,3 MM.DH un an auparavant. Notons que depuis la création du fonds, 99.927 et 15.168 ménages ont bénéficié respectivement des garanties FOGARIM et FOGALOGE pour des montants de 15,1 MM.DH et de 4,8 MM.DH.

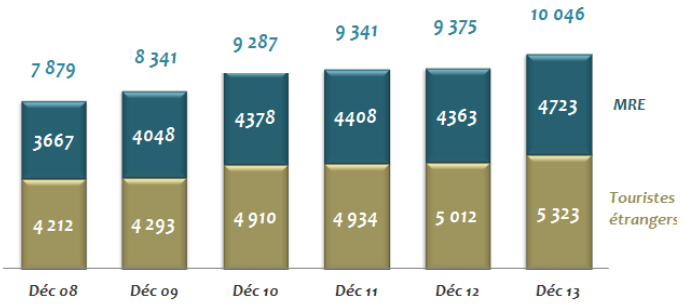
1.5.6- Comportement favorable du secteur touristique…

En dépit d'un contexte international difficile, le secteur touristique national a marqué une bonne performance en 2013. C'est ainsi que le seuil des 10 millions de touristes a été franchi pour la première fois. Cette évolution a profité, d'une part, de la poursuite des perturbations dans les pays de la région comme la Tunisie et l'Egypte et, d'autre part, de l'organisation de grands événements sportifs de grande envergure (le grand prix WTTC en avril et la coupe du monde ces clubs champions en décembre).

A cet égard, la performance réalisée par le Maroc, de l'ordre de +7,2% au niveau des arrivées, a largement dépassé celle des principales régions touristiques mondiales, en l'occurrence, l'Asie pacifique (+6%), l'Europe (+5%), les Amériques (+4%), l'Afrique (+6%) et le Moyen orient (+0%).

Force est de signaler également que cette performance a été tirée, à la fois, par les touristes étrangers (+6,2% contre +1,6% en 2012) que par les MRE (+8,3% contre -1,0%).

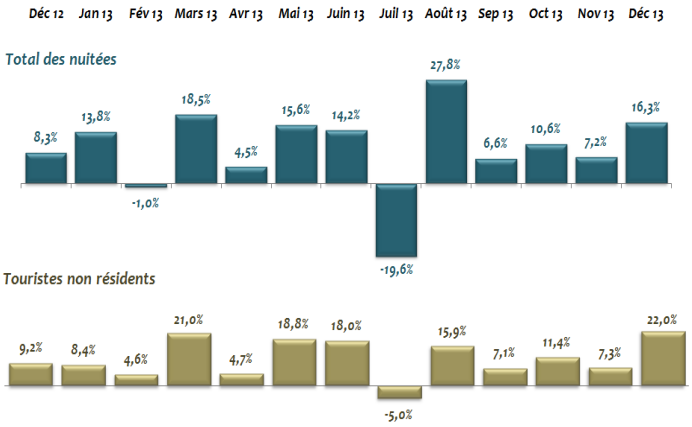
Arrivées de touristes



Source des données : *Ministère du Tourisme*

Parallèlement, les nuitées réalisées dans les hôtels classés ont affiché un bon comportement avec une progression de 9,3% contre 3,7% un an auparavant. Cette évolution a porté à la fois sur les touristes non-résidents (+11,0% contre +1,0% en 2012) que sur les touristes résidents (+5,0% contre +11,0%). Dans ce contexte, le taux d'occupation moyen s'est amélioré de trois points par rapport à l'année 2012, pour s'établir à 43% en 2013.

Nuitées dans les établissements classés - en % -



Source des données : *Ministère du Tourisme*

Par destination, les deux principaux pôles touristiques du Royaume en l'occurrence Marrakech et Agadir, qui cumulent à eux seuls près de 65% des nuitées totales, ont enregistré une hausse de 10% chacun. Les autres destinations ont affiché aussi des résultats positifs notamment les villes de Casablanca (+10%), de Tanger (+7%) et de Fès (+20%).

Par marché émetteur, l'analyse de l'évolution de la structure du tourisme fait ressortir une poursuite de la baisse de la part des touristes en provenance des pays émetteurs traditionnels par rapport à la même période de l'année précédente, notamment la France et l'Espagne en faveur des marchés anglais, allemand et italien.

Tourisme international : Hausse de 5% durant l'année 2013…

Selon le dernier rapport du Baromètre OMT du tourisme mondial, le nombre d'arrivées de touristes internationaux a dépassé 1 milliard de touristes durant l'année 2013, enregistrant ainsi une augmentation de 5% par rapport à l'année 2012. Cette évolution recouvre des hausses dans toutes les régions du monde :

En **Asie pacifique** (+6%), les meilleurs résultats ont été enregistrés au niveau de l'Asie du Sud-est (+10%) en liaison avec les politiques mises en œuvre pour favoriser la coopération et la coordination au niveau infrarégional dans le domaine du tourisme. De même, l'Asie du Sud a enregistré une croissance vigoureuse (+5%).

La croissance est restée soutenue en **Afrique** (+6%), tirée par le rebond en Afrique du Nord (+6%) et la poursuite de la croissance des destinations subsahariennes (+5%). Au **Moyen Orient** (+0%), la croissance demeure affectée par la persistance des tensions géopolitiques dans certains pays, en l'occurrence l'Egypte et la Syrie.

La croissance en **Europe**, la région la plus visitée au monde, s'est renforcée (+5%) pour dépasser le taux de croissance moyen de la région dans la période 2005-2012 (+2,5% par an).

Aux **Amériques** (+4%), l'Amérique du Nord et Centrale ont enregistré la meilleure performance de la région avec une croissance de 4% chacune. La croissance en Amérique du sud s'est, quant à elle, essoufflée par rapport à l'année 2012 pour se limiter à +2%.

PERSPECTIVES A FIN 2014 : d'après les prévisions de l'OMT, le tourisme international devrait enregistrer une croissance entre 4% et 4,5%, soit un niveau supérieur aux projections de long terme de l'organisation qui tablaient sur une hausse annuelle de 3,8% entre 2010 et 2020.

Source : *Organisation Mondiale du Tourisme*

1.5.7- Evolution satisfaisante du secteur des télécommunications…

D'après les derniers chiffres communiqués par l'ANRT, le secteur des télécommunications a marqué une évolution positive au cours de l'année 2013 comme en témoigne la bonne tenue des principaux indicateurs du marché.

En effet, le parc mobile a atteint 42.424 milliers d'abonnés au terme de l'année 2013, en accroissement de 8,7% par rapport à l'année précédente, ramenant ainsi le taux de pénétration[5] du mobile à près de 130%.

Dans le même sillage, le revenu moyen par minute de communication pour le mobile (ARPM) a accusé une baisse annuelle significative de 23%, pour se situer à 0,41 DH/min à fin 2013 contre 0,53 DH/min un an auparavant.

Pour sa part, le parc global d'abonnés au fixe s'est établi à 2.925 milliers d'abonnés, en baisse de 10,8% par rapport à l'année 2012. Par conséquent, le taux de pénétration du fixe est revenu de 10,1% à 8,9% à fin 2013.

Le marché internet a, quant à lui, poursuivi son évolution favorable pour ressortir au terme de l'année 2013 à 5,8 millions d'abonnés, en hausse de 46% par rapport à l'année précédente. Par conséquent, le taux de pénétration est passé de 12,2% à 17,6% à fin 2013. Par mode d'accès, l'accès Internet 3G représente 85,5% du parc global Internet, suivi de l'ADSL avec 14,5%. En revanche, la tendance baissière des prix mesurée par la facture moyenne mensuelle par client Internet se confirme pour ressortir à 36 DH HT au T4-13 contre 42 DH HT au T4-12.

1.5.8- Bon comportement du trafic portuaire…

En 2013, l'activité portuaire a affiché un bon comportement dans l'ensemble avec une progression annuelle de 9,0% au niveau du trafic global. Cette évolution recouvre une hausse de 63,0% de l'activité du transbordement et un léger recul de 1,8% du trafic national relatif au commerce extérieur.

Notons qu'au niveau du port Tanger Med, l'activité globale a enregistré une croissance de 39% par rapport à l'année 2012, avec un volume de marchandises traitées atteignant les 34,9 millions de tonnes (MT). Ainsi, le trafic des conteneurs a connu une hausse de 40% en conteneurs EVP (Equivalent vingt pieds) et de 61% en tonnage par rapport à l'année 2012, dépassant pour la première fois la barre des 2,5 millions d'EVP. De son côté, l'activité du trafic de véhicules neufs a marqué un accroissement de 81% au niveau du terminal Renault.

1.5.9- Evolution positive du trafic aérien…

Selon l'Office National des Aéroports (ONDA), les aéroports du Royaume ont enregistré au terme de l'année 2013 un volume de trafic commercial de 16.496 milliers de passagers, soit une augmentation de 9,2% par rapport à l'année 2012. Cette bonne performance provient des résultats positifs affichés particulièrement au niveau des aéroports de Mohammed V (+5,2%), de Marrakech (+13,5%) et d'Agadir (+6,8%).

Trafic aérien commercial au niveau des principaux aéroports

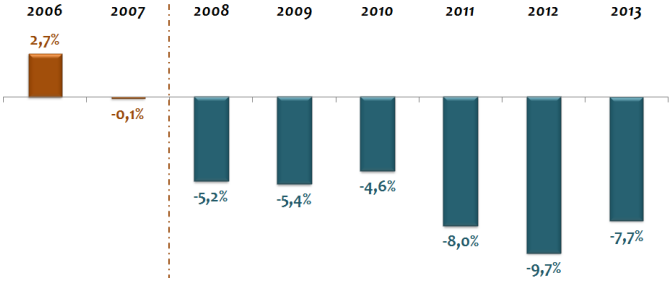
	Cumul			Parts (en %)	
Aéroports	Jan-Déc 13	Jan-Déc 12	Var(%)	2013	2012
MOHAMMED V	7 559 751	7 186 331	5,2%	45,8%	47,6%
MARRAKECH	3 828 518	3 373 475	13,5%	23,2%	22,3%
AGADIR	1 479 341	1 384 931	6,8%	9,0%	9,2%
TANGER	822 259	787 595	4,4%	5,0%	5,2%
FES	790 785	654 691	20,8%	4,8%	4,3%
NADOR	611 888	602 426	1,6%	3,7%	4,0%
OUJDA	505 374	448 548	12,7%	3,1%	3,0%
RABAT	485 713	351 867	38,0%	2,9%	2,3%
LAAYOUNE	107 004	94 484	13,3%	0,6%	0,6%
TOTAL	16 496 191	15 104 662	9,2%	-	-

Source : l'Office National des Aéroports (ONDA)

2- ECHANGES EXTERIEURS : Réduction du déficit du compte courant de la balance des paiements…

Au titre de l'année 2013, le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est résorbé de 2 points du PIB par rapport à l'année 2012 pour se situer à 7,7% du PIB. Cette amélioration résulte, entre autres, de l'allégement du déficit commercial conjugué à la bonne performance affichée par les IDE.

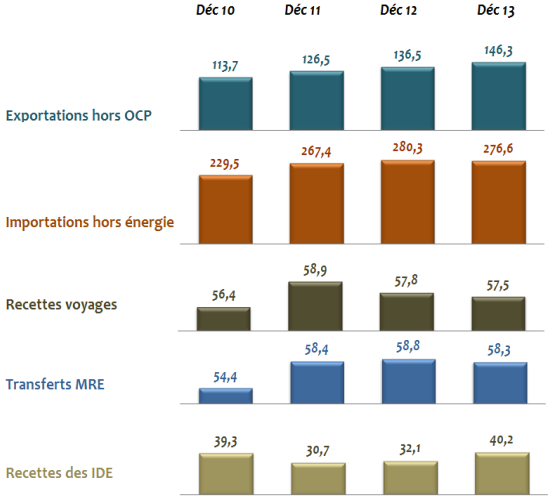
Solde du compte courant de la balance des paiements -en % du PIB-



Source : *Office des Changes*

Ainsi, les résultats des échanges extérieurs font ressortir un allégement de 6,5 MM.DH ou 3,2% du déficit de la balance commerciale et ce, après un creusement de 19,3 MM.DH ou 10,6% en 2012. Cette évolution résulte d'une baisse plus importante des importations comparativement à celle des exportations. En conséquence, le taux de couverture s'est amélioré de 0,6 point, d'un an à l'autre, pour atteindre 48,4%.

Echanges extérieurs - en MM.DH -



Source : *Office des Changes*

[5] Taux de pénétration : Le rapport entre le nombre d'abonnés ayant accès à l'un des services des télécommunications (mobile/ fixe/ internet) et la population totale.

2.1- *Baisse de la facture énergétique et céréalière…*

Après la hausse de 8,2% enregistrée en 2012, les importations ont affiché un repli de 7,9 MM.DH ou 2,0% sous l'effet de la décélération des prix des matières premières, du ralentissement de la croissance non agricole et de la réalisation d'une bonne récolte céréalière.

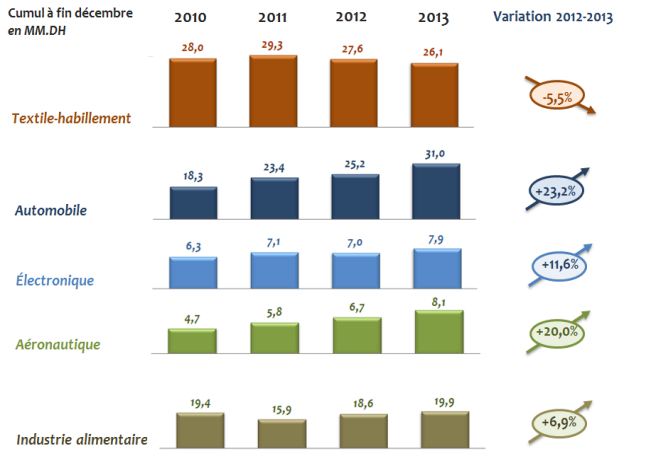
En effet, la facture alimentaire s'est allégée de 6,1 MM.DH ou 14,7%, notamment les céréales (-3,4 MM.DH ou -31,9%). Parallèlement, les approvisionnements en produits bruts ont reculé de 5,1 MM.DH ou 22,0%, en liaison avec le ralentissement des acquisitions de soufre brut de 2,5 MM.DH ou 36,7% et, dans une moindre mesure, celles d'huile de soja de 908 M.DH ou 22,2%. De même, la facture énergétique s'est allégée de 4,1 MM.DH ou 3,9% en raison notamment de la baisse des achats de pétrole (-1,6 MM.DH ou -4,2%) et des importations d'houilles (-1,0 MM.DH ou -17,1%). De même, les importations de biens de consommation ont régressé de 1,3 MM.DH ou 2,0% suite particulièrement à la contraction de 1,3 MM.DH ou 12,5% des achats de voitures de tourisme.

En revanche, les importations de biens d'équipement se sont accrues de 6,0 MM.DH ou 8,3%, tirées notamment par l'augmentation notable des achats de pièces détachées pour véhicules industriels (+2,2 MM.DH ou +100%). Pour leur part, les achats de demi-produits ont augmenté de 2,7 MM.DH ou 3,5% en relation avec la hausse des acquisitions de fils (+1,3 MM.DH ou +39,1%) et de matières en plastique (+629 M.DH ou +5,9%).

2.2- *Comportement favorable des exportations des MMM…*

Quant aux exportations, elles ont connu une légère baisse de 0,8% en dépit du recul 11,3 MM.DH ou 23,3% des ventes de phosphates et dérivés en lien notamment avec le repli des prix sur les marchés internationaux. Hors OCP, les exportations ont réalisé une progression satisfaisante due à la bonne performance de celles liées aux nouveaux métiers mondiaux du Maroc.

Evolution des exportations des MMM - en MM.DH -



***Source :** Office des Changes*

En effet, la construction automobile a poursuivi sa tendance haussière, en enregistrant un accroissement de 5,8 MM.DH ou 23,2%, suite à l'augmentation des exportations des voitures (+5,0 MM.DH ou +68,4%) et, dans une moindre mesure, celle des ventes de câblage (+927 M.DH ou +6,3%). Parallèlement, les expéditions du secteur de l'aéronautique se sont raffermies 1,3 MM.DH ou 20% et celles de l'industrie alimentaire de 1,3 MM.DH ou 6,9%. Les exportations du secteur électronique ont, quant à elles, progressé de 0,8 MM.DH ou 11,6%.

Le Maroc, Premier exportateur de voitures dans la région MENA

Le Maroc est devenu le premier pays exportateur de voitures dans la région MENA avec 0,23% des exportations mondiales en 2012, devant la Tunisie (0,15%) et l'Egypte (0,08%). Ses exportations en 2013 se sont élevées à 31,0 MM.DH contre 25,2 MM.DH en 2012 dépassant pour la première fois les exportations de textile-habillement. Elles constituent ainsi 13,6% du total de ses exportations en 2013 contre 10,6% en 2009.

Eu égard à la concurrence accrue sur le marché mondial de l'industrie automobile, les principaux pays concurrents africains et européens ont vu leurs parts de marché baisser en 2012 alors que le Maroc continue à améliorer sa position concurrentielle sur les marchés extérieurs.

Dans ce sillage, l'usine Renault de Tanger a quasiment doublé sa production par rapport à 2012 pour atteindre 100 940 véhicules en 2013, dont la quasi-totalité a été destinée à l'export notamment pour les marchés français, turque et allemand. Il est à rappeler qu'une deuxième ligne de production a été lancée en octobre pour la production des deux modèles phares de la gamme Dacia : « Sandero » et « Sandero Stepway ». Ce projet, devrait porter la capacité de production du site à 340 000 véhicules par an, à partir de 2014.

***Source :** Office des Changes*

La balance des services a, quant à elle, dégagé un excédent de 46,1 MM.DH en 2013, en amélioration de 1,8% par rapport à 2012. Cette évolution trouve son origine dans la baisse des importations de services de 4,7 MM.DH ou 6,9% plus importante que celle des exportations 3,9 MM.DH ou 3,4%.

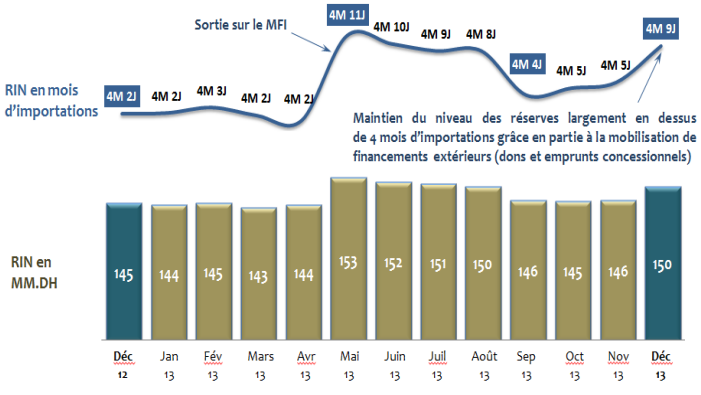
2.3- *Quasi-stagnation des transferts des MRE et des recettes du tourisme et hausse de celles des IDE…*

Les recettes touristiques et les transferts des MRE ont enregistré de légères baisses de 0,7% et 0,8%, pour s'établir respectivement à 57,5 MM.DH et 58,3 MM.DH. Les recettes générées par ces deux postes ont permis de couvrir 59,2% du déficit commercial en 2013 contre 57,7% un an auparavant.

Par contre, les recettes au titre des IDE demeurent en progression de 8,1 MM.DH ou 25,2% pour atteindre 40,2 MM.DH sous forme principalement de participations dans le capital de sociétés marocaine. Parallèlement, les dépenses ont accusé une hausse de 2,6 MM.DH ou 30,7%, pour s'élever à 11,2 MM.DH.

Compte tenu de ces évolutions, les réserves internationales nettes (RIN) se sont améliorées de 5,5 MM.DH ou 3,8% pour atteindre 150,3 MM.DH, soit une couverture de près de 4 mois et 9 jours d'importations de biens et services.

Evolution des RIN - en MM.DH et en mois d'importations de B&S -

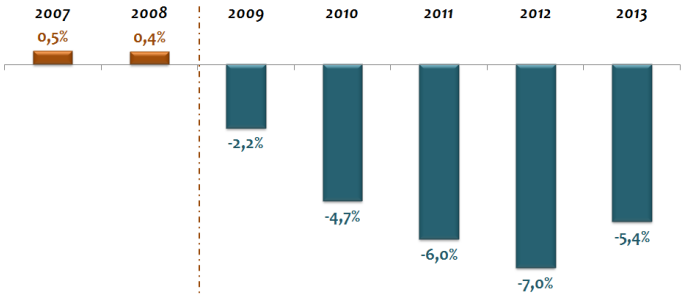


***Source :** Office des Changes*

3- FINANCES PUBLIQUES : *Maîtrise du déficit budgétaire à 5,4% du PIB…*

Au terme de l'année 2013, la situation des charges et ressources du Trésor a fait ressortir un déficit budgétaire de l'ordre de 48,1 MM.DH contre 57,6 MM.DH un an auparavant. Cette baisse du niveau du déficit trouve son origine dans la réduction des dépenses, sous l'effet principalement de la diminution des charges de compensation, conjuguée à une amélioration des recettes, notamment non fiscales. Ainsi, le déficit budgétaire s'est allégé de 1,6 point du PIB par rapport à 2012, pour s'établir à 5,4% du PIB.

Solde budgétaire - en % du PIB -



Source des données : DTFE

3.1- *Bon comportement des recettes non fiscales permettant de compenser la baisse de celles fiscales…*

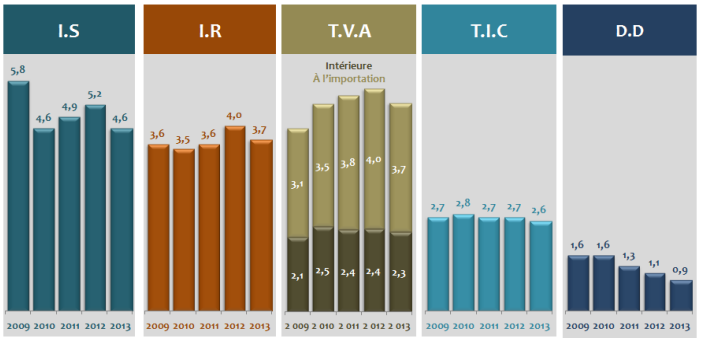
A fin décembre 2013, les recettes ordinaires se sont établies à 204,6 MM.DH, en progression de 2,9 MM.DH ou 1,5% par rapport à la même période de 2012. Hors privatisation, elles ont augmenté de 6,2 MM.DH ou 3,1% sous l'effet de l'accroissement important de 9,4 MM.DH ou 49,5% des recettes non fiscales tandis que les recettes fiscales ont marqué leur première baisse depuis l'année 2009, soit -2,8 MM.DH ou -1,6%.

La bonne performance affichée par les recettes non fiscales s'explique principalement par la réalisation d'un montant de 5,2 MM.DH au titre des dons en provenance des pays du Conseil de Coopération du Golf et la hausse des recettes en provenance des entreprises et établissements publics (+1,7 MM.DH).

Pour sa part, la baisse des recettes fiscales, qui se sont situées à 173,2 MM.DH contre 176,1 MM.DH en 2012, recouvre les évolutions suivantes :

- Recul de l'impôt sur les sociétés (-2,4 MM.DH ou -5,6%) sous l'effet principalement de la baisse des résultats fiscaux de certains gros contribuables (OCP, secteur bancaire, IAM…) ;
- Réduction de l'impôt sur le revenu (-180 M.DH ou -0,5%) recouvrant un repli de l'IR sur profits immobiliers (-497 M.DH) et de l'IR sur les valeurs mobilières (-129 M.DH) conjugué à une augmentation de l'IR sur les revenus salariaux (+464 M.DH) ;
- Hausse des droits d'enregistrement et de timbre (+394 MM.DH ou +3,0%) qui s'explique par l'effet conjugué (i) du relèvement du taux des droits de mutations de 3 à 4%, (ii) du rehaussement du tarif applicable sur la première immatriculation des véhicules automobiles et, (iii) du réaménagement du barème de la taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles à partir du 1er janvier 2013 ;
- Augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (+241 M.DH ou +0,5%) compte tenu de la performance affichée par TVA à l'intérieur (+581 M.DH ou +3,0%). Tandis que la TVA à l'importation, a baissé de 339 M.DH ou 3,1%. Ce recul est attribuable exclusivement à la contraction de 6,5% des recettes tirées de la TVA sur les produits énergétiques ;
- Accroissement de la taxe intérieure de consommation (+131 M.DH ou +0,6%) en liaison principalement avec le bon comportement de la TIC sur les produits énergétiques ;
- Baisse des droits de douane (- 1,3 MM.DH ou -14,7%) suite à l'impact de la baisse des importations, de la poursuite de la réforme et du démantèlement tarifaire.

Evolution des principales recettes - en % du PIB –



Source des données : DTFE

3.2- *Réduction des charges de la compensation…*

Les dépenses ordinaires, chiffrées à 209,0 MM.DH, ont affiché une baisse de 6,6 MM.DH ou 3,1% d'un an à l'autre. Cette évolution résulte exclusivement de la réduction des charges de la compensation.

En effet, ces dernières se sont établies à 41,6 MM.DH (dont 35,6 MM.DH au titre des produits pétroliers et 6,0 MM.DH au titre produits alimentaires) contre 54,9 MM.DH en 2012, soit une baisse de 13,3 MM.DH ou 24,2%. Ce recul est attribuable à l'impact, sur une année pleine, de la mesure de répercussion partielle des cours internationaux des produits énergétiques sur les prix à la pompe intervenue en juin 2012, conjuguée à la mise en œuvre du système d'indexation partielle des prix de certains produits énergétiques à partir du 16 septembre 2013. Aussi, les effets combinés de la baisse des cours du pétrole sur les marchés internationaux et de la dépréciation du taux de change du dollar US/DH ont-t-ils contribué significativement à la réduction des charges de la compensation.

Couverture contre la hausse du prix du gasoil

L'année 2013 a été marquée par la mise en place des opérations de couverture contre la hausse des prix du gasoil pour la période allant du 13 septembre au 31 décembre 2013.

En vue de se prémunir contre le risque d'une flambée des prix du gasoil et ses répercussions sur le pouvoir d'achat du consommateur après l'adoption par le Gouvernement du système d'indexation partielle des prix de certains produits pétroliers, la Direction du Trésor et des Finances Extérieures a eu recours à des opérations de couverture contre la hausse du prix du gasoil pour la période allant du 13 septembre au 31 décembre 2013.

L'objectif de ces opérations de couverture, qui s'apparentent à l'achat d'une assurance contre la flambée des prix du gasoil, est d'assurer un plafonnement des prix du gasoil à la pompe quel que soit le niveau des prix sur le marché international et répondre ainsi aux objectifs visés par un système d'indexation partielle et plafonnée des prix.

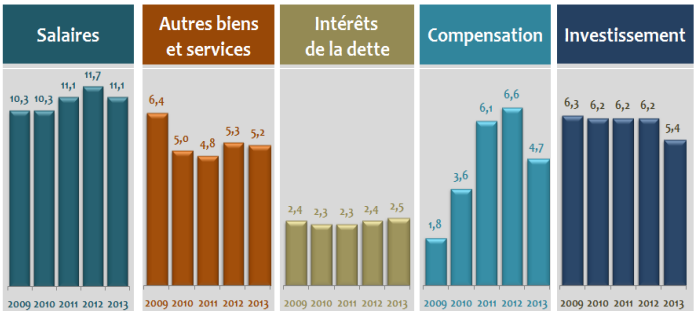
D'un autre côté, les dépenses au titre des biens et services ont accusé une hausse de 4,2 MM.DH attribuable à l'accroissement, à la fois, des dépenses de personnel de 2,0 MM.DH ou 2,0% et des dépenses au titre des autres biens et services de 2,3 MM.DH ou 5,2%.

La hausse intervenue au niveau des salaires, qui sont passés d'un montant de 96,7 MM.DH à 98,6 MM.DH en 2013, s'explique par l'évolution normale de la masse salariale. Concernant les dépenses au titre des « autres biens et services», leur progression est liée à l'augmentation des transferts, notamment ceux à caractère social, et à l'accélération du rythme de paiement des cotisations patronales au titre des régimes de retraite et de prévoyance sociale.

Parallèlement, les intérêts de la dette ont marqué une hausse de 2,4 MM.DH ou 12,0% en liaison avec l'augmentation de 1,9 MM.DH ou 11,5% des intérêts de la dette intérieure et, dans une moindre mesure, de ceux relatifs à la dette extérieure (+487 M.DH ou +14,3%).

Au niveau de l'investissement, les émissions se sont établies à 48,3 MM.DH en 2013, en baisse de 3,2 MM.DH ou 6,2% par rapport à l'année écoulée. Cette évolution recouvre des baisses de 3,3 MM.DH des émissions réalisées par les ministères et de 1,6 MM.DH au titre des charges communes.

Evolution des principales dépenses - en % du PIB -



Source des données : DTFE

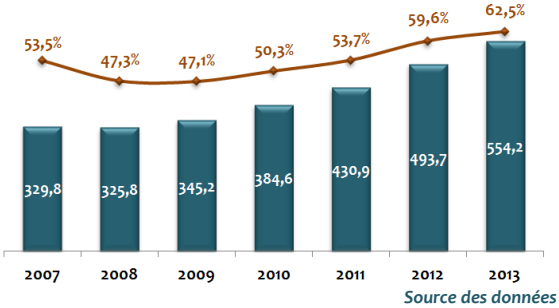
Compte tenu de ces évolutions, du solde positif de 4,6 MM.DH des CST et d'un apurement des arriérés de 9,9 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor a dégagé un besoin de financement de l'ordre de 58,0 MM.DH, couvert à principalement sur le marché intérieur.

4- DETTE DU TRESOR : *Maintien d'un niveau acceptable avec une maîtrise des coûts et une faible exposition aux risques…*

A fin 2013, l'encours de la dette totale du Trésor a atteint 554,2 MM.DH contre 493,7 MM.DH un an auparavant, soit une hausse de 60,5 MM.DH ou 12,3%. Son poids par rapport au PIB a été porté à 62,5% contre 59,6% en 2012.

De leur côté, les indicateurs de coût et de risques ont poursuivi leur amélioration comme en témoigne la baisse du coût moyen de dette du Trésor de 20 points pour ressortir à 4,3% contre 4,5% en 2012, conjuguée à une quasi-stabilité des charges en intérêts à près de 2,6% du PIB ou 11,5% des recettes ordinaires. Parallèlement, la durée de vie moyenne de la dette s'est située à 5 ans et 6 mois.

Dette totale du Trésor -MM.DH / en % du PIB –



Source des données : DTFE

La structure de la dette du Trésor par source de financement a montré que la part de la dette extérieure s'est établie en 2013 à 23,7% contre 24,1% un an auparavant. La part de la dette intérieure a, quant à elle, affiché une augmentation de 0,4 point de pourcentage pour s'élever à 76,3%. Notons que cette structure demeure conforme aux objectifs retenus pour le portefeuille benchmark (75% intérieure/25% extérieure).

Par ailleurs, la structure par terme résiduel de la dette du Trésor fait ressortir la prédominance du moyen et long terme qui représentent près de 83% de l'encours total contre 84,5% en 2012. La part élevée de la dette à MLT au détriment de celle à CT est le résultat de la stratégie de financement adoptée et qui vise principalement à maintenir la présence du Trésor sur l'ensemble des maturités à travers son retour progressif sur les maturités moyennes et longues.

Pour ce qui est de la structure par types de taux d'intérêt, le poids de la dette du Trésor à taux fixe demeure prépondérant aux alentours de 91,6% contre 92,5% en 2012. La part de la dette à taux variable est passée, de son côté, de 7,5% à 8,4% en 2013.

4.1- Retour sur les maturités moyennes et longues …

Sur le marché des adjudications, principale source de financement du Trésor, les souscriptions ont affiché en 2013 une hausse notable de 54,9 MM.DH ou 45,6% par rapport à 2012, pour atteindre 175,2 MM.DH. Au niveau de la structure des souscriptions, la part des maturités courtes est restée prépondérante représentant ainsi 76,6% du montant global des levées. Notons par ailleurs que parallèlement au repositionnement des investisseurs sur les maturités moyennes et longues, les levées du Trésor sur les maturités à 5 ans et plus ont enregistré un net rebond passant de 0,7 MM.DH en moyenne mensuelle entre janvier et juillet 2013 à plus de 7 MM.DH au cours des 5 derniers mois de l'année. En conséquence, la durée de vie moyenne de la dette intérieure a enregistré une amélioration de près 4 mois passant de 4 ans et 1 mois à fin août 2013 à 4 ans et 5 mois à fin décembre 2013.

Concernant les taux des bons du Trésor sur le marché primaire, les taux retenus ont connu une hausse globale de 39,8 pbs par rapport à fin décembre 2012. Leur évolution au cours de l'année a été caractérisée par deux phases distinctes :

- Une 1ère phase correspondant à la période janvier-mai 2013 durant laquelle les taux retenus ont enregistré une hausse moyenne de près de 42 pbs par rapport à fin décembre 2012. Cette hausse était plus prononcée sur la maturité à 15 ans

(+56,8 pbs), suivie des maturités à 13 et 26 semaines avec respectivement +55,8 pbs et +55,0 pbs ; et

- Une 2ème phase, qui a débuté après la sortie sur le MFI en mai 2013, marquée par une tendance baissière des taux adjugés par le Trésor particulièrement sur les maturités inférieures ou égales à 2 ans qui ont enregistré une baisse de 27,6 pbs au cours de cette période. Par ailleurs, si l'on considère l'évolution des taux d'intérêt sur toutes les maturités, ces derniers ont enregistré en moyenne une légère hausse de 3,7 pbs durant cette phase.

Compte tenu des remboursements sur le marché des adjudications qui se sont situés à 118,9 MM.DH et du flux des autres instruments de la dette intérieure, l'encours de cette dernière s'est élevé en 2013 à près de 425 MM.DH contre 376,8 MM.DH en 2012, soit une hausse de 48,2 MM.DH ou 12,8%.

4.2- *Flux net positif au niveau des financements extérieurs…*

Au terme de l'année 2013, la situation des emprunts extérieurs du Trésor a dégagé un flux net positif (Tirages-amortissements) de 15,0 MM.DH, en légère baisse de 223 M.DH par rapport au niveau enregistré un an auparavant.

En effet, les tirages ont légèrement reculé de 113 M.DH ou 0,5% pour s'élever à 23,0 MM.DH. Les tirages réalisés auprès des créanciers multilatéraux ont atteint 15,0 MM.DH contre près de 7,1 MM.DH un an auparavant. Sur le marché financier international, les souscriptions ont porté sur l'équivalent de 6,4 MM.DH contre 12,8 MM.DH en 2012. Enfin, les tirages effectués auprès des créanciers bilatéraux sont revenus de 3,3 MM.DH à 1,6 MM.DH d'une année à l'autre. De leur côté, les charges en principal de la dette extérieure du Trésor ont enregistré une légère progression de 110 M.DH ou 1,4% pour se situer à 8 MM.DH.

Pour ce qui est des charges en intérêts, ils ont connu une augmentation de 487 M.DH ou 14,3% pour s'établir à 3,9 MM.DH.

Tenant compte de ces évolutions, le stock de la dette extérieure du Trésor s'est situé à 129,3 MM.DH, en progression de 12,4 MM.DH ou 10,6% par rapport à fin 2012.

Opérations de gestion active de la dette extérieure au titre de l'année 2013

Les opérations de gestion active de la dette extérieure du Trésor se sont poursuivies durant l'année 2013 à travers les Accords de conversion signés avec l'Espagne et l'Italie et la conclusion d'un nouvel Accord avec l'Italie portant sur une enveloppe de 15 millions d'euros.

De leur côté, les opérations de conversion de dettes en investissements publics ont porté au cours de l'année 2013 sur un montant de l'ordre de 60 MDH au titre des projets réalisés par l'Office national de l'Electricité et de l'Eau Potable, la Coordination nationale de l'INDH et le programme de renforcement des capacités des associations marocaines mis en place par l'Agence de développement social.

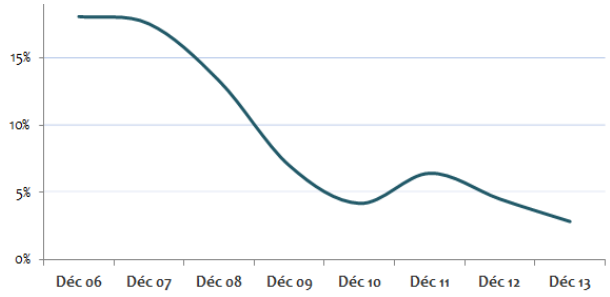
Par ailleurs et en date du 9 avril 2013, les gouvernements marocain et italien ont procédé à la conclusion d'un nouvel Accord de conversion de dettes en investissements publics portant sur une enveloppe de 15 millions d'euros destinée au financement :

- de projets relevant de la deuxième phase de l'Initiative National pour le Développement Humain pour une enveloppe de 12 millions €;
- de projets de préservation du patrimoine archéologique portant sur un montant de 2 millions € ; et
- de formations pointues au profit du personnel médical financées à hauteur de 1 million €.

5- *MONNAIE : Rythme modéré de la création monétaire…*

Les statistiques monétaires à fin décembre 2013 indiquent une poursuite du ralentissement du rythme de croissance de la masse monétaire, passant d'une hausse de 6,4% en 2011 à 4,5% en 2012 puis à 2,8% seulement en 2013.

Masse monétaire - Glissement annuel en % -



Source des données : *Bank Al-Maghrib*

Cette évolution est le résultat de la décélération du rythme de progression de la monnaie scripturale (+5,5 MM.DH ou +1,2% contre +20,0 MM.DH ou +4,7% en 2012) et, dans une moindre mesure, des autres actifs (+5,4 MM.DH ou +2,0% au lieu de +9,1 MM.DH ou +3,5%). En revanche, la circulation fiduciaire a connu une accélération de son rythme d'évolution en enregistrant une progression de 8,0 MM.DH ou 4,9% contre 5,3 MM.DH ou 3,5% l'année précédente. Les placements à vue se sont également inscrits en hausse de 9,3 MM.DH ou 8,4% contre 8,4 MM.DH ou 8,2%.

S'agissant des contreparties de la masse monétaire, les réserves internationales nettes se sont améliorées de 5,5 MM.DH ou 3,8% par rapport à fin 2012 après une baisse de 29,1 MM.DH ou 16,7% un an auparavant. Les créances nettes sur l'économie ont marqué un sensible ralentissement avec une hausse de 25,7 MM.DH ou 3,1% contre 40,1 MM.DH ou 5,1% un an auparavant. De même, les créances nettes sur l'administration centrale ont affiché une progression de 23,7 MM.DH ou 18,9% au lieu de 23,3 MM.DH ou 22,8%.

6- *CREDITS BANCAIRES A L'ECONOMIE : Ralentissement durant l'année 2013…*

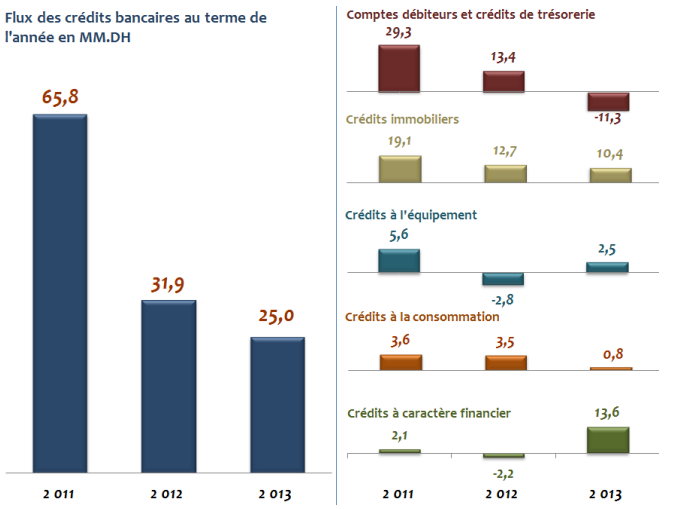
Dans un contexte caractérisé par une décélération de la croissance des activités hors agriculture, le rythme d'évolution des crédits bancaires à l'économie a ralenti en 2013 par rapport à l'année précédente. En effet, l'additionnel des crédits bancaires accordés à l'économie s'est établi à 25,0 MM.DH ou 3,5% contre 31,9 MM.DH ou 4,6% en 2012.

Cette évolution provient principalement de la progression des crédits à l'équipement (+2,6 MM.DH ou +1,9% contre une baisse de -2,8 MM.DH ou -2,0% en 2012) et de la décélération des crédits immobiliers (+10,3 MM.DH ou +4,7% contre +12,7 MM.DH ou +6,1%) et des crédits à la consommation (+0,8 MM.DH ou +2,1% contre +3,5 MM.DH ou +9,8%). En revanche, les crédits de trésorerie ont reculé de 11,2 MM.DH ou 6,0% après une hausse de 13,4 MM.DH ou 7,8% durant l'année écoulée.

En ce qui concerne les créances diverses sur la clientèle, elles se sont accélérées de 13,7 MM.DH ou 13,6% après une hausse de

2,3 MM.DH ou 2,3% en 2012 et ce, sous l'effet d'une expansion exceptionnelle de l'additionnel des crédits à caractère financier au cours du mois de décembre qui a atteint +17,7 MM.DH ou +20,8%. Cette situation serait principalement liée à l'augmentation des transactions entre les institutions financières pour leurs opérations de fin d'année.

Flux des crédits bancaires - en MM.DH -



Source des données : Bank Al-Maghrib

S'agissant des créances en souffrance, elles se sont accrues de 8,9 MM.DH ou 25,1% par rapport à fin décembre 2012. Leur poids dans le total des crédits bancaires s'est ainsi établi à 5,9% contre 4,9% un an auparavant.

Par branche d'activité, les crédits alloués au secteur primaire ont affiché une hausse de 1,2 MM.DH ou 4,4% contre 393 M.DH ou 1,4% en 2012 et ce, parallèlement au résultat exceptionnel de la campagne agricole. De même, les crédits destinés au secteur secondaire ont progressé de 5,7 MM.DH ou 2,5% au lieu de 3,2 MM.DH ou 1,4%. De leur côté, les crédits destinés au secteur tertiaire ont marqué un ralentissement par rapport à 2012, en passant d'un accroissement de 29,0 MM.DH ou 6,7% à 18,1 MM.DH ou 3,9% en 2013.

Par agent économique, la croissance des concours alloués au secteur public s'est limitée à 2,0% en 2013 après 24,4% un an auparavant, découlant principalement de la hausse des crédits aux administrations locales. Pour ce qui est des crédits au secteur privé, leur progression est revenue de 4,7% à 1,5% d'une année à l'autre, recouvrant une baisse de 1,2% des crédits accordés aux sociétés non financières et une décélération de 8,3% à 5,6% de ceux accordés aux ménages.

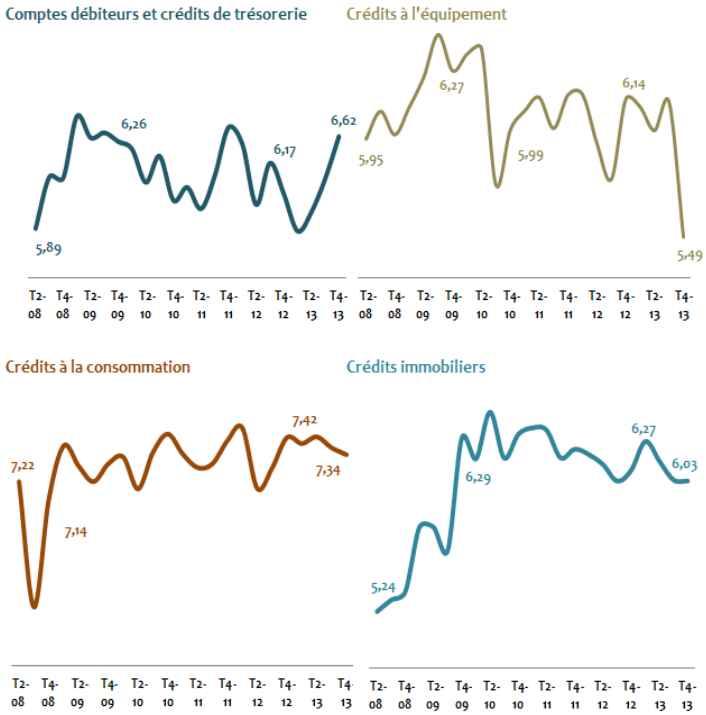
La part des crédits destinés au secteur public dans le total des crédits bancaires est restée quasi stable à 5,6%, alors que celle des crédits destinés au secteur privé a régressé de 1,6 point en 2013 pour se situer à 80,5%. Le reste, soit 13,9% du total, étant constitué des crédits destinés aux autres sociétés financières.

En dépit de la pression sur la liquidité, les taux débiteurs se sont inscrits en baisse durant l'année 2013 grâce à la conduite d'une politique monétaire accommodante par la Banque centrale. En effet, les résultats des enquêtes de Bank Al-Maghrib auprès des banques font ressortir une baisse annuelle de 7 pbs du taux moyen pondéré du crédit bancaire par rapport à l'année 2012, pour se situer à 6,23%.

Taux débiteurs : Baisse de 7 pbs en 2013 - En % -

Les derniers résultats de l'enquête trimestrielle de Bank Al-Maghrib sur les taux débiteurs auprès des banques font ressortir une diminution de 7 points de base du taux moyen pondéré des crédits, passant de 6,30% en 2012 à 6,23% en 2013 :

- Taux des facilités de trésorerie : 6,20% / ▼11 pbs
- Crédits à l'équipement : 5,93% / ▼7 pbs
- Crédits immobiliers: 6,12% / ▲1 pbs
- Crédits à la consommation: 7,38% / ▲4 pbs



Source des données : Bank Al-Maghrib

7- DEPOTS BANCAIRES : *Amélioration du taux d'emploi pour la première fois depuis 2005…*

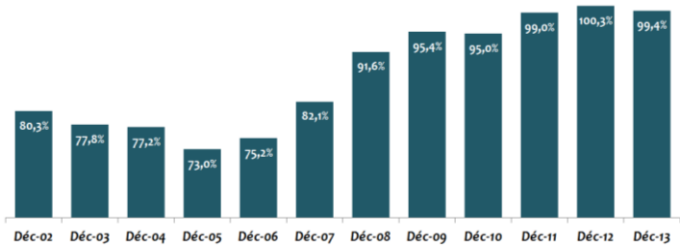
Le processus d'intermédiation bancaire a été marqué cette année par une légère amélioration des dépôts bancaires collectés auprès de la clientèle. En effet, ces derniers se sont établis à fin 2013 à 717,9 MM.DH, en hausse annuelle de 3,5% après 4% en 2012.

Dans ces conditions, les dépôts à vue ont progressé de 3,2% en 2013 après 4,7% en 2012. En dépit de ce ralentissement, leur part dans le total des dépôts collectés est restée quasiment inchangée à 57,7%. De leur côté, les dépôts à terme et malgré une croissance de 2,3% en 2013 après une baisse de 2,5% en 2012, ont vu leur part dans le total des dépôts bancaires reculer de 0,3 point pour se situer à 21,9% au lieu de 22,2% un an auparavant.

S'agissant des comptes d'épargne, ils se sont accrus de 8,4% contre 8,1% l'année précédente. Leur part dans les dépôts collectés auprès de la clientèle s'est ainsi améliorée de 0,8 point, passant de 15,9% en 2012 à 16,6% en 2013.

Suite à ces évolutions, le taux d'emploi calculé sur la base du rapport entre les créances et les dépôts bancaires, s'est situé à 99,4% en 2013, en baisse de 0,7 point par rapport à 2012.

Ratio crédits bancaires/dépôts bancaires - En %



Source des données : Bank Al-Maghrib

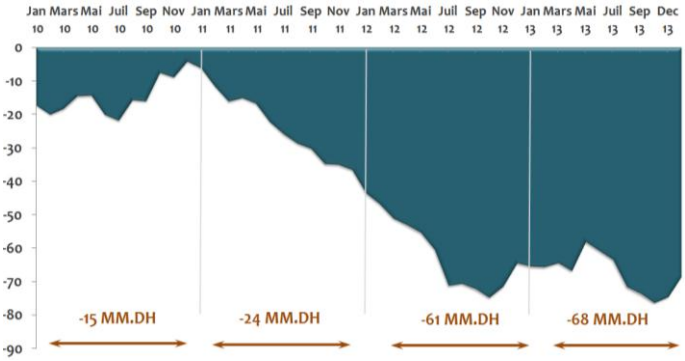
Pour ce qui est des taux créditeurs, le taux moyen pondéré des dépôts à 6 et 12 mois s'est situé à 3,79% en 2013, en hausse de 8 points de base par rapport à un an auparavant. Cette évolution traduit des augmentations respectives de 6 et de 8 points de base des taux sur les dépôts à 6 mois et à un an, s'établissant ainsi à 3,56% et 3,91%.

8- MARCHE MONETAIRE : Accentuation du besoin de liquidités…

Au cours de l'année 2013, le besoin de liquidités s'est accentué pour s'élever à 67,5 MM.DH en moyenne mensuelle, contre 61,3 MM.DH en 2012.

En effet, et après une relative stabilité du besoin de liquidités au cours des quatre premiers mois de l'année et son atténuation ponctuelle au cours du mois de mai en relation avec l'effet expansif induit par la réalisation du produit de la sortie sur le MFI, le resserrement de liquidités bancaires n'a pas cessé de s'accentuer pour atteindre 76,3 MM.DH en octobre. Les deux derniers mois de l'année ont été marqués par un allégement du besoin de liquidité pour revenir à 68,4 MM.DH en décembre.

Evolution de la liquidité bancaire - en MM.DH -



Source des données : Bank Al-Maghrib

En vue de combler ce déficit, Bank Al-Maghrib a augmenté ses interventions sur le marché monétaire. En effet, BAM a injecté un montant moyen de 69,7 MM.DH en 2013 contre 62,1 MM.DH un an auparavant, à travers notamment les avances à 7 jours sur appel d'offres, dont le montant a été porté à 50,5 MM.DH en moyenne contre 46,8 MM.DH. La banque centrale a également eu recours aux pensions livrées d'un montant moyen de 14,5 MM.DH, aux prêts garantis de 4,7 MM.DH et aux avances à 24h de 52 M.DH.

Toutefois, le taux de satisfaction des demandes exprimées dans le cadre des avances à 7 jours a reculé de 17,4 points d'un an à l'autre, passant de 95,0% à 77,6% en 2013.

Grâce à ces actions, le taux moyen pondéré sur le marché interbancaire a été maintenu à un niveau proche du taux directeur, soit 3,06% en 2013 contre 3,19% l'année dernière.

9- BOURSE : Atténuation du cycle baissier …

Après avoir clôturé sa cinquième année de baisse depuis 2008, avec une contre-performance de 15% en 2012, la place de Casablanca a connu une nouvelle année baissière en 2013, mais à un rythme moins élevé. En effet, le repli de l'indice de toutes les valeurs s'est limité à 2,6%.

Les professionnels de la place justifient cette atonie par une situation économique et financière du pays qui n'est pas favorable à une reprise du marché boursier et par le niveau élevé de la valorisation du marché résultant d'une déconnexion persistante entre les résultats publiés par certaines sociétés cotées et le cours de leurs titres en bourse.

Concernant le volume des transactions, il s'est globalement stabilisé par rapport à celui réalisé en 2012, soit son plus bas niveau depuis l'année 2003. C'est ainsi que les transactions effectuées sur le marché central et les augmentations de capital ont baissé de 4,3 MM.DH chacun alors que les transactions réalisées sur le marché de bloc ont progressé de près de 10 MM.DH.

Contrairement à l'année 2012 qui n'avait connu aucune introduction en bourse, la société « Jorf Lasfar Energy Company » (JLEC), filiale du groupe « Abu Dhabi National Energy Company » (TAQA), a rejoint la place financière de Casablanca en décembre 2013.

Pour sa part, la capitalisation boursière est revenue de 445,3 MM.DH à 440,4 MM.DH à fin décembre 2013, accusant ainsi une baisse annuelle de 4,9 MM.DH ou 1,1% après une sensible contraction de 64,4 MM.DH ou 12,6% l'année précédente. Cette baisse a concerné notamment le secteur des télécommunications (-9,4%), les sociétés financières (-7,2%) et les assurances (-6,6%). Par contre, les secteurs des distributeurs, de technologie et de formation et des banques se sont accrus de 8,9%, 6,7% et 5,2% respectivement.

10- PRIX :

10.1- Maitrise du niveau d'inflation…

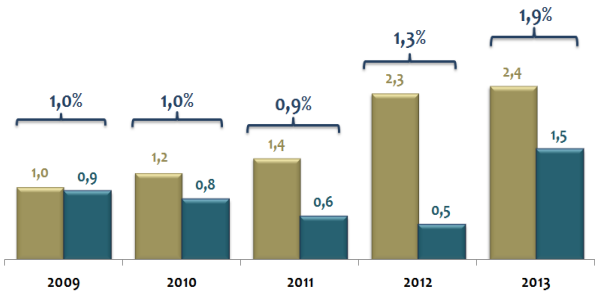
Au terme de l'année 2013, le taux d'inflation a été maitrisé à 1,9% après 1,3% un an auparavant. Cette légère accélération du niveau d'inflation est intervenue dans un contexte marqué notamment par l'entrée en vigueur à partir du mois de septembre 2013 du système d'indexation partielle des prix de certains produits pétroliers (essence, gasoil et fuel de type 2).

C'est ainsi que les prix des produits non alimentaires ont affiché une hausse annuelle de 1,5%, un niveau modéré mais qui demeure le plus élevé depuis l'année 2006. Cette évolution résulte essentiellement des hausse des prix du « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (1,1%), du «transport » (3,2%), de « l'enseignement » (5,5%), et « des hôtels et

restaurants » (3,2%). En revanche, les prix des « communications » ont affiché une baisse de 9,2%.

D'un autre côté, l'indice des prix des produits alimentaires s'est quasiment stabilisé au même niveau de l'année précédente, soit 2,4%, sous l'effet notamment des fluctuations des prix des « poissons et fruits de mer », des « viandes » et des « fruits ».

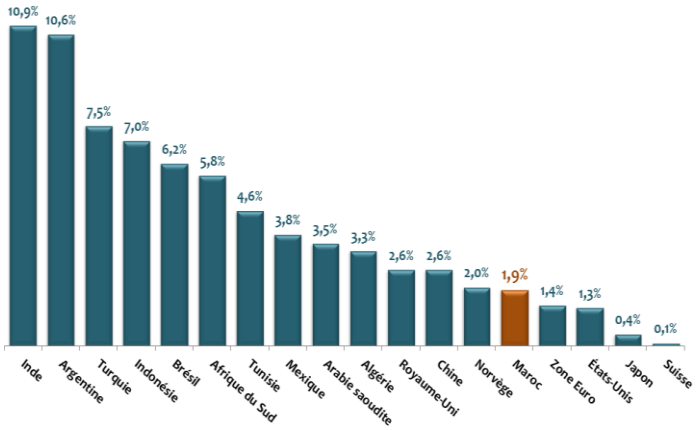
Evolution des taux d'inflation -en %- : ***Alimentaire*** / ***Non Alimentaire***



Source : *Haut-Commissariat au Plan*

En dépit de cette relative accélération du taux d'inflation, le Maroc continue de disposer de l'un des plus faibles taux à l'échelle mondiale, en se situant en deçà des niveaux observés dans la région MENA, les principaux partenaires du Royaume et les économies similaires.

Taux d'inflation dans le monde en 2013 - en % -



Sources : *OCDE, Eurostat, Banques centrales*

10.2- Baisse de l'indice des prix à la production manufacturière ...

Au terme de l'année 2013, l'indice des prix à la production manufacturière a accusé un recul de 1,9% contre une hausse de 2,9% durant l'année précédente. Cette régression résulte particulièrement des prix de « l'industrie chimique » (-9,5%) et de « la cokéfaction et du raffinage de pétrole » (-7,9%). En revanche, les prix ont augmenté pour les industries de « fabrication de produits à base de tabac » (+6,4%), du « cuir et chaussure » (+5,2%) et celles de « la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques » (4,0%).

Pour ce qui est des industries extractives, l'indice des prix a marqué une légère hausse de 0,1% en relation avec la progression constatée au niveau des prix de « l'extraction d'hydrocarbures » (+1,6%) et, dans une moindre mesure, de ceux des « autres industries extractives » (+0,1%).

10.3- Ralentissement de l'indice des prix des actifs immobiliers durant l'année ...

Au titre du T4-13, les prix des actifs immobiliers ont accusé une baisse de 0,4% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution provient notamment du repli constaté au niveau des prix des biens résidentiels (-1,4%) et de ceux des biens commerciaux (-1,1%), alors que les prix du foncier se sont accrus de 1,5%. Quant au nombre de transactions, il s'est amélioré de 4,4% d'un trimestre à l'autre, traduisant notamment une hausse du nombre des ventes ayant concerné les biens résidentiels (+3,6%) et le foncier (+7,7%).

Par ville, les baisses les plus importantes ont été enregistrées au niveau d'El Jadida (-3,2%), de Marrakech (-2,2%) et d'Oujda (-1,5%). Par contre, des hausses ont été observées au niveau de Rabat (+3,6%), de Meknès (+1,8%) et de Tanger (+1,8%).

En glissement annuel, les prix des actifs immobiliers se sont repliés de 1,4%, sous l'effet de la diminution de 1,7% des prix du résidentiel. Les prix du commercial, quant à eux, ont affiché une légère hausse de 0,2%, tandis que ceux du foncier sont restés inchangés.

Variations de l'IPAI - en % -

		T4-13/ T3-13	T4-13/ T4-12
Casablanca	*Global*	0,3%	3,1%
	Appartements	1,0%	4,1%
	Maisons	-4,6%	-1,8%
	Villas	28,7%	7,4%
	Terrain urbain	-1,6%	-4,5%
	Local commercial	-0,3%	1,8%
	Bureau	-18,1%	3,5%
Marrakech	*Global*	-2,2%	0,3%
	Appartements	-1,9%	-1,9%
	Maisons	-8,8%	5,1%
	Villas	-5,2%	-2,2%
	Terrain urbain	-1,0%	2,2%
	Local commercial	-1,9%	0,8%
	Bureau	-	-
Rabat	*Global*	3,6%	4,0%
	Appartements	2,7%	8,1%
	Maisons	-10,3%	10,2%
	Villas	-2,5%	2,5%
	Terrain urbain	17,3%	-6,5%
	Local commercial	11,8%	7,0%
	Bureau	-	-

Source : *Bank Al-Maghrib*

Au terme de l'année 2013, les prix des actifs immobiliers se sont accrus de 1,1% au lieu de 2,6% en 2012 et 2,2% en 2011. Cette évolution recouvre, d'une part, une hausse des prix du foncier et des biens résidentiels de 3,9% et 0,4% respectivement et, d'autre part, une baisse de ceux des biens commerciaux (-1,8%).

S'agissant du volume des transactions, il s'est contracté de 5,6% en 2013 après un accroissement de 4,8% en 2012, sous l'effet notamment de la baisse des ventes de biens résidentiels (-2,5% contre +5% en 2012).

Par ailleurs, l'examen de la structure des transactions immobilières en 2013 indique que les biens résidentiels constituent une part importante de 71% de l'ensemble des ventes, suivis des terrains avec 22%. Quant aux locaux commerciaux, leur poids demeure inchangé par rapport à 2012, soit 7% des transactions.

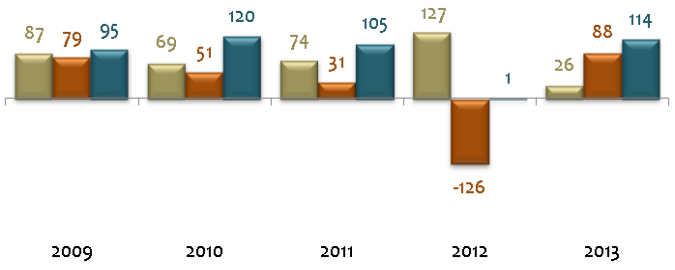
11- ACTIVITE ET EMPLOI : *Légère hausse du taux de chômage...*

La population active âgée de 15 ans et plus est passée de 11.549 mille en 2012 à 11.706 mille personnes en 2013, soit un accroissement de 1,4%. En conséquence, le taux d'activité s'est situé à 48,3% en 2013 contre 48,4% en 2012.

En matière d'emploi, 90.000 postes d'emplois rémunérés ont été créés en 2013, résultat d'une création de 23.000 postes en milieu urbain et de 67.000 en milieu rural. L'emploi non rémunéré a, à son tour, enregistré une hausse de 21.000 postes en zones rurales et de 3.000 postes en zones urbaines, soit au total 24.000 postes créés.

C'est ainsi que le volume global d'emploi est passé de 10.511 mille en 2012 à 10.625 mille en 2013, soit une création nette de 114.000 postes dont 26.000 postes en zones urbaines et de 88.000 en zones rurales.

Evolution de la création nette d'emplois selon le milieu de résidence - en millier - Urbain / **Rural** / **National**



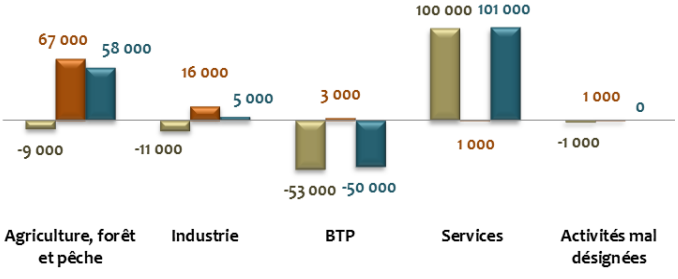
Source des données : *Haut-commissariat au Plan*

Au niveau sectoriel, les créations d'emplois ont concerné :

- *Les « services » avec 101.000 nouveaux emplois, en hausse de 2,4% du volume d'emploi du secteur. Au niveau de ce secteur, les principales branches ayant contribué le plus à la création d'emplois sont les « services personnels » (26.000 postes), le « commerce de détail et réparation d'articles domestiques » (25.000 postes dont 22.000 hors magasin) et les « services fournis principalement aux entreprises » (24.000 postes) ;*
- *L'agriculture, forêt et pêche » avec 58.000 nouveaux postes d'emploi (+1,4%) ;*
- *« L'industrie y compris l'artisanat » avec 5.000 postes d'emploi créés (+0,4%).*

En revanche, le secteur du « BTP », l'un des principaux secteurs créateurs d'emplois au cours des dernières années, a pâti d'une conjoncture défavorable en 2013, ce qui s'est traduit par une perte de 21.000 postes d'emploi.

Créations nettes d'emplois par secteur d'activité économique - en millier - Urbain / **Rural** / **National**



Source des données : *Haut-commissariat au Plan*

La population active en chômage a augmenté de 4,1% au niveau national, portant le nombre de chômeurs à 1.081 mille personnes. Le taux de chômage a ainsi progressé de 0,2 point pour atteindre 9,2% en 2013 au lieu de 9,0% en 2012.

Selon le milieu de résidence, le taux de chômage s'est accéléré de 13,4% à 14% en milieu urbain. Cette évolution recouvre, d'une part, une hausse du taux de chômage au niveau des jeunes de 15 à 24 ans (+2,5 points) et, d'autre part, une baisse de 0,2 point au niveau des femmes. En dépit de sa stabilité, le chômage des diplômés demeure élevé et se situe à 18,2%.

En milieu rural, le taux de chômage est ressorti à 3,8% contre 4,0% l'année précédente, en liaison notamment avec le recul à la fois de celui des jeunes âgés de 15 à 24 ans (-0,5 point) et des femmes (-0,3 point).

Taux de chômage - en % - National / **Urbain**

Source des données : *Haut-commissariat au Plan*

Annexes statistiques

Liste des annexes

An 1	TABLEAU DES INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS
An 2	Conjoncture internationale
An 3	Produit intérieur brut
An 4	Indicateurs du chômage et de l'emploi
An 5	Secteur agricole
An 6	Secteur de la pêche
An 7	Indice de la production industrielle, énergétique et minière
An 8	Production et ventes de phosphates et de produits dérivés
An 9	Consommation d'électricité
An 10	Consommation du ciment
An 11	Secteur du tourisme
An 12	Charges et ressources du Trésor
An 13	Dette intérieure du Trésor
An 14	Dette extérieure du Trésor
An 15	Masse monétaire et ses contreparties
An 16	Evolution des échanges sur le marché monétaire
An 17	Crédits distribués par les institutions de dépôt
An 18	Taux sur les marchés monétaires et financier
An 19	Bourse des valeurs de Casablanca
An 20	Balance des biens et services
An 21	Indice des prix à la consommation
An 22	Indice des prix à la production

Ministère de l'économie et des finances

DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTÉRIEURES
Quartier Administratif - Boulevard Mohammed V, Rabat
Tél.: 0537 67 73 54 / 55
Fax: 0537 67 73 57

ROYAUME DU MAROC

Ministère de l'économie et des finances

Direction du Trésor et des Finances Extérieures

TABLEAU DES INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

ANNEE 2013

(I/2)

PRODUIT INTERIEUR BRUT	2010	2011	2012	2013 (P)
Prix courant	764 030	802 607	828 169	886 690
Prix de l'année précédente	3,6%	5,0%	2,7%	4,8%
PIB agricole	-1,9%	5,6%	-8,9%	20,0%
PIB non agricole	4,5%	4,9%	4,5%	3,1%

EMPLOI ET CHOMAGE	2011	2012	2013
Création d'emploi	105 000	1 000	114 000
Taux de chômage	8,9%	9,0%	9,2%
Milieu urbain	13,4%	13,4%	14,0%
Chômage des jeunes (25-34 ans)	19,1%	19,6%	19,8%
Chômage des diplômés	18,3%	18,2%	18,2%

PRIX	2011	2012	2013
Inflation	0,9%	1,3%	1,9%
dont Produits alimentaires	1,4%	2,3%	2,4%
Produits non alimentaires	0,6%	0,5%	1,5%

SECTEUR REEL

AGRICULTURE		2011/2012	2012/2013	2013/2014	2012/2013		2013/2014	
Taux de remplissage	14 Février	71,4%	78,4%	71,2%	10 pts		-9 pts	
Production des trois principales céréales en 1000 Qx		50 700	97 700	70 000	47 000	92,7%	-27 700	-28,4%
PECHE		2 011	2 012	2 013	2012/2011		2013/2012	
Produits de la pêche côtière (Tonnes)		914 940	1 120 937	1 172 973	205 997	22,5%	52 036	4,6%
Produits de la pêche côtière (M.DH)		5 029	5 142	5 449	113	2,2%	307	6,0%
MINES (en 1000 tonnes)		Oct 11	Oct 12	Oct 13	Oct 12/11		Oct 13/12	
Phosphates		23 455	22 416	21 941	-1 039	-4,4%	-475	-2,1%
Acide phosphorique		3 798	3 539	3 703	-259	-6,8%	164	4,6%
Engrais		3 669	4 125	3 843	456	12,4%	-282	-6,8%
ENERGIE (GWH)		2011	2012	2013	2012/2011		2013/2012	
Consommation d'électricité		25 670	27 559	27 729	1 889	7,4%	169	0,6%
dont celle destinée à l'Industrie		9 177	10 040	9 558	863	9,4%	-482	-4,8%
Energie totale appelée		28 752	31 056	31 885	2 304	8,0%	829	2,7%
INDUSTRIE		2 011	2 012	2 013	2012/2011		2013/2012	
Taux d'utilisation des capacités de production		72,7%	71,7%	68,8%	-1,0		-2,8	
Indice de la production industrielle		2,4%	2,1%	0,3%	-		-	
B.T.P		2 011	2 012	2 013	2012/2011		2013/2012	
Ventes de ciment (1000 T)		16 130	15 871	14 864	-259	-1,6%	-1 007	-6,3%
Nombre de bénéficiaires du Fonds DAMANE ASSAKANE		14 499	16 503	17 827	2 004	13,8%	1 324	8,0%
TOURISME (en milliers)		2 011	2 012	2 013	2012/2011		2013/2012	
Total des arrivées		9 342	9 375	10 046	33	0,4%	671	7,2%
M.R.E		4 408	4 363	4 723	-45	-1,0%	360	8,3%
Total étrangers		4 934	5 012	5 323	78	1,6%	311	6,2%
Nuitées touristiques		16 867	17 484	19 114	617	3,7%	1 630	9,3%
Non résidents		12 419	12 548	13 931	129	1,0%	1 383	11,0%
Touristes internes		4 449	4 936	5 183	488	11,0%	247	5,0%

MONNAIE ET CREDIT (M.DH)	2 011	2 012	2 013	2012/2011		2013/2012	
Monnaie fiduciaire	158 288	163 641	171 604	5 353	3,4%	7 963	4,9%
Monnaie scripturale	428 489	448 521	454 054	20 032	4,7%	5 533	1,2%
Placements à vue	102 914	111 357	120 662	8 442	8,2%	9 305	8,4%
Autres actifs monétaires	259 596	268 657	274 081	9 061	3,5%	5 424	2,0%
Masse monétaire M3	949 287	992 176	1 020 401	42 889	4,5%	28 225	2,8%
Réserves internationales nettes	173 843	144 736	150 267	-29 108	-16,7%	5 531	3,8%
Créances sur l'économie	789 826	829 964	855 673	40 138	5,1%	25 709	3,1%
dont Crédits bancaires à l'économie	687 333	719 201	744 242	31 868	4,6%	25 041	3,5%
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	172 323	185 712	174 547	13 390	7,8%	-11 165	-6,0%
Crédits à l'équipement	140 850	138 005	140 572	-2 845	-2,0%	2 566	1,9%
Crédits immobiliers	207 347	220 037	230 329	12 690	6,1%	10 291	4,7%
Crédits à la consommation	36 076	39 605	40 448	3 529	9,8%	843	2,1%

BOURSE DES VALEURS (M.DH)	2 011	2 012	2 013	2012/2011		2013/2012	
Volume des transactions	103 368	61 035	62 142	-42 333	-41,0%	1 107	1,8%
Capitalisation boursière	509 696	445 268	440 418	-64 428	-12,6%	-4 850	-1,1%
MASI	11 028	9 359	9 114	-1 668	-15,1%	-245	-2,6%
MADEX	9 011	7 614	7 418	-1 397	-15,5%	-196	-2,6%

ROYAUME DU MAROC

Ministère de l'économie et des finances

Direction du Trésor et des Finances Extérieures

TABLEAU DES INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

ANNEE 2013

(2/2)

FINANCES PUBLIQUES (M.DH)	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Déc 12/11		Déc 13/12	
Recettes ordinaires	192 298	201 628	204 565	9 330	4,9%	2 937	1,5%
Recettes fiscales	163 586	176 068	173 221	12 482	7,6%	-2 847	-1,6%
Impôt sur les sociétés	39 370	43 187	40 754	3 817	9,7%	-2 433	-5,6%
Impôt sur le revenu	29 121	33 418	33 238	4 297	14,8%	-180	-0,5%
Taxe sur la valeur ajoutée	49 923	52 350	52 592	2 427	4,9%	241	0,5%
Intérieure	19 033	19 574	20 155	541	2,8%	581	3,0%
Importation	30 890	32 776	32 437	1 886	6,1%	-339	-1,0%
Taxes intérieures à la consommation	21 859	22 744	22 875	884	4,0%	131	0,6%
Tabacs	7 494	8 153	8 007	659	8,8%	-146	-1,8%
Produits énergétiques	12 943	13 127	13 323	185	1,4%	196	1,5%
Droits de douane	10 286	9 003	7 681	-1 283	-12,5%	-1 322	-14,7%
Enregistrement et timbre	10 667	13 060	13 454	2 393	22,4%	394	3,0%
Dépenses ordinaires	194 214	215 623	209 006	21 409	11,0%	-6 617	-3,1%
Personnel	88 973	96 673	98 641	7 700	8,7%	1 968	2,0%
Autres biens et services	38 171	43 983	46 263	5 812	15,2%	2 280	5,2%
Intérêts de la dette	18 240	20 097	22 502	1 857	10,2%	2 405	12,0%
Compensation	48 830	54 870	41 600	6 040	12,4%	-13 270	-24,2%
Solde ordinaire	-1 916	-13 995	-4 441	-12 079		9 554	
Dépenses d'équipement	50 023	51 458	48 270	1 435	2,9%	-3 188	-6,2%
Solde global	-48 271	-57 560	-48 117	-9 289		9 443	

DETTE DU TRESOR (MM.DH)	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Déc 12/ Déc 11		Déc 13/ Déc 12	
Dette totale du Trésor (P)	428,3	493,7	554,2	-69,7	-16,3%	60,6	12,3%
Dette extérieure	99,6	116,9	129,3	-98,8	-99,2%	12,4	10,6%
Dette intérieure	328,7	376,8	425,0	29,2	8,9%	48,1	12,8%

ECHANGES EXTERIEURS (M.DH)	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Déc 12/11		Déc 13/12	
Importations	357 770	386 947	379 084	29 177	8,2%	-7 863	-2,0%
Facture énergétique	90 351	106 619	102 496	16 269	18,0%	-4 123	-3,9%
Blé	11 639	12 067	8 221	428	3,7%	-3 846	-31,9%
Hors énergie	267 419	280 328	276 588	12 909	4,8%	-3 740	-1,3%
Exportations	174 995	184 885	183 478	9 890	5,7%	-1 407	-0,8%
Phosphates et dérivés	48 460	48 395	37 138	-65	-0,1%	-11 257	-23,3%
Hors Phosphates et dérivés	126 535	136 490	146 340	9 955	7,9%	9 849	7,2%
Textile et habillement	21 072	20 934	20 146	-138	-0,7%	-788	-3,8%
Composants automobiles	16 020	16 173	19 235	153	1,0%	3 062	18,9%
Electronique	4 969	4 770	5 172	-199	-4,0%	402	8,4%
Aéronautique	3 622	4 173	5 116	551	15,2%	943	22,6%
Déficit commercial	-182 775	-202 062	-195 606	-19 287	10,6%	6 456	3,2%
Taux de couverture	48,9%	47,8%	48,4%	-1,1		0,6	
Recettes voyages	58 904	57 835	57 456	-1 069	-1,8%	-379	-0,7%
Recettes M.R.E	58 385	58 751	58 290	366	0,6%	-461	-0,8%
Recettes voyages + Recettes MRE / Déficit commercial	64,2%	57,7%	59,2%	-6,5		1,5	
Investissements et prêts privés étrangers	22 624	23 542	28 993	918		5 451	23,2%
Recettes	30 653	32 092	40 166	1 439	4,7%	8 074	25,2%
Dépenses	8 029	8 550	11 173	521	6,5%	2 623	30,7%

TAUX DE CHANGE (fin de période)	2 011	2 012	2 013	2012/2011	2013/2012
Euro / Dirham	11,106	11,148	11,206	0,4%	0,5%
Dollar US / Dirham	8,577	8,434	8,237	-1,7%	-2,3%

MATIERES PREMIERES (moyenne depuis janvier)	2 011	2 012	2 013	2012/2011	2013/2012
Pétrole brut ($/bbl)	108	110	111	1,3%	1,0%
Gaz butane ($/Tonne)	837	904	1 064	8,0%	17,7%
Blé tendre ($/Tonne)	250	350	290	40,1%	-17,2%
Phosphate ($/Tonne)	203	185	101	-8,6%	-45,4%

An2 : CONJONCTURE INTERNATIONALE

PRODUIT INTERIEUR BRUT *-en %*

Pays	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*	2015*
Etats-Unis	0,0	-3,5	2,4	1,8	2,8	1,9	2,8	3,0
Japon	-1,2	-6,3	4,5	-0,6	1,4	1,7	1,7	1,0
Zone Euro	0,5	-4,3	2,0	1,5	-0,7	-0,4	1,0	1,4
France	0,1	-2,6	1,7	2,0	0,0	0,2	0,9	1,5
Allemagne	1,0	-5,1	4,0	3,4	0,9	0,5	1,6	1,4
Italie	-1,3	-5,2	1,8	0,4	-2,5	-1,8	0,6	1,1
Espagne	0,9	-3,7	-0,3	0,1	-1,6	-1,2	0,6	0,8
Royaume Uni	-0,1	-4,9	1,8	1,1	0,3	1,7	2,4	2,2
Pays en développement	6,0	2,8	7,4	6,2	4,9	4,7	5,1	5,4

Pays	*Par rapport au trimestre précédent -en %-*				*Par rapport au même trimestre de l'année n-1 -en %-*			
	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13
Etats-Unis	0,3	0,6	1,0	0,8	1,3	1,6	1,6	2,7
Japon	1,1	0,9	0,3	-	0,1	1,3	-	-
Zone Euro	-0,2	0,3	0,1	0,3	-1,2	-0,6	-0,4	0,5
France	0,0	0,6	0,0	0,3	-0,4	0,5	0,2	0,8
Allemagne	0,0	0,7	0,3	0,4	-0,3	0,5	0,6	1,4
Italie	-0,6	-0,3	0,0	0,1	-2,5	-2,2	-1,9	-0,8
Espagne	-0,4	-0,1	0,1	0,3	-2,0	-1,6	-1,2	-0,1
Royaume Uni	0,5	0,8	0,8	0,7	0,2	1,3	1,5	2,8

TAUX D'INFLATION *-en %, Glissement annuel-* — **TAUX DE CHOMAGE** *-en %*

Pays	Déc 11	Déc 12	Nov 13	Déc 13	Sep 13	Oct 13	Nov 13	Déc 13
Etats-Unis	3,4	1,7	-	-	7,2	7,3	7,0	6,7
Zone Euro	2,7	2,2	0,8	0,9	12,1	12,1	12,1	12,0
France	2,7	1,5	0,8	0,8	10,9	10,8	10,8	10,8
Allemagne	2,3	2,0	1,6	1,2	5,2	5,2	5,2	5,1
Italie	3,7	2,6	0,7	0,7	12,5	12,5	12,7	12,7
Espagne	2,4	3,0	0,3	0,3	26,6	26,7	26,7	25,8
Royaume Uni	4,2	2,7	2,1	2,0	7,6	7,6	7,6	7,6

MATIERES PREMIERES	Déc 11	Déc 12	Nov 13	Déc 13	Déc/Nov 13	Déc 13/12
Pétrole ($/bl)	108	110	108	111	2,2%	1,0%
Gasoil NWE ($/t)	939	953	934	962	3,0%	0,9%
Butane ($/t)	837	904	987	1064	7,8%	17,7%
Blé tendre Fr ($/t)	250	350	279	290	3,9%	-17,2%
Blé tendre US ($/t)	286	360	317	304	-4,2%	-15,6%
Sucre brut Ny ($/t)	519	453	420	390	-7,0%	-13,8%
Fuel ($/t)	608	568	567	572	1,0%	0,7%
Aluminium ($/t)	1970	2040	1710	1739	1,7%	-14,7%
Plomb ($/t)	1980	2340	2051	2136	4,1%	-8,7%

INDICES BOURSIERS	Déc 11	Déc 12	Nov 13	Déc 13	Déc/Nov 13	Déc 13/12
NASDAQ	2605	3020	4060	4177	2,9%	34,5%
S&P 499	1258	1426	1806	1848	2,4%	26,6%
CAC39	3160	3641	4295	4296	0,0%	18,0%
MSCI Emerging Market	916	1055	1018	1003	-1,5%	-3,5%

TAUX DE CHANGE	Déc 11	Déc 12	Nov 13	Déc 13	Déc/Nov 13	Déc 13/12
Euro/Dollar	1,295	1,319	1,360	1,378	1,3%	3,1%
Euro/Dirham	11,106	11,148	11,206	11,231	0,2%	0,5%
Dollar/Dirham	8,577	8,434	8,237	8,151	-1,1%	-2,3%
Yen/Dirham	11,094	9,765	8,050	7,769	-3,5%	-17,6%

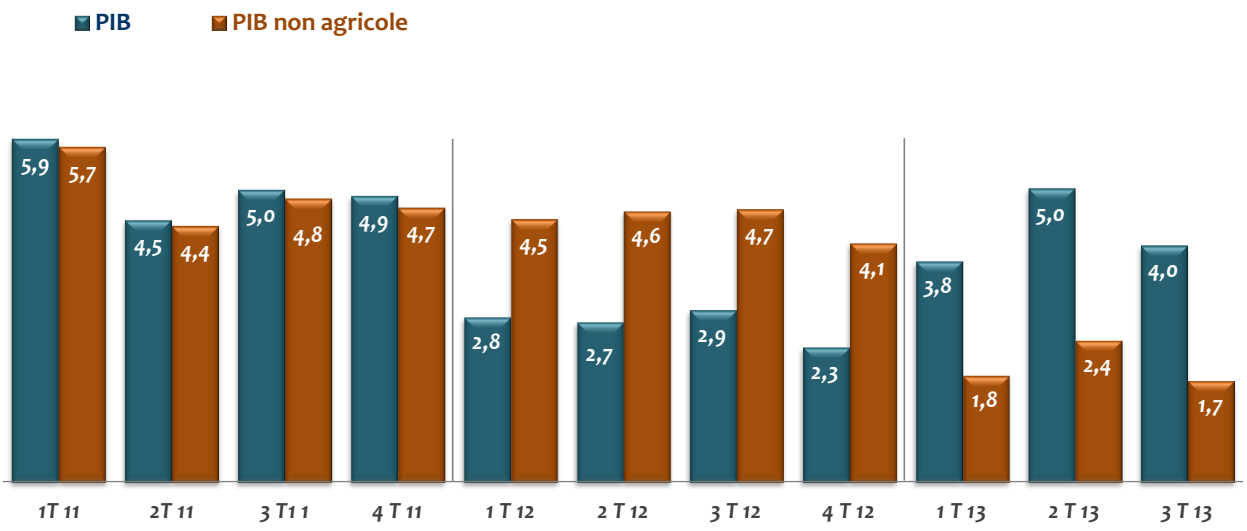
Source : FMI/EUROSTAT/Bloomberg / BCE / BAM

An 3: Evolution des valeurs ajoutées aux prix de l'année précédente par branche d'activité : Glissement annuel *

	Année 2011				Année 2012				Année 2013			
	1T	2T	3T	4T	1T	2T	3T	4T	1T	2T	3T	Moyenne des 3T
Agriculture	**5,9%**	**6,1%**	**6,0%**	**4,3%**	**-8,3%**	**-9,5%**	**-8,5%**	**-9,1%**	**17,7%**	**22,8%**	**19,9%**	**20,1%**
Pêche	13,2%	-12,3%	-12,1%	9,2%	3,1%	24,3%	12,0%	15,4%	29,9%	4,7%	2,0%	12,2%
Industrie d'extraction	10,6%	2,8%	-1,8%	8,2%	-5,0%	-5,0%	4,7%	-3,6%	-3,6%	0,1%	-3,2%	-2,2%
Industrie de transformation	4,4%	0,8%	3,7%	4,0%	2,9%	1,4%	1,4%	0,1%	0,5%	0,8%	-0,1%	0,4%
Electricité et eau	1,9%	5,7%	5,3%	12,8%	11,3%	9,0%	9,9%	-1,9%	-4,2%	-0,9%	1,9%	-1,1%
Bâtiment et travaux publics	2,0%	1,7%	6,1%	7,0%	5,0%	3,5%	-0,5%	0,7%	-5,9%	-4,6%	-0,2%	-3,6%
Commerce	4,7%	4,1%	4,7%	4,7%	3,2%	2,7%	2,0%	1,4%	2,3%	3,7%	3,1%	3,0%
Hôtels et restaurants	5,9%	-2,9%	-3,9%	-7,0%	-4,8%	3,9%	2,7%	8,7%	3,7%	5,1%	4,4%	4,4%
Transports	7,4%	6,5%	5,9%	3,9%	2,8%	4,2%	2,5%	5,3%	0,2%	2,7%	2,9%	1,9%
Postes et télécommunications	13,0%	15,5%	24,1%	23,0%	23,7%	22,4%	27,1%	28,6%	14,7%	11,5%	8,9%	11,7%
Activités financières et assurances	6,5%	6,7%	7,2%	9,9%	5,4%	6,5%	4,2%	3,5%	0,3%	0,1%	0,2%	0,2%
Services rendus aux entreprises et services personnels	4,0%	3,5%	4,1%	4,4%	4,5%	4,8%	4,9%	5,3%	2,8%	3,5%	2,4%	2,9%
Administration publique générale et sécurité sociale	6,5%	6,4%	5,7%	4,5%	7,4%	6,9%	6,3%	6,1%	6,3%	6,3%	2,0%	4,9%
Education, santé et action sociale	11,2%	10,4%	8,0%	4,2%	4,8%	4,8%	4,9%	5,2%	2,4%	2,2%	2,0%	2,2%
Branche fictive	7,0%	7,3%	7,9%	10,8%	3,3%	3,8%	1,7%	1,3%	0,5%	0,1%	0,1%	0,2%
PIB en volume	**5,9%**	**4,5%**	**5,0%**	**4,9%**	**2,8%**	**2,7%**	**2,9%**	**2,3%**	**3,8%**	**5,0%**	**4,0%**	**4,3%**
PIB en valeur	**7,0%**	**3,4%**	**5,3%**	**5,1%**	**2,5%**	**3,9%**	**2,7%**	**3,7%**	**6,0%**	**6,8%**	**4,7%**	**5,8%**
PIB hors agriculture	**5,7%**	**4,4%**	**4,8%**	**4,7%**	**4,5%**	**4,6%**	**4,7%**	**4,1%**	**1,8%**	**2,4%**	**1,7%**	**2,0%**

Source données: HCP

* Corrigé des variations saisonnières



AN 4: INDICATEURS DU CHOMAGE ET D'EMPLOI

	ANNEE						2013/12		
	2012			2013					
	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.
POPULATION (en millier)	**19158**	**13439**	**32597**	**19513**	**13437**	**32950**	355,0	-2,0	353,0
ACTIVITE ET EMPLOI (15 ans et plus)									
Population active	**6 145**	**5 404**	**11 549**	**6 218**	**5 488**	**11 706**	**73,0**	**84,0**	**157,0**
Taux de féminisation de la population active	21,3	32,1	26,3	21,3	33,1	26,8	0,0	1,0	0,5
Taux d'activité	42,8	57,0	48,4	42,4	57,4	48,3	-0,4	0,4	-0,1
Selon le sexe									
Hommes	69,6	79,7	73,6	69,0	79,3	73,0	-0,6	-0,4	-0,6
Femmes	17,6	35,6	24,7	17,5	36,8	25,1	-0,1	1,2	0,4
Selon l'âge									
15 -24 ans	24,5	44,1	33,5	23,1	43,0	32,2	-1,4	-1,1	-1,3
25 -34 ans	58,4	64,1	60,7	59,1	65,3	61,6	0,7	1,2	0,9
35 -44 ans	56,9	69,6	61,4	56,7	69,8	61,4	-0,2	0,2	0,0
45 ans et plus	36,8	57,8	44,6	36,1	59,0	44,4	-0,7	1,2	-0,2
Selon le diplôme									
Sans diplôme	37,6	58,8	48,6	37,1	60,0	48,9	-0,5	1,2	0,3
Ayant un diplôme	47,5	50,6	48,1	47,2	48,7	47,5	-0,3	-1,9	-0,6
Population active occupée	**5321**	**5190**	**10511**	**5347**	**5278**	**10625**	**26,0**	**88,0**	**114,0**
Taux d'emploi	**37,0**	**54,7**	**44,1**	**36,4**	**55,2**	**43,8**	**-0,6**	**0,5**	**-0,3**
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total	96,0	59,3	77,9	95,9	59,6	77,9	-0,1	0,3	0,0
Salariés	66,4	39,0	56,1	68,1	40,2	57,5	1,7	1,2	1,4
Auto-employés	33,6	61,0	43,9	31,9	59,8	42,5	-1,7	-1,2	-1,4
Population active occupée sous employée	**457**	**509**	**966**	**448**	**530**	**978**	**-9,0**	**21,0**	**12,0**
Taux de sous emploi	8,6	9,8	9,2	8,4	10,1	9,2	**-0,2**	**0,3**	**0,0**
CHOMAGE									
Population active en chômage	**824**	**214**	**1038**	**871**	**210**	**1081**	**47,0**	**-4,0**	**43,0**
Taux de féminisation	32,6	15,7	29,1	31,1	14,2	27,8	-1,5	-1,5	-1,3
Taux de chômage	**13,4**	**4,0**	**9,0**	**14,0**	**3,8**	**9,2**	**0,6**	**-0,2**	**0,2**
Selon le sexe									
Hommes	11,5	4,9	8,7	12,3	4,9	9,1	0,8	0,0	0,4
Femmes	20,6	1,9	9,9	20,4	1,6	9,6	-0,2	-0,3	-0,3
Selon l'âge									
15-24 ans	33,5	8,9	18,6	36,0	8,4	19,3	2,5	-0,5	0,7
25-34 ans	19,6	4,3	13,2	19,8	4,2	13,2	0,2	-0,1	0,0
35-44 ans	7,0	2,1	5,0	7,9	2,3	5,6	0,9	0,2	0,6
42 ans et plus	2,7	1,0	1,9	3,5	1,1	2,3	0,8	0,1	0,4
Selon le diplôme									
Sans diplôme	6,9	2,4	4,0	8,1	2,4	4,5	1,2	0,0	0,5
Ayant un diplôme	18,2	10,6	16,4	18,2	9,8	16,3	0,0	-0,8	-0,1

Source : HCP

Activités Sectorielles

An 5 : SECTEUR AGRICOLE

	2011/2012	2012/2013	2013/2014
Situation des barrages (au 14 Février)			
Réserves en eau Milliards de m^3	11,3	12,4	11,2
Taux de remplissage	71,4%	78,4%	71,2%
Production (en million quintaux)	2010/2011	2011/2012	2012/2013
Blé dur	18,5	11,3	18,7
Blé tendre	41,7	27,4	52,0
Orge	23,2	12,0	26,3
Céréales d'automne	**83,4**	**50,7**	**97,0**
Exportations* (mi octobre en mille tonnes)			
Primeurs	733	741	779
Agrumes	529	490	385

Source: Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime / EACCE / Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau

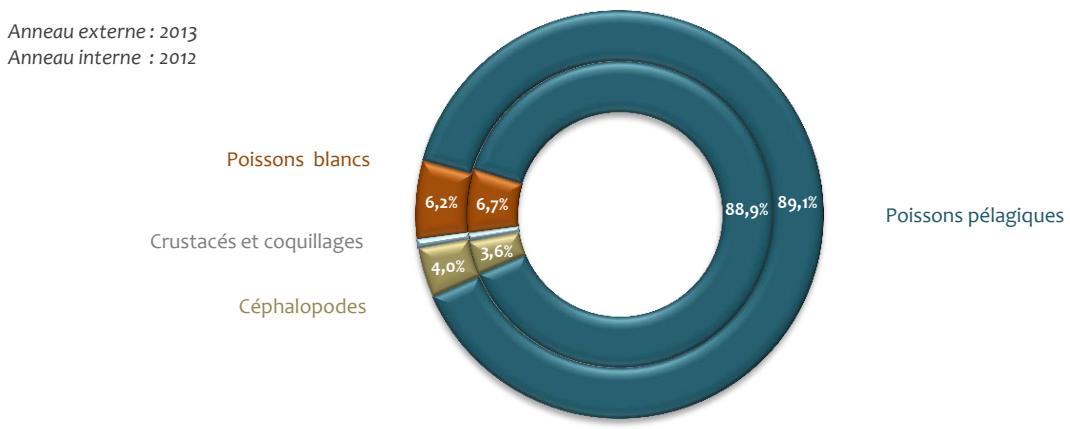
La campagne d'exportation démarre au mois de septembre

An 6 : EVOLUTION DES PRODUITS DE LA PECHE COTIERE

Cumul depuis janvier	Déc 12		Déc 13		Variation	
	Poids (Tonne)	Valeur (KDH)	Poids (Tonne)	Valeur (KDH)	Poids	Valeur
Total Général	1 120 937	5 141 543	1 172 973	5 448 907	4,6%	6,0%
Débarquements par port						
Méditérranée	26 859	326 638	33 955	400 359	26,4%	22,6%
Atlantique	1 094 078	4 814 905	1 139 018	5 048 548	4,1%	4,9%
Débarquements par éspèce						
Poissons blancs	74 189	1 224 240	71 818	1 262 230	-3,2%	3,1%
Poissons pélagiques	979 762	1 979 382	1 030 108	2 425 259	5,1%	22,5%
Céphalopodes	39 589	1 607 223	45 811	1 420 204	15,7%	-11,6%
Crustacés et coquillages	8 920	269 957	7 766	288 898	-12,9%	7,0%
Algues	18 394	60 002	17 470	52 315	-5,0%	-12,8%
Destination des produits (en tonnes)		% du total		% du total	Variation	
Consommation	437 324	39,0%	391 045	33,3%	-10,6%	
Conserves	148 162	13,2%	152 665	13,0%	3,0%	
Industrie de Farine/Huile de poisson	206 572	18,4%	181 297	15,5%	-12,2%	
Congélation	318 430	28,4%	438 026	37,3%	37,6%	
Autres	10 449	0,9%	9 941	0,8%	-4,9%	

Source: Office National des Pêches

Structure des débarquements par espèce



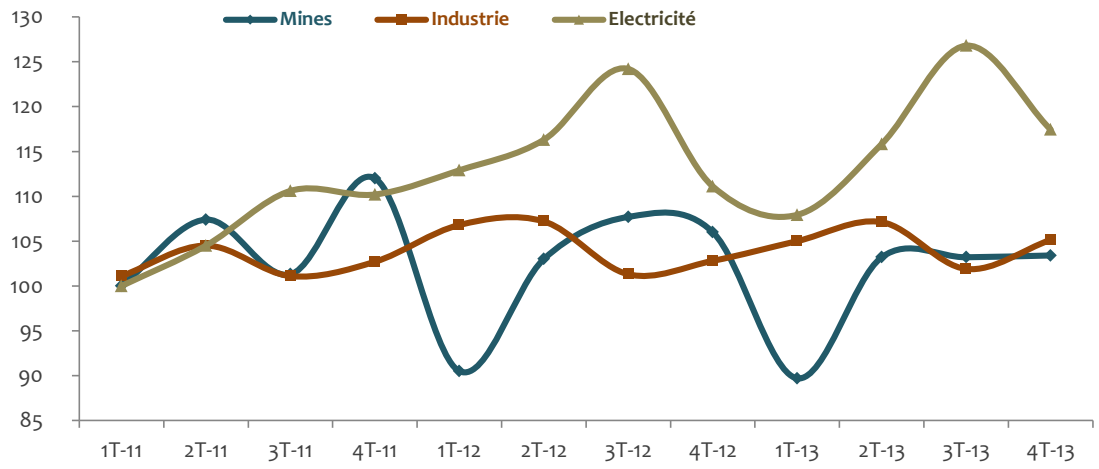
An 7 : INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ENERGETIQUE ET MINIERE

Base: 2010

	ANNEE			variation	
	2011	2012	2013	2012/11	2013/12
MINE	**105,2**	**101,8**	**99,9**	**-3,2%**	**-1,9%**
Minerais métalliques	100,4	100,2	102,0	-0,2%	1,8%
Produits divers des industries extraetives	105,4	101,2	99,9	-4,0%	-1,3%
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	**102,4**	**104,5**	**104,8**	**2,1%**	**0,3%**
PRODUITS DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES	102,7	105,5	107,2	2,7%	1,6%
TABAC MANUFATURE	103,9	105,9	109,2	1,9%	3,1%
PRODUITS DE L INDUSTRIE TEXTILE	95,8	95,1	93,9	-0,8%	-1,2%
ARTICLES D HABILLEMENT ET FOURRURES	100,6	105,5	101,7	4,9%	-3,6%
CUIRS , ARTICLES DE VOYAGE , CHAUSSURES	97,4	90,6	90,4	-7,0%	-0,3%
PRODUITS DU TRAVAIL DU BOIS	90,6	87,9	87,5	-3,0%	-0,5%
PAPIERS ET CARTONS	100,4	101,5	97,6	1,1%	-3,9%
PRODUITS DE L EDITION ; PRODUITS IMPRIMES OU REPRODUITS	103,6	107,3	107,1	3,5%	-0,1%
PDTS DE LA COKEFACTION,DU RAFFINAGE ET DES IND. NUCLEAIRES	117,2	116,3	108,8	-0,8%	-6,4%
PRODUITS CHIMIQUES	101,5	103,6	106,9	2,0%	3,2%
PRODUITS EN CAOUTCHOUC OU EN PLASTIQUE	97,8	96,3	100,5	-1,5%	4,4%
AUTRES PRODUITS MINERAUX NON METALLIQUES	104,5	101,3	98,9	-3,1%	-2,4%
PRODUITS METALLIQUES	103,4	106,2	103,9	2,7%	-2,2%
PRODUITS DU TRAVAIL DES METAUX	99,6	103,8	110,0	4,2%	6,0%
MACHINES ET EQUIPEMENTS	98,3	99,4	96,1	1,1%	-3,4%
MACHINES ET APPAREILS ELECTRIQUES	94,0	92,9	91,9	-1,1%	-1,0%
EQUIPEMENTS DE RADIO,TELEVISION ET COMMUNICATION	101,0	100,8	100,0	-0,2%	-0,8%
PRODUITS DE L INDUSTRIE AUTOMOBILE	99,8	108,5	123,9	8,7%	14,2%
INSTRUMENTS MEDICAUX,DE PRECISION,D'OPTIQUE ET HORLOGERIE	102,6	99,9	108,4	-2,6%	8,5%
AUTRES MATERIELS DE TRANSPORT	105,7	113,9	118,4	7,8%	3,9%
MEUBLES,INDUSTRIE DIVERSES	94,4	98,5	94,0	4,3%	-4,6%
ELECTRICITE	**106,3**	**116,1**	**117,0**	**9,2%**	**0,8%**

Source: HCP

EVOLUTION TRIMESTRIELLE DE L'INDICE DE LA PRODUCTION PAR SECTEUR



An 8 : STATISTIQUES DE PRODUCTION ET DE VENTES DE PHOSPHATES ET DE PRODUITS DERIVES

En 1000 Tonnes, et en M.DH

Cumul depuis janvier	Oct 11		Oct 12		Oct 13		Oct 13/12			
	Poids	MDH	Poids	MDH	Poids	MDH	Volume		M.DH	
							En 1000 T	En %	En M.DH	En %
PHOSPHATES BRUTS										
Production marchande	23 455		22 416		21 941		-475	-4,4		
Exportations (F.O.B)	7 847	10 153	7 756	10 681	7 033	7 807	-723	-9,3	-2 874	-26,9
PRODUITS DERIVES										
Production										
Acide phosphorique	3 798		3 539		3 703		164	4,6		
Engrais naturel et chimique	3 669		4 125		3 843		-282	-6,8		
Exportations										
Acide phosphorique			1 560	12 185	1 684	10 451	124	8,0	-1 734	-14,2
Engrais naturel et chimique			3 863	17 907	3 664	14 058	-199	-5,1	-3 849	-21,5
Dérivés de phosphate	5 242	29 977	5 422	30 092	5 348	24 509	-74	-1,4	-5 583	-18,6

Source : Office Chérifien de Phosphates / Office des changes

An 9: PRODUCTION D'ELECTRICITE PAR L'ONEE

Cumul depuis janvier	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Déc 12/11		Déc 13/ 12	
				GWh	%	GWh	%
Énergie appelée nette (en GWh)	28 752	31 056	31 885	2 304	8,0	829	2,7
Production nette totale ONEE	11 527	13 189	13 556	1 662	14,4	368	2,8
Hydraulique	2 139	1 816	2 990	-323	-15,1	1 174	64,7
Thermique	8 853	10 791	9 905	1 938	21,9	-885	-8,2
Parc eolien	535,3	582,0	660,4	47	8,7	78,4	13,5
Pompage STEP	-180,6	-248	-274				
Production concessionnelle	12 620	13 168	12 739	548	4,3	-429	-3,3
Apport des tiers	4 824	4 981	5 511	156	3,2	530	10,6
Auto Producteurs	217,1	139,2	110,9	-77,9	-35,9	-28,3	-20,3
echanges (Algérie-Espagne)	4 607	4 841	5 400	234	5,1	559	11,5
Energie renouvelable	0	0	394	-	-	-	-
Consommation des auxilliaires	-38	-32,9	-40,6	5,1	-13,4	-7,7	23,4
Ventes ONE (en GWh) :	25 670	27 559	27 729	1 889	7,4	169	0,6
THT, HT et MT dont :	20 071	21 426	21 295	1 356	6,8	-131	-0,6
Régies	10 894	11 387	11 737	493	4,5	351	3,1
Autres abonnés	9 177	10 040	9 558	863	9,4	-482	-4,8
Basse tension	5 599	6 133	6 433	534	9,5	300	4,9

Source: Office National d'éleetricité

An 10 : CONSOMMATION NATIONALE DU CIMENT

En 1000 Tonnes

Cumul depuis janvier	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Déc 12/11		Déc 13/12	
				En 1000 T	En %	En 1000 T	En %
Consommation nationale	16 130	15 871	14 864	-259	-1,6	-1 007	-6,3

Source : Association professionnelle des cimentiers

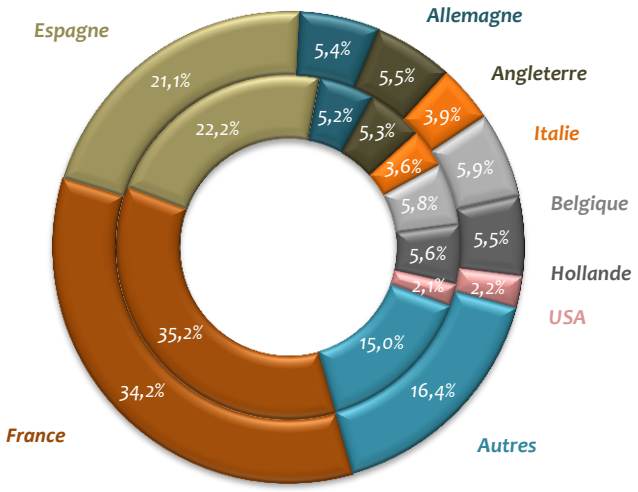
An 11 : EVOLUTION DU SECTEUR DU TOURISME

Cumul depuis janvier	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Déc 12/11	Déc 13/12
Arrivées par pays (milliers)					
France	3 319	3 297	3 435	-0,7%	4,2%
Espagne	2 016	2 079	2 115	3,1%	1,7%
Allemagne	508	490	547	-3,5%	11,6%
Angleterre	488	494	549	1,2%	11,1%
Italie	360	342	394	-5,0%	15,2%
Belgique	554	548	589	-1,1%	7,5%
Hollande	518	524	554	1,2%	5,7%
USA	186	196	220	5,4%	12,2%
AUTRES PAYS	1 392	1 406	1 643	1,0%	16,9%
TOTAL	**9 341**	**9 376**	**10 046**	**0,4%**	**7,1%**
dont: MRE	4 408	4 363	4 723	-1,0%	8,3%
TES	4 934	5 012	5 323	1,6%	6,2%
Nombre de nuitées*	16 867 222	17 484 130	19 113 765	**3,7%**	**9,3%**
Non-résidents, dont :	12 418 682	12 547 875	13 930 833	1,0%	11,0%
France	4 906 723	4 931 278	5 051 959	0,5%	2,4%
Espagne	706 447	684 383	714 266	-3,1%	4,4%
Allemagne	944 226	909 016	991 475	-3,7%	9,1%
Angleterre	1 339 607	1 360 549	1 518 319	1,6%	11,6%
Résidents	4 448 540	4 936 255	5 182 932	11,0%	5,0%
Nuitées par touriste non-résident	1,3	1,3	1,4	**0,0**	**0,1**
Taux d'occupation	40	40	43	**0,0**	**3,0**
dont Marrakech	46	46	52	0	6
Agadir	55	53	59	-2	6
Tanger	48	46	48	-2	2
Fès	30	29	34	-1	5

* Nuitées réalisées dans les hôtels classés

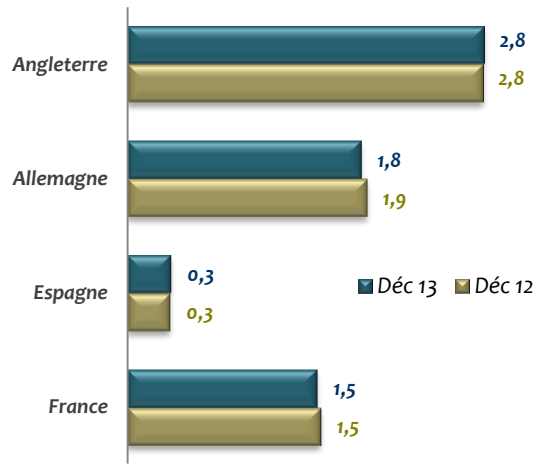
Source : Ministère du Tourisme et de l'artisanat

STRUCTURE DES ARRIVEES TOURISTIQUES



Anneau externe : Fin Décembre 2013
Anneau interne : Fin Décembre 2012

EVOLUTION DU RATIO NUITEES PAR TOURISTE



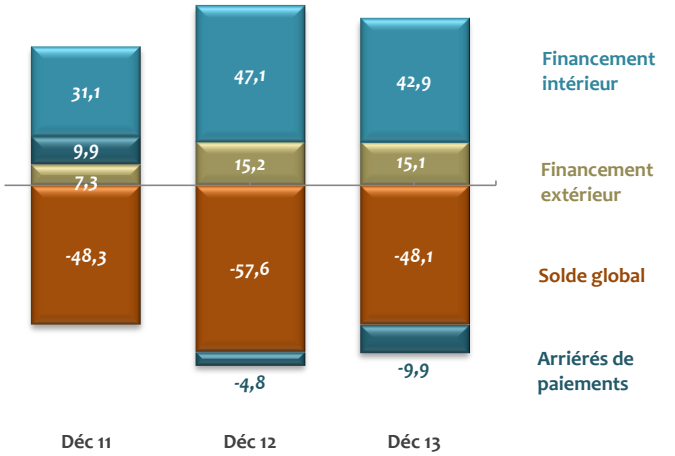
Finances Publiques

An 12 : CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

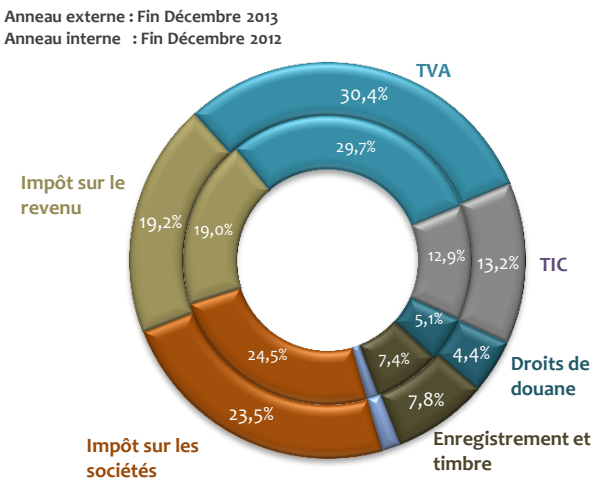
(hors TVA des collectivités locales)

Cumul depuis janvier	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Déc 12/11		Déc 13/12	
				M.DH	%	M.DH	%
RECETTES ORDINAIRES	192 298	201 628	204 565	9 330	4,9	2 937	1,5
RECETTES ORDINAIRES HORS PRIVATISATION	186 979	198 336	204 565	11 357	6,1	6 229	3,1
Recettes fiscales	163 586	176 068	173 221	12 482	7,6	-2 847	-1,6
Impôts directs, dont	70 850	78 911	76 619	8 061	11,4	-2 292	-2,9
Impôt sur les sociétés	39 370	43 187	40 754	3 817	9,7	-2 433	-5,6
Impôt sur le revenu	29 121	33 418	33 238	4 297	14,8	-180	-0,5
Impôts indirects	71 783	75 094	75 467	3 311	4,6	373	0,5
T.V.A.	49 923	52 350	52 592	2 427	4,9	241	0,5
Intérieure	19 033	19 574	20 155	541	2,8	581	3,0
Importation	30 890	32 776	32 437	1 886	6,1	-339	-1,0
T.I.C.	21 859	22 744	22 875	884	4,0	131	0,6
Tabacs	7 494	8 153	8 007	659	8,8	-146	-1,8
Produits énergétiques	12 943	13 127	13 323	185	1,4	196	1,5
Droits de douane	10 286	9 003	7 681	-1 283	-12,5	-1 322	-14,7
Enregistrement et timbre	10 667	13 060	13 454	2 393	22,4	394	3,0
Recettes non fiscales	25 223	22 266	28 360	-2 957	-11,7	6 094	27,4
Recettes non fiscales Hors privatisation	19 904	18 974	28 360	-930	-4,7	9 386	49,5
Monopoles et exploitation	10 505	11 493	13 207	988	9,4	1 714	14,9
Autres recettes	9 399	7 481	15 153	-1 918	-20,4	7 672	102,6
Privatisation	5 319	3 292	0				
Recettes de certains comptes spéciaux	3 489	3 294	2 984	-195	-5,6	-310	-9,4
Fonds spécial des prix	434	357	283		-17,7		
Fonds spécial routier	2 727	2 937	2 701	210	7,7		
DEPENSES TOTALES	244 237	267 081	257 276	22 844	9,4	-9 805	-3,7
Dépenses ordinaires	194 214	215 623	209 006	21 409	11,0	-6 617	-3,1
Biens et services	127 144	140 656	144 904	13 512	10,6	4 248	3,0
Personnel	88 973	96 673	98 641	7 700	8,7	1 968	2,0
Autres biens et services	38 171	43 983	46 263	5 812	15,2	2 280	5,2
Dette publique	18 240	20 097	22 502	1 857	10,2	2 405	12,0
Intérieure	15 204	16 702	18 620	1 498	9,9	1 918	11,5
Extérieure	3 036	3 395	3 882	359	11,8	487	14,3
Compensation	48 830	54 870	41 600	6 040	12,4	-13 270	-24,2
SOLDE ORDINAIRE	-1 916	-13 995	-4 441	-12 079		9 554	
Dépenses de capital	50 023	51 458	48 270	1 435	2,9	-3 188	-6,2
dont fonds spécial routier	2 834	2 406	2 330				
Solde net des autres comptes spéciaux	3 668	7 893	4 594				
DEFICIT / EXCEDENT GLOBAL	-48 271	-57 560	-48 117				
VARIATION DES ARRIERES	9 851	-4 786	-9 850				
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-38 420	-62 346	-57 967				
Financement intérieur	31 141	47 097	42 868	15 955		-4 229	
Financement extérieur	7 279	15 249	15 099	7 971		-151	

Evolution du besoin et des sources de financement du TRESOR en MM.DH



Structure des recettes fiscales



An 12 : CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(hors TVA des collectivités locales)

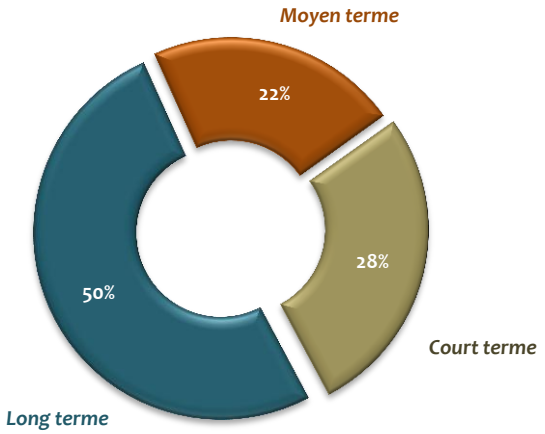
Cumul depuis janvier	LF 2013	Déc 13	Réalisations en %
RECETTES ORDINAIRES	210 482	204 565	97,2%
RECETTES ORDINAIRES HORS PRIVATISATION	210 482	204 565	97,2%
Recettes fiscales	179 414	173 221	96,5%
Impôts directs, dont	77 546	76 619	98,8%
Impôt sur les sociétés	42 538	40 754	95,8%
Impôt sur le revenu	32 947	33 238	100,9%
Impôts indirects	78 932	75 467	95,6%
T.V.A.	56 168	52 592	93,6%
T.I.C.	22 764	22 875	100,5%
Droits de douane	9 099	7 681	84,4%
Enregistrement et timbre	13 837	13 454	97,2%
Recettes non fiscales	*27 868*	*28 360*	*101,8%*
Recettes non fiscales Hors privatisation	*27 868*	*28 360*	*101,8%*
Monopoles et exploitation	12 563	13 207	105,1%
Autres recettes	15 305	15 153	99,0%
Privatisation	0	0	
Recettes de certains comptes spéciaux	*3 200*	*2 984*	*93,3%*
Fonds spécial des prix	1 000	283	28,3%
Fonds spécial routier	2 200	2 701	122,8%
DEPENSES TOTALES	258 125	257 276	99,7%
Dépenses ordinaires	210 654	209 006	99,2%
Biens et services	148 262	144 904	97,7%
Personnel	98 000	98 641	100,7%
Autres biens et services	50 262	46 263	92,0%
Dette publique	22 392	22 502	100,5%
Intérieure	18 772	18 620	99,2%
Extérieure	3 620	3 882	107,2%
Compensation	40 000	41 600	104,0%
SOLDE ORDINAIRE	-173	-4 441	
Dépenses de capital	47 471	48 270	101,7%
dont fonds spécial routier	2 200	2 330	105,9%
Solde net des autres comptes spéciaux	4 000	4 594	
DEFICIT / EXCEDENT GLOBAL	-43 644	-48 117	
VARIATION DES ARRIERES	10 000	-9 850	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-33 644	-57 967	
Financement intérieur	10 060	42 868	
Financement extérieur	23 584	15 099	

An 13 : ENDETTEMENT INTERIEUR DU TRESOR

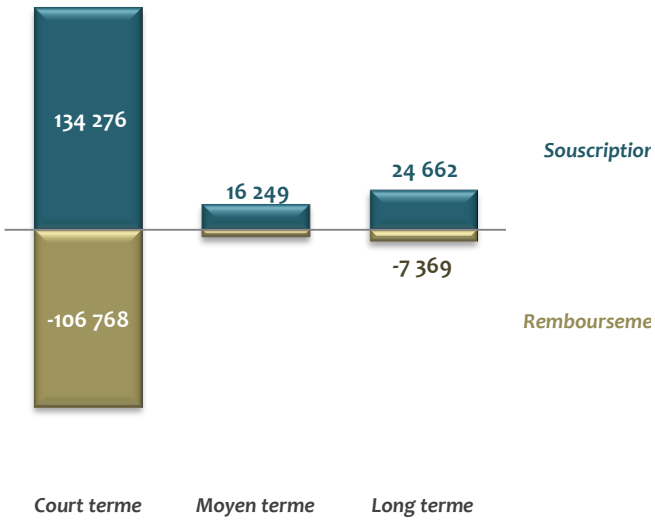
Flux de la dette intérieure du Trésor

MATURITE	Déc 12	Souscriptions	Remboursements	Déc 13	Flux
LONG TERME	202 428	26 716	8 765	220 378	17 951
Adjudications (long terme)	184 274	24 662	7 369	201 567	17 293
30 ans Adjudications	2 775	0	0	2 775	0
20 ans Adjudications	21 461	0	0	21 461	0
15 ans Adjudications	76 465	10 525	350	86 640	10 175
10 ans Réserve d'investissement	213	0	0	213	0
10 ans Adjudications	83 574	14 137	7 019	90 692	7 118
10 ans Emprunts Conventionnels	0	0	0	0	0
Autres	17 941	2 054	1 396	18 598	658
MOYEN TERME	82 880	16 249	4 800	94 328	11 449
Adjudications (moyen terme)	82 880	16 249	4 800	94 328	11 449
5 ans Compte Convertible à terme	0	0	0	0	0
5 ans Adjudications	82 880	16 249	4 800	94 328	11 449
COURT TERME	89 618	134 276	106 768	117 127	27 509
Adjudications (court terme)	89 567	134 276	106 768	117 076	27 509
03 semaines Adjudications	6 022	4 958	10 980	0	-6 022
13 semaines Adjudications	2 670	18 494	21 104	60	-2 610
26 semaines Adjudications	700	35 529	27 326	8 903	8 203
52 semaines Adjudications	6 278	24 891	6 279	24 891	18 612
Bons à 6 mois	50	0	0	50	0
1 an activité socio-économique	1	0	0	1	0
2 ans Adjudications	73 897	50 404	41 079	83 222	9 326
Autres	**1 880**			**-6 879**	
TOTAL	376 805	177 240	120 333	424 954	56 908

Structure de l'encours de la dette intérieure à fin Décembre 13



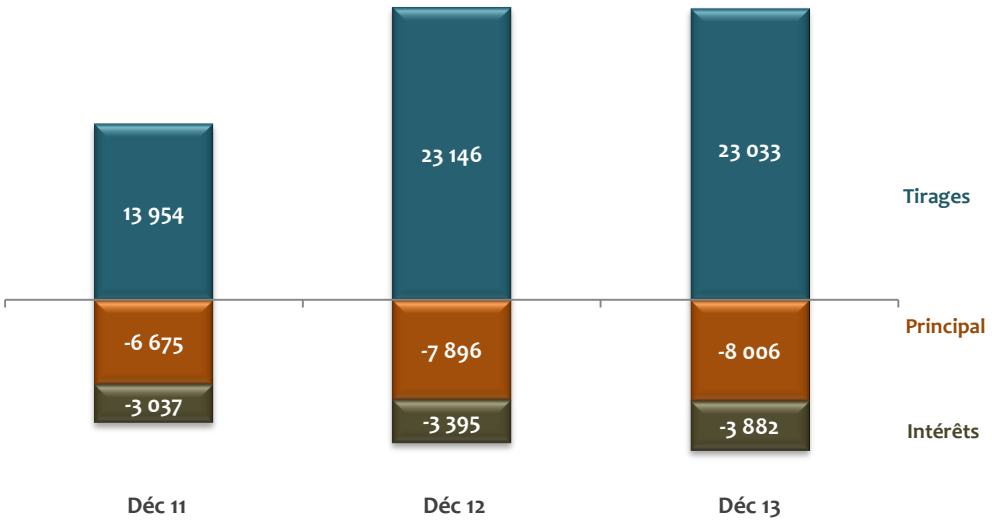
Evolution du flux sur le marché des adjudications (M.DH) - Cumul Décembre 13-



An 14 : SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE DU TRESOR

Cumul à partir de janvier	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Déc 12/11		Déc 13/12	
				M.DH	%	M.DH	%
SERVICE	9 712	11 291	11 888	1 579	16,3	597	5,3
1/ AMORTISSEMENTS	6 675	7 896	8 006	1 221	18,3	110	1,4
Créanciers bilatéraux	2 361	3 257	3 360	896	38,0	103	3,2
Créanciers multilatéraux	4 314	4 639	4 645	325	7,5	6	0,1
Marché financier international	0	0	0				
2/ INTERETS	3 037	3 395	3 882	358	11,8	487	14,3
Créanciers bilatéraux	1 053	1 114	954	61	5,8	-160	-14,4
Créanciers multilatéraux	1 172	1 466	1 280	294	25,1	-186	-12,7
Marché financier international	812	815	1 648	3	0,4	833	102,2
TIRAGES	13 954	23 146	23 033	9 192	65,9	-113	-0,5
Créanciers bilatéraux	2 514	3 257	1 608	743	29,6	-1 649	-50,6
Créanciers multilatéraux	11 440	7 050	15 003	-4 390	-38,4	7 953	112,8
Marché financier international	0	12 839	6 422			-6 417	-50,0
FLUX NET (Tirages-amortissements)	7 279	15 250	15 027	7 971	-	-223	-
TRANSFERTS NETS (Tirages-service)	4 242	11 855	11 145	7 613	-	-710	-
Pour mémoire							
	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Déc 12/11		Déc 13/12	
STOCK DE LA DETTE (en MM.DH)	99,6	116,9	129,3	17,3	17,4	12,4	10,6
En milliards $US	11,6	13,9	15,7	2,2	19,4	1,8	13,2

Flux de la dette extérieure du Trésor (en M.DH)



Monnaie et Crédit

An 15: ÉVOLUTION DE LA MASSE MONÉTAIRE ET DE SES CONTREPARTIES

En Millions de DH *AID : Autres Instititions de Dépôts*	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Déc 12/11		Déc 13/12	
				M.DH	%	M.DH	%
CONTREPARTIES DE M3							
Réserves Internationales Nettes	**173 843**	**144 736**	**150 267**	-29 108	-16,7%	5 531	3,8%
Créances nettes sur l'Administration centrale	**102 143**	**125 402**	**149 058**	23 258	22,8%	23 656	18,9%
Créances nettes de BAM	2 216	456	807	-1 760	-79,4%	351	76,8%
Créances nettes des AID	99 927	124 946	148 251	25 018	25,0%	23 305	18,7%
Créances sur l'économie	**789 826**	**829 964**	**855 673**	40 138	5,1%	25 709	3,1%
Créances de BAM	1 058	810	896	-248	-23,4%	86	10,6%
Créances des AID	788 768	829 154	854 777	40 386	5,1%	25 623	3,1%
Ressources à caractère non monétaire	**144 318**	**154 357**	**157 851**	10 039	7,0%	3 493	2,3%
Capital et réserves des ID	104 183	114 385	120 852	10 202	9,8%	6 467	5,7%
BAM	17 651	18 446	16 294	795	4,5%	-2 152	-11,7%
AID	86 532	95 939	104 558	9 408	10,9%	8 619	9,0%
Engagements non monétaires des ID	40 135	39 972	36 999	-163	-0,4%	-2 974	-7,4%
Dépôts exclus de M3	6 910	7 470	7 092	560	8,1%	-378	-5,1%
Crédits	7 586	7 734	8 307	148	2,0%	573	7,4%
Titres autres qu'actions exclus de M3	25 345	24 456	21 307	-889	-3,5%	-3 150	-12,9%
Autres ressources	295	312	293	18	6,0%	-19	-6,2%
Autres contreparties de M3	**27 792**	**46 432**	**23 253**	18 639	67,1%	-23 178	-49,9%
Total des contreparties(1)	**949 287**	**992 176**	**1 020 401**	42 889	4,5%	28 225	2,8%
AGREGATS DE MONNAIE							
Circulation fiduciaire	**158 288**	**163 641**	**171 604**	5 353	3,4%	7 963	4,9%
Billets et monnaies mis en circulation par BAM	166 253	172 493	182 080	6 240	3,8%	9 586	5,6%
Encaisses des banques (à déduire)	7 965	8 852	10 476	887	11,1%	1 624	18,3%
Monnaie scripturale	**428 489**	**448 521**	**454 054**	20 032	4,7%	5 533	1,2%
Dépôts à vue auprès de la banque centrale	2 303	1 896	1 823	-407	-17,7%	-74	-3,9%
Dépôts à vue auprès des banques	384 418	400 593	413 434	16 175	4,2%	12 841	3,2%
Dépôts à vue auprès du Trésor	41 768	46 032	38 798	4 264	10,2%	-7 234	-15,7%
M1	**586 777**	**612 163**	**625 658**	25 385	4,3%	13 496	2,2%
Placements à vue	**102 914**	**111 357**	**120 662**	8 442	8,2%	9 305	8,4%
Comptes d'épargne auprès des banques	102 914	111 357	120 662	8 442	8,2%	9 305	8,4%
M2	**689 692**	**723 519**	**746 320**	33 828	4,9%	22 801	3,2%
Autres actifs Monétaires	**259 596**	**268 657**	**274 081**	9 061	3,5%	5 424	2,0%
M3	**949 287**	**992 176**	**1 020 401**	42 889	4,5%	28 225	2,8%

Source: Bank Al-Maghrib

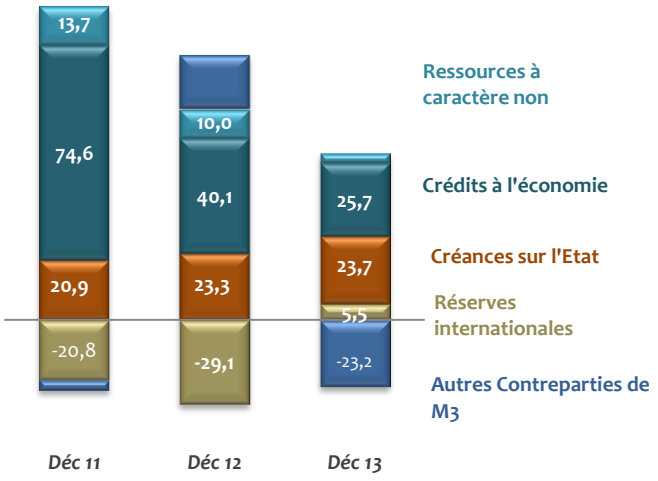
(1) Total des contreparties = Avoirs extérieurs nets + Créances nettes sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire - Autres postes nets

(2) Dépôts à vue et à terme en devises auprés des banques / **(3)** Emprunts contractés par les banques auprès des sociétés financières

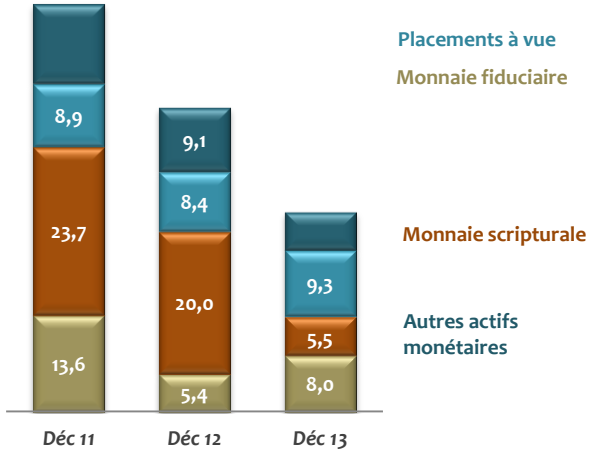
(4) Série arrêtée en juin 2010 suite à l'intégration d'Al barid bank

Contreparties de la masse monétaire

MM.DH



Composantes des agrégats de monnaie



An 16 : EVOLUTION DES ECHANGES SUR LE MARCHE MONETAIRE

Année 2013	Interventions de BAM					Marché Interbancaire		
	Appel d'offres à 3%		Avances à 24 H à 4%	Prêts garantis	Pension livrée à 3,25%	Encours	Volume	TMP
	Demandé	Offert						
Moyenne	**65 083**	**50 511**	**52**	**4 700**	**14 469**	**6 379**	**2 731**	**3,061**
Janvier	**55 820**	**49 172**	**12**	**2 380**	**15 000**	**7 489**	**2 975**	**3,077**
Février	**60 981**	**50 897**	**30**	**2 380**	**15 000**	**8 304**	**2 615**	**3,085**
Mars	**67 703**	**49 323**	**0**	**2 903**	**15 000**	**8 039**	**3 028**	**3,090**
Avril	**64 809**	**47 933**	**0**	**4 000**	**15 000**	**7 291**	**2 836**	**3,098**
Mai	**69 061**	**47 806**	**0**	**4 000**	**15 000**	**4 759**	**1 341**	**3,056**
Juin	**71 112**	**42 433**	**0**	**4 733**	**14 633**	**5 595**	**2 951**	**3,034**
Juillet	**63 085**	**42 548**	**219**	**6 000**	**14 000**	**6 771**	**3 561**	**3,040**
Août	**60 550**	**51 871**	**181**	**6 000**	**14 000**	**4 943**	**2 851**	**3,025**
Septembre	**66 088**	**54 133**	**0**	**6 000**	**14 000**	**5 508**	**3 201**	**3,048**
Octobre	**64 840**	**58 097**	**177**	**6 000**	**14 000**	**5 228**	**2 409**	**3,064**
Novembre	**67 755**	**57 467**	**0**	**6 000**	**14 000**	**6 868**	**2 972**	**3,064**
Décembre	**69 194**	**54 452**	**0,0**	**6000**	**14000**	**5 750**	**2 033**	**3,049**
1	63 900	57 000	0	6 000	14 000	9 369		3,037
2	63 900	57 000	0	6 000	14 000	7 266	2 993	3,051
3	63 900	57 000	0	6 000	14 000	7 419	2 806	3,050
4	63 900	57 000	0	6 000	14 000	6 898	2 503	3,041
5	68 201	55 000	0	6 000	14 000	7 002	2 632	3,041
6	68 201	55 000	0	6 000	14 000	6 342	2 172	3,054
7	68 201	55 000	0	6 000	14 000	6 342		3,054
8	68 201	55 000	0	6 000	14 000	6 342		3,054
9	68 201	55 000	0	6 000	14 000	4 676	1 013	3,029
10	68 201	55 000	0	6 000	14 000	4 993	1 330	3,030
11	68 201	55 000	0	6 000	14 000	5 534	1 871	3,042
12	70 290	55 000	0	6 000	14 000	5 355	1 734	3,042
13	70 290	55 000	0	6 000	14 000	5 920	2 299	3,067
14	70 290	55 000	0	6 000	14 000	5 920		3,067
15	70 290	55 000	0	6 000	14 000	5 920		3,067
16	70 290	55 000	0	6 000	14 000	6 307	2 718	3,111
17	70 290	55 000	0	6 000	14 000	5 951	2 362	3,100
18	70 290	55 000	0	6 000	14 000	5 536	1 888	3,077
19	72 960	54 000	0	6 000	14 000	5 154	1 466	3,071
20	72 960	54 000	0	6 000	14 000	5 345	1 887	3,053
21	72 960	54 000	0	6 000	14 000	5 345		3,053
22	72 960	54 000	0	6 000	14 000	5 345		3,053
23	72 960	54 000	0	6 000	14 000	4 961	1 523	3,035
24	72 960	54 000	0	6 000	14 000	5 152	1 714	3,030
25	72 960	54 000	0	6 000	14 000	5 051	1 633	3,033
26	68 210	52 000	0	6 000	14 000	5 004	1 566	3,030
27	68 210	52 000	0	6 000	14 000	4 738	1 750	3,030
28	68 210	52 000	0	6 000	14 000	4 738		3,030
29	68 210	52 000	0	6 000	14 000	4 738		3,030
30	68 210	52 000	0	6 000	14 000	5 822	2 934	3,028
31	68 210	52 000	0	6 000	14 000	3 759	1 934	3,030

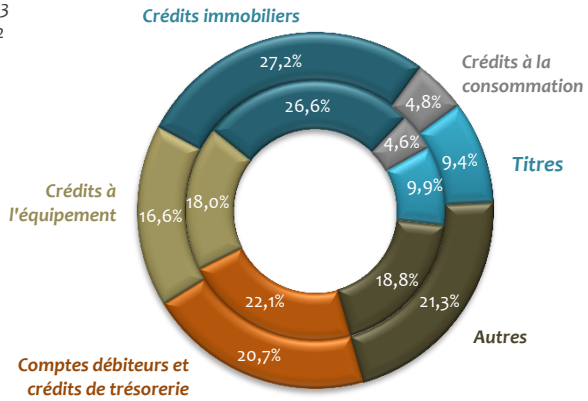
An 17: ÉVOLUTION DES CREDITS DISTRIBUES PAR L'ENSEMBLE DES BANQUES

En Millions de DH	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Déc 12/11		Déc 13/12	
				M.dH	%	M.dH	%
Créances des ID par objet économique	**789 826**	**829 964**	**855 713**	**40 138,2**	**5,1**	**25 748**	**3,1**
Créances des AID	**788 768**	**829 154**	**854 817**	**40 386,1**	**5,1**	**25 663**	**3,1**
Crédits des AID	**695 459**	**728 962**	**753 803**	**33 503,0**	**4,8**	**24 840**	**3,4**
Crédits bancaires	**687 333**	**719 201**	**744 242**	**31 867,7**	**4,6**	**25 041**	**3,5**
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	172 323	185 712	174 547	13 389,5	7,8	-11 165	-6,0
Crédits à l'équipement	140 850	138 005	140 572	-2 844,5	-2,0	2 566	1,9
Crédits immobiliers	207 347	220 037	230 329	12 690,5	6,1	10 291	4,7
Crédits à l'habitat	137 158	150 586	160 009	13 427,9	9,8	9 423	6,3
Crédits aux promoteurs immobiliers	68 301	68 129	68 491	-171,8	-0,3	362	0,5
Crédits à la consommation	36 076	39 605	40 448	3 528,6	9,8	843	2,1
Créances diverses sur la clientèle	98 239	100 530	114 183	2 291,9	2,3	13 653	13,6
Crédits à caractère financier	91 655	89 466	103 032	-2 188,9	-2,4	13 566	15,2
Autres crédits	6 584	11 064	11 151	4 480,7	68,1	87	0,8
Créances en souffrance	32 499	35 310	44 163	2 811,7	8,7	8 853	25,1
Titres	**77 665**	**78 520**	**79 134**	**855,1**	**1,1**	**614**	**0,8**
Titres autres qu'actions	17 514	22 251	21 032	4 737,0	27,0	-1 219	-5,5
Actions et autres titres de participation	60 151	56 269	58 102	-3 881,9	-6,5	1 833	3,3
Autres	**15 644**	**21 672**	**21 880**	**6 028,0**	**38,5**	**209**	**1,0**
Créances de BAM	**1 058**	**810**	**896**	**-247,9**	**-23,4**	**86**	**10,6**
Crédits	**729**	**639**	**651**	**-90,3**	**-12,4**	**13**	**2,0**

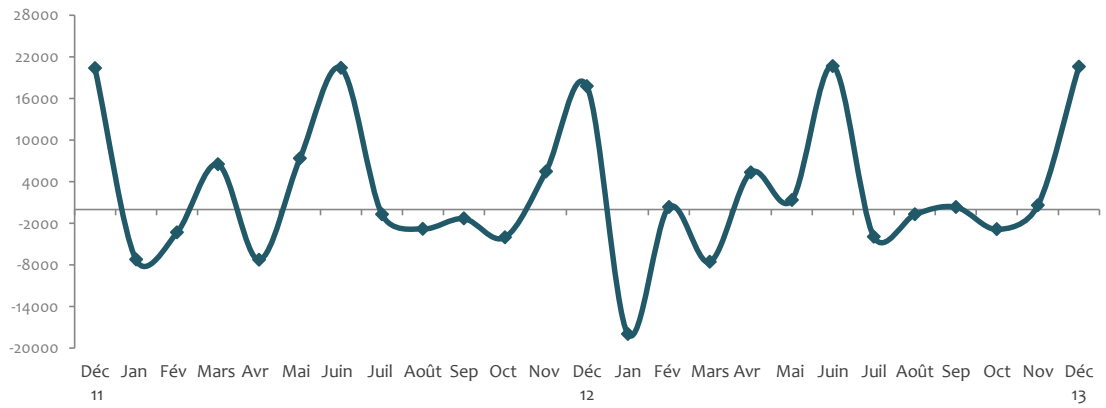
Source: Bank Al-Maghrib

Répartition par nature des crédits distribués par les AID

Anneau externe : Fin Décembre 2013
Anneau interne : Fin Décembre 2012



Evolution du flux mensuel des crédits distribués par les AID (hors créances en souffrances)

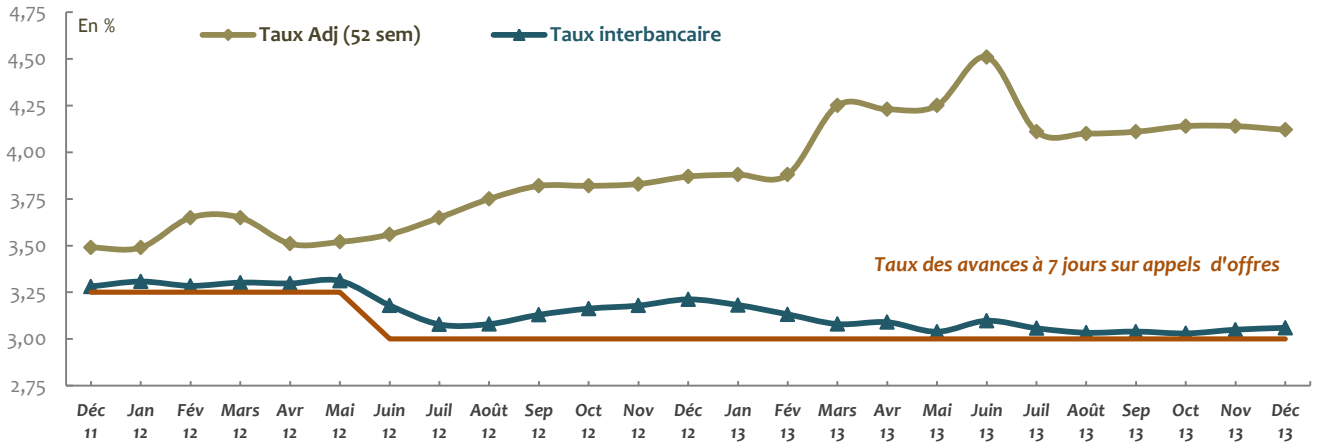


An 18 : TAUX SUR LES MARCHES MONETAIRE ET FINANCIER

	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Déc 12/11	Déc 13/ Déc 12
Taux de dépôts à 6 et 12 mois	3,73	3,75	3,88	0,02	0,13
Taux de dépôts à 6 mois	3,36	3,51	3,71	0,15	0,20
Taux de dépôts à 12 mois	3,89	3,87	3,99	-0,02	0,12
Taux des comptes sur carnet *	2,96	3,04	3,74	0,08	0,70
Taux des livrets CEN **	1,85	2,13	2,00	0,28	-0,13
Taux débiteurs					
Taux maximum des intérêts conventionnels	14,14	14,19	14,30	0,05	0,11
Taux interbancaire	3,28	3,13	3,05	-0,15	-0,08
Taux intervention de BAM					
Taux d'appel d'offre	3,25	3,00	3,00	-0,25	-
Taux des avances à 24h	4,25	4,25	4,25	-	-
Taux des reprises de liquidité	2,75	2,75	2,75	-	-
Taux de facilité de dépôt	2,25	2,25	2,25	-	-
Taux adjudications (TMP) (fin année)					
13 Sem.	3,36	3,41	3,48	0,05	0,07
26 Sem.	3,33	3,59	3,73	0,26	0,14
52 Sem.	3,49	3,87	4,12	0,38	0,25
2 Ans	3,75	4,44	4,66	0,69	0,22
5 Ans	3,97	4,58	5,13	0,61	0,55
10 Ans	4,24	4,88	5,61	0,64	0,73
15 Ans	4,45	5,07	5,94	0,62	0,87

* Taux de rémunération minimum des comptes sur carnet = TMP B.T à 52 semaines, émis par adj. - 50 points de base

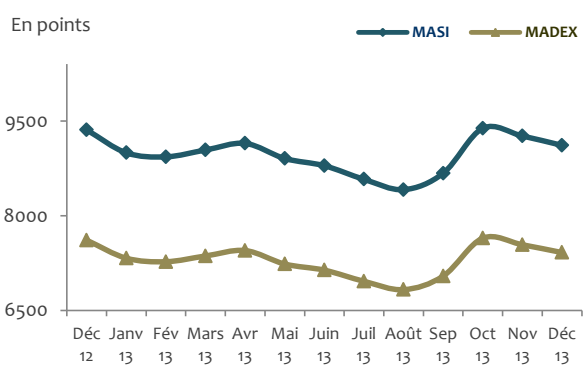
** T.R. comptes sur livrets de la CEN = TMP B. T 5 ans - 200 points de base.



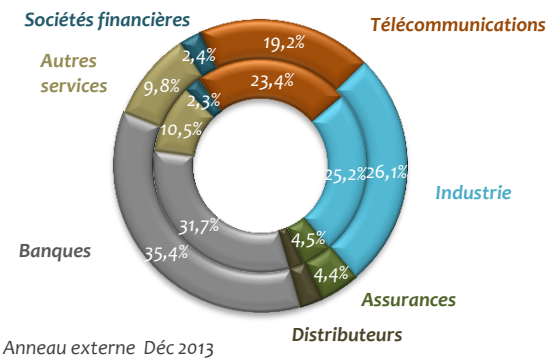
An 19: BOURSE DES VALEURS DE CASABLANCA

	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Déc 12/ 11		Déc 13/ Déc 12	
				M.DH	%	M.DH	%
VOLUME DES TRANSACTIONS	**103 368**	**61 035**	**62 142**	**-42 333**	**-41,0**	**1 107**	**1,8**
Cumul depuis Janvier							
Marché central	40 143	32 934	28 620	-7 210	-18,0	-4 313	-13,1
Actions	35 211	29 729	26 450	-5 482	-16	-3 279	-11
Obligations	4 933	3 205	2 171	-1 728	-35	-1 034	-32
Marché de blocs	19 754	16 837	26 814	-2 916	-14,8	9 977	59,3
Actions	16 089	12 470	22 101	-3 619	-22	9 631	77
Obligations	3 665	4 368	4 713	703	19	346	8
Introductions	1 306	937	1 700	-369	-28,2	763	81,4
Actions	416	27	1 000			973	3 659
Obligations	889	910	700	21	2	-210	-23
Augmentation de Capital	7 379	7 469	3 202		1,2		-57,1
Offre publique	3	178	45	175	6 474,1	-133	-74,8
Transferts	978	618	1 116	-361	-36,9	499	80,8
Apports de titres	33 806	2 063	644	-31 743	-93,9	-1 419	-68,8
CAPITALISATION BOURSIERE	**509 696**	**445 268**	**440 418**	**-64 428**	**-12,6**	**-4 850**	**-1,1**
Banques	161 331	148 253	156 016	-13 078	-8,1	7 763	5,2
Sociétés Financières	11 723	11 352	10 538	-370	-3,2	-815	-7,2
Sociétés de financement	7 806	8 125	7 565	320	4,1	-560	-6,9
Sociétés de portefeulles-Holding	3 917	3 227	2 972	-690	-17,6	-255	-7,9
Industrie	128 453	116 218	114 831	-12 235	-9,5	-1 387	-1,2
Agroalimentaire	24 450	24 546	26 768	96	0,4	2 222	9,1
Bâtiments et matériaux de construction	57 806	46 310	46 934	-11 496	-19,9	623	1,3
Boissons	8 202	8 578	7 907	377	4,6	-671	-7,8
Chimie	1 729	1 158	1 291	-572	-33,1	133	11,5
Equipement éléctro et éléctrique	648	443	323	-205	-31,7	-120	-27,1
Sylviculture et papier	123	77	50	-46	-37,2	-27	-34,8
Ingénierie&Biens d'Equipt industriels	567	405	375	-162	-28,5	-31	-7,5
Industrie pharmaceutique	3 256	3 030	3 055	-226	-6,9	25	0,8
Télécommunications	119 205	93 184	84 393	-26 021	-21,8	-8 791	-9,4
Assurances	22 839	20 604	19 243	-2 236	-9,8	-1 361	-6,6
Distributeurs	10 698	9 990	10 883	-708	-6,6	893	8,9
Technologie de l'information	1 755	1 087	1 160	-668	-38,1	73	6,7
Autres services	53 692	44 580	43 354	-9 112	-17,0	-1 226	-2,7
MASI	**11 028**	**9 359**	**9 114**	-1 668	**-15,1**	-245	**-2,6**
MADEX	**9 011**	**7 614**	**7 418**	-1 397	**-15,5**	-196	**-2,6**

Indices boursiers



Structure de la capitalisation boursière



Anneau externe Déc 2013
Anneau interne : Déc 2012

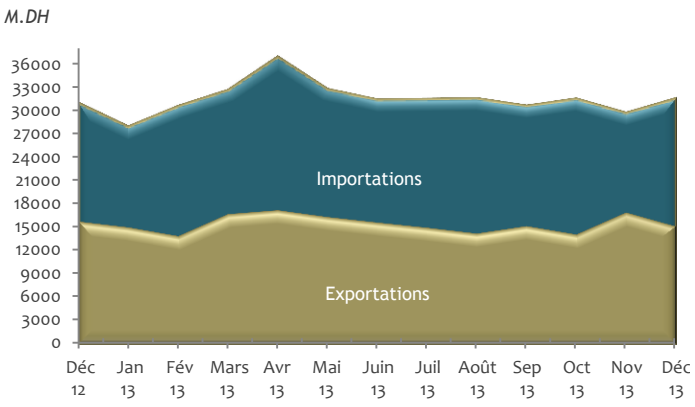
Commerce Extérieur

An 20: EVOLUTION DE LA BALANCE DES BIENS ET SERVICES

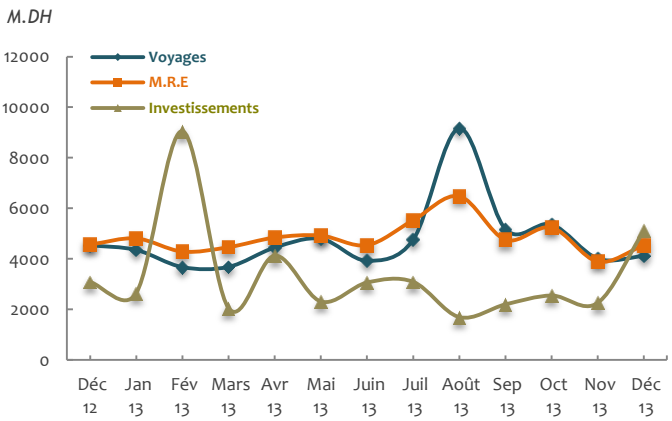
	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Déc 12/11		Déc 13/12	
				M.DH	%	M.DH	%
BALANCE COMMERCIALE							
TOTAL DES IMPORTATIONS	357 770	386 947	379 084	29 177	8,2	-7 863	-2,0
Alimentation boissons et tabacs	38 810	41 783	35 651	2 973	7,7	-6 132	-14,7
Blé	11 639	12 067	8 221	428	3,7	-3 846	-31,9
Energie et lubrifiants	90 351	106 619	102 496	16 269	18,0	-4 123	-3,9
Huile brute de pétrole	31 423	37 609	36 032	6 186	19,7	-1 577	-4,2
Produits bruts	22 542	22 988	17 923	446	2,0	-5 065	-22,0
Demi-produits	76 483	77 113	79 815	631	0,8	2 702	3,5
Produits finis	129 564	138 444	143 171	8 880	6,9	4 727	3,4
Biens d'équipement	68 137	73 184	79 224	5 047	7,4	6 040	8,3
Biens de consommation	61 427	65 260	63 947	3 833	6,2	-1 313	-2,0
TOTAL DES EXPORTATIONS	174 995	184 885	183 478	9 890	5,7	-1 407	-0,8
Alimentation boissons et tabacs	28 644	30 105	31 653	1 461	5,1	1 547	5,1
Agrumes	3 974	2 769	2 877	-1 204	-30,3	108	3,9
Produits de la pêche	11 462	13 539	14 183	2 077	18,1	644	4,8
Energie et lubrifiants	4 558	7 429	9 258	2 871	63,0	1 830	24,6
Produits bruts	22 769	22 085	17 642	-684	-3,0	-4 444	-20,1
Phosphates	12 610	12 827	9 097	217	1,7	-3 729	-29,1
Demi-produits	53 960	52 776	45 003	-1 184	-2,2	-7 772	-14,7
Dérivés de phosphates	35 850	35 568	28 041	-282	-0,8	-7 527	-21,2
Produits finis	64 625	72 253	79 764	7 628	11,8	7 511	10,4
Or industriel	439	237	157	-202	-46,1	-79	-33,5
TOTAL DES ECHANGES	532 765	571 832	562 562	39 068	7,3	-9 271	-1,6
SOLDE COMMERCIAL	-182 775	-202 062	-195 606	-19 287	-10,6	6 456	3,2
TAUX DE COUVERTURE	48,9	47,8	48,4	-1,1		0,6	
RECETTES VOYAGES	58 904	57 835	57 456	-1 069	-1,8	-379	-0,7
TRANSFERTS M.R.E.	58 385	58 751	58 290	366	0,6	-461	-0,8
RECETTES DES IDE	30 653	32 092	40 166	1 439	4,7	8 074	25,2

Source: Office des Changes

Balance commerciale



Voyages, MRE et investissements



Prix

An 21: EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Groupes	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Taux d'inflation en %		
				2011	2012	2013
PRODUITS ALIMENTAIRES	**116,0**	**121,2**	**120,4**	**1,4**	**2,3**	**2,4**
1 *Produits alimentaires et boissons*	116,4	121,9	120,6	1,4	2,4	2,2
2 *Boissons alcoolisées, Tabac et Stupéfiants*	108,4	108,5	115,6	0,0	0,1	5,4
PPODUITS NON ALIMENTAIRES	**105,0**	**106,2**	**107,6**	**0,6**	**0,5**	**1,5**
3 Articles d'habillement et chaussures	107,7	109,2	111,6	1,7	2,0	1,5
4 Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	105,0	105,6	107,1	0,4	0,5	1,1
5 Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	107,4	106,9	107,7	0,9	0,1	0,2
6 Santé	103,5	103,9	105,1	0,2	0,7	0,9
7 Transports	103,5	108,7	110,3	-0,1	3,2	3,2
8 Communications	78,1	65,6	59,5	-5,4	-19,7	-9,2
9 *Loisirs et culture*	96,5	97,4	96,8	-0,7	0,5	0,5
10 *Enseignement*	122,1	129,6	134,2	4,1	3,9	5,5
11 *Restaurants et hôtels*	112,2	114,9	118,7	1,7	2,0	3,2
12 *Biens et services divers*	110,3	111,1	113,2	2,0	1,3	1,3
Indice général	**109,6**	**112,4**	**112,9**	**0,9**	**1,3**	**1,9**

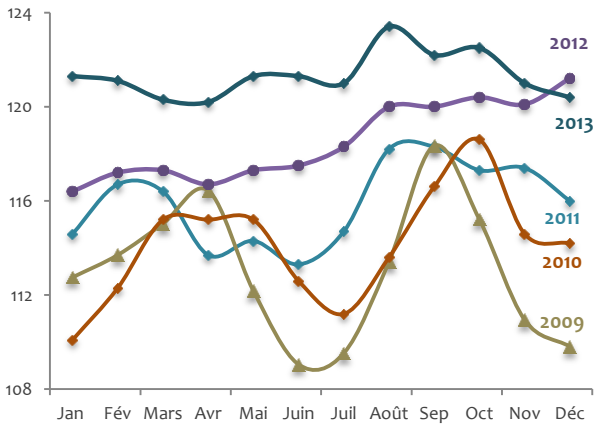
Source : HCP

VARIATION MENSUELLE EN %

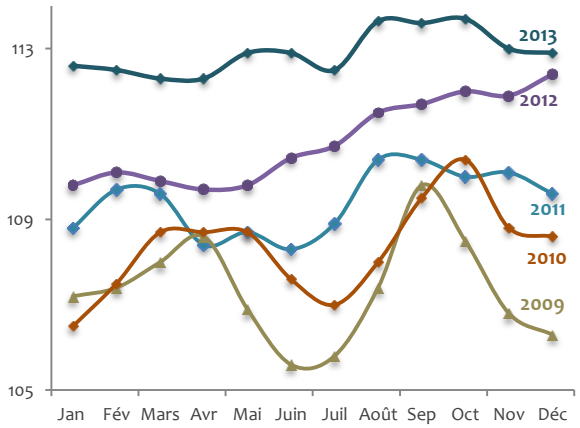
INDICE GENERAL	Jan	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sep	Oct	Nov	Déc
2012-2013	0,2	-0,1	-0,2	0,0	0,5	0,0	-0,4	1,0	0,0	0,1	-0,6	-0,1
2011-2012	0,2	0,3	-0,2	-0,2	0,1	0,6	0,3	0,7	0,2	0,3	-0,1	0,4

EVOLUTION MENSUELLE DE L'INDICE DU COUT DE LA VIE au cours de la période 2009-2013

Evolution de l'IPC alimentaire



Evolution de l'IPC général

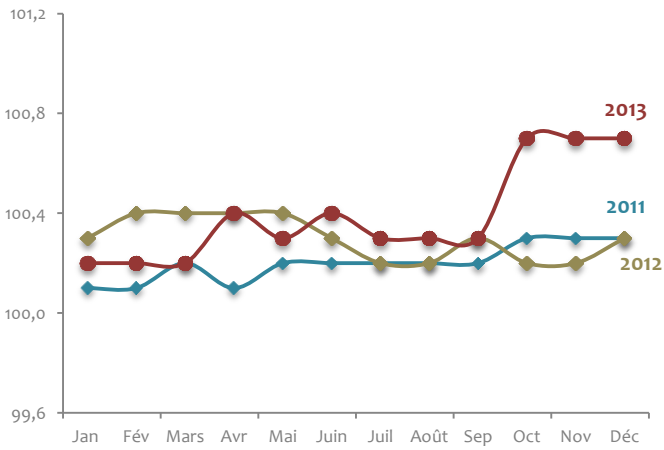
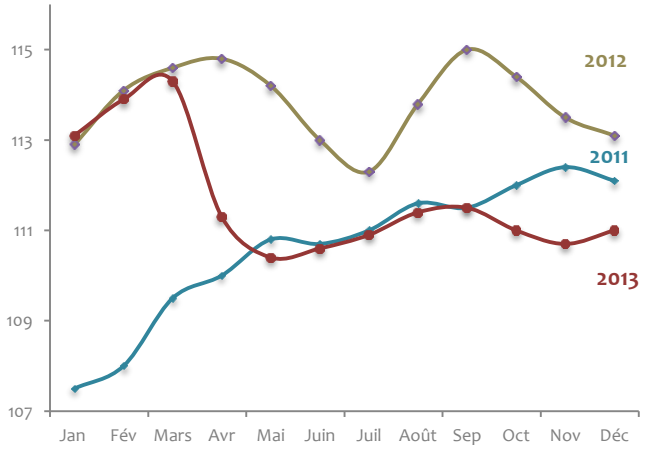


An 22: INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION PAR SECTIONS

(Base 100 = 2010)	Déc 11	Déc 12	Déc 13	Var moy annuelle	
				2012	2013
Industries extractives	**110,7**	**110,5**	**115,1**	**0,1**	**0,1**
Extraction d'Hydrocarbures	100,0	100,0	100,0	13,7	1,6
Extraction de Minerais Métalliques	100,3	100,2	100,7	0,0	0,0
Autres Industries Extractives	112,1	113,1	111,0	0,0	0,1
Industries manufacturières	**106,7**	**108,0**	**109,0**	**2,9**	**-1,9**
Industries alimentaires	104,8	117,9	115,1	3,1	1,5
Fabrication de Boissons	100,0	100,0	107,7	9,6	1,5
Fabrication de produits à base de tabac	102,4	102,9	103,5	0,0	6,4
Fabrication de textiles	101,6	101,1	104,4	0,8	-0,3
Industrie d'habillement	101,7	101,7	107,0	0,8	0,7
Industrie de cuir et de la chaussure	109,7	110,9	112,0	0,0	5,2
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	973,0	97,1	101,0	5,3	0,8
Industrie du papier et du carton	102,6	102,6	103,4	-43,4	1,8
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	134,9	137,7	131,1	0,0	0,6
Cokéfaction et raffinage	139,1	139,4	121,5	11,0	-7,9
Industrie chimique	100,0	101,8	99,7	2,1	-9,5
Industrie pharmaceutique	104,0	105,9	106,3	1,2	-1,1
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	101,4	101,0	107,7	2,9	0,2
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	107,8	106,1	105,7	-0,3	4,0
Métallurgie	100,3	102,0	102,4	-0,7	-1,2
Fabrication de produits métalliques	100,0	100,0	99,4	2,1	1,4
Fabrication de produits informatique	107,4	109,7	105,9	0,0	-0,1
Fabrication d'équipements électriques	100,3	101,2	102,2	-41,4	-1,6
Fabrication de machines et équipements n.c.a	99,5	99,2	99,0	0,7	0,8
Industrie automobile	100,6	100,6	100,8	-0,2	-0,2
Fabrication d'autres matériels de transport	102,3	101,7	102,3	0,4	0,0
fabrication de meubles	113,6	117,3	110,5	0,0	0,6
Autres industries manufacturés	100,0	100,0	100,0	2,9	-2,9
Production et Distribution d'Electricité	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**0,0**	**0,0**
Production et Distribution d'Electricité	100,0	100,0	100,0	0,0	0,0
Production et Distribution d'Eau	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**0,0**	**0,0**
production et Distribution d'Eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source: HCP

Industries extractives



Industries manufacturières